



Parti mandéliste ou parti léniniste?

Une polémique avec Ernest Mandel.

Nahuel Moreno

1973

Table des matières

1. Le nouveau caractère de nos partis 3
2. Une analyse avant-gardiste et straté-giste 8
3. Lénine et Trotsky, concernant l'orientation des partis communistes et trotskistes 14
4. Notre travail politique sur les masses et l'avant-garde : propagande et agitation 15
5. Programme et mots d'ordre : leur rapport avec les besoins et le niveau de conscience actuel du mouvement de masses 20
6. « Initiatives révolutionnaires » du parti ? 26
7. Une conception superstructurelle et subjective du front unique 30
8. Deux oublis : les militants professionnels et le centralisme démocratique 32
9. Revenons au parti léniniste-trotskiste 34

Ce texte est le chapitre VI du livre *Le parti et la révolution* (1973) de Nahuel Moreno (alias Camejo) comme réponse polémique, surtout à des positions d'Ernest Mandel (alias Germain), dirigeant de « la majorité » de la IV Internationale à l'époque.

L'édition en langue française a été réalisée par la *Ligue Communiste des Travailleurs* (la section belge de la LIT-QI), qui est responsable aussi des notes de bas de page, sauf indication contraire.

www.litci.org - www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

Parti mandéliste ou parti léniniste?

1. Le nouveau caractère de nos partis

Nous croyons que les différences que nous avons avec la majorité sur tous les terrains – théorique, programmatique, stratégique et tactique – ont une origine fondamentale, la différence que nous avons concernant la méthode de construction de nos sections. Les camarades de la majorité, et Mandel et Germain en particulier, avec leurs travaux théoriques, soulèvent un certain nombre de définitions et de tâches, qui ont comme intention de changer les normes léninistes de la construction du parti. Pour eux, le secteur clé sur lequel nous devons concentrer notre propagande et agitation, qui définit les éléments clés de notre politique, c'est « l'avant-garde de masses », qui existe dans le monde entier. Ces affirmations sont devenues un véritable principe.

« La tâche centrale pour les marxistes révolutionnaires dans l'étape ouverte en 1967-68 est celle de gagner l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde de masses, afin de construire des organisations révolutionnaires qualitativement plus puissantes que ceux de l'étape précédente ; ainsi que celle de passer du stade de groupes révolutionnaires de propagande au stade d'organisations politiques révolutionnaires en train de s'implanter dans le prolétariat. [...] L'option prioritaire pour conquérir l'hégémonie politique au sein de la nouvelle avant-garde de masse... »¹

Pour assurer le succès de notre stratégie, celle de gagner l'hégémonie dans l'avant-garde, nous devrions employer deux tactiques : 1) réaliser des campagnes politiques dont les axes sont définis par les préoccupations de l'avant-garde, à la seule condition que ces préoccupations ne s'opposent pas à la lutte des masses, – « L'organisation de campagnes politiques nationales, soigneusement choisies, en accord avec les préoccupations (besoins) de l'avant-garde, sans aller dans la direction opposée aux luttes des masses, et démontrant une capacité d'initiative efficace, quoique modeste, de la part de nos

sections. »² – et 2) nous concentrer autant que possible pour faire connaître les actions « exemplaires » de l'avant-garde. – « Centraliser les forces à l'échelle régionale et nationale dans le but de briser le mur du silence et de l'indifférence qui entoure certaines luttes syndicales exemplaires et "sauvages", et de commencer des actions de solidarité. »³ Une fois que nous aurions gagné cette avant-garde de masses, nous l'utiliserions pour deux tâches : la première, aider les travailleurs avancés des syndicats pour lutter contre la bureaucratie ; la deuxième, faire de la propagande et de l'agitation parmi ces ouvriers sur la nécessité de s'organiser dans des comités d'usine et des organismes de double pouvoir, pour être préparés à accueillir toute future vague de luttes généralisées de masses. – « L'orientation fondamentale des trotskistes européens doit être l'implantation dans la classe ouvrière, en utilisant le poids de l'avant-garde de masse pour modifier le rapport de force entre la bureaucratie et les travailleurs avancés des syndicats, des usines, des bureaux et dans la rue, ainsi que la concentration de leur propagande et, si possible, de leur agitation, dans la préparation de ces ouvriers avancés pour l'apparition des comités d'usine, des organismes de double pouvoir, à la hauteur de la prochaine vague de luttes généralisées de masses, de grèves de masses et de grèves avec occupation d'usines. »⁴

Pour compléter ce schéma, Mandel élève cette conception, qui semblait d'abord être spécifique à l'étape actuelle, au terrain général. Il ne s'agit déjà plus de la fonction de nos partis à ce stade et pour une région, mais de son caractère pour tout le monde et pour toute l'histoire. – « Maintenant, au lieu de dire que le but du parti est celui de perfectionner la conscience politique de la classe des ouvriers, la formule devient plus précise : la fonction de l'avant-garde révolutionnaire consiste à développer la conscience révolutionnaire dans l'avant-garde de la classe travailleuse. »⁵ « Selon la conception léniniste de l'organisation,

il n'y a pas d'avant-garde autoproclamée. Au contraire, l'avant-garde doit gagner sa reconnaissance comme telle (c'est-à-dire le droit historique d'agir comme avant-garde) à travers ses tentatives d'établir un contact avec la partie avancée de sa classe et avec le vrai combat de celle-ci. »⁶ Notons que dans ces deux dernières citations, Mandel utilise le terme « avant-garde » comme équivalent de « parti » et de « la partie la plus avancée de la classe ouvrière ».

Pour les bolcheviks, les choses sont différentes : le parti révolutionnaire doit gagner l'hégémonie politique dans la classe ouvrière et le mouvement de masses. Ce résultat s'obtient en travaillant sur eux, avec une politique qui se propose pour que ceux-ci l'assument. Ce n'est que quand cela arrive, que la bureaucratie peut être vaincue. Et de cette façon, uniquement le parti gagne son droit historique à être considéré comme le parti révolutionnaire, l'avant-garde de la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme.

Qu'est-ce que l'avant-garde ?

Etant donné tout ce contexte, il est évident qu'il faut partir d'une définition précise de l'avant-garde, son rôle et ses rapports avec le parti révolutionnaire. Dans le travail cité plus haut,⁷ Mandel prit les devants par rapport aux conclusions du Document européen et s'efforça de donner une interprétation théorique concernant le nouveau rôle du parti bolchevik et de l'avant-garde. Par un schéma qui résume toute sa conception, il signale qu'il y a trois éléments fondamentaux dans la formation de la conscience de classe : les masses, qui avancent de l'action à l'expérience, et de là à la conscience ; les ouvriers avancés, qui avancent de l'expérience à la conscience, et de la conscience à l'action ; et le noyau révolutionnaire, qui avance de la conscience à l'action, et de là à l'expérience.

masses : -->action -->expérience -->**conscience**
ouvriers av. : -->expérience -->**conscience** -->action
noyau rév. -->**conscience** -->action -->expérience

Ensuite, Mandel dit qu'en inversant ce schéma, on obtient « l'image suivante » (?) dont on peut tirer des « conclusions pratiques » (?). Voici cette image révélatrice :

masses : -->**action** --> expérience -->conscience
noyau rév. -->conscience -->**action**--> expérience
ouvriers av. : -->expérience -->conscience -->**action**

Voyons d'abord la question des trois secteurs : les masses, les ouvriers avancés (l'avant-garde) et le parti.

Dans le marxisme pratiqué par Marx, il y a des structures (les classes) et des superstructures (les idéologies et les institutions). Les masses se trouvent dans la structure et le parti révolutionnaire dans la superstructure. La classe ouvrière, les masses et la société dans son ensemble ont des superstructures qui sont de deux types : objectives et subjectives. Les objectives sont les institutions, les subjectives sont les idéologies ou consciences. Un syndicat, un journal ouvrier, un parti, un soviet, une publication nationaliste sont des superstructures institutionnelles, objectives, de la classe ou du mouvement de masse. Les partis socialistes et communistes également. La conscience syndicaliste et la conscience réformiste font partie de la superstructure idéologique, subjective, de la classe ouvrière ; comme elles sont des idéologies bourgeoises, elles sont des « fausses consciences » ouvrières. L'idéologie trotskiste est la « conscience vraie » de la classe ouvrière et elle fait partie de la superstructure idéologique ou subjective ; le parti trotskiste est la forme objective de cette idéologie et fait donc partie de la superstructure institutionnelle de la classe ouvrière.

Toutes ces institutions et idéologies se combattent mutuellement avec acharnement dans la lutte pour gagner la classe ouvrière et le mouvement des masses. Tout cela, c'est clair. Bref, nous voyons qu'il y a deux segments essentiels : la structure et la superstructure ; en d'autres mots, d'une part les classes et d'autre part les institutions et les idéologies. Mandel, qui en compte trois, part d'un fait indiscutable, qu'il existe une ample avant-garde. Mais avec notre schéma, nous ne savons pas où la situer ; ce n'est ni une classe ni une institution. Faut-il donc réviser le marxisme ? Y a-t-il une troisième catégorie ? Où alors, l'avant-garde se trouve-t-elle dans la structure, avec la classe

ouvrière et le mouvement de masses ? Où se trouve-t-elle dans la superstructure avec le parti ?

Tout le travail théorique de Mandel se débat dans ce problème insoluble. Conscient qu'il doit donner une définition qui justifie pleinement la découverte

de cette troisième catégorie, il dit que « *la catégorie "d'ouvrier avancé" a son origine dans la stratification objective inévitable de la classe. C'est le résultat de son origine historique différente, ainsi que de la position différente dans le processus social de production et de sa conscience de classe différente.* »⁸

Mais cette définition de l'« ouvrier avancé » ne résout pas le problème. Si l'élément décisif est la « stratification objective » au sein de la classe, l'avant-garde en fait partie, elle est comprise dans la structure. Et si elle se définit par sa « position différente dans le processus social de production », cela veut dire que, faisant toujours partie de la structure, c'est une classe distincte. Finalement, si elle se définit par sa « conscience de classe différente », elle fait partie, comme les autres consciences, de la superstructure.

Cette contradiction s'aiguise quand le camarade Mandel nous décrit l'ouvrier avancé (l'avant-garde). Il s'avère que cette nouvelle catégorie a une « essence » vraiment surprenante. « [C'est] cette partie de la classe ouvrière qui, actuellement, se trouve investie à un niveau plus élevé que les simples luttes sporadiques, et qui a atteint déjà un premier niveau d'organisation ; [...] et ce qui la distingue des masses, c'est le fait que, même dans une période de calme, elle n'abandonne pas le terrain de la lutte de classes, mais continue le combat pour ainsi dire "par d'autres moyens". Elle tente de consolider les poches de résistance qui se sont formées pendant la lutte, afin de les rendre permanentes, c'est-à-dire dans des syndicats. En publiant des journaux ouvriers et en organisant des groupes de travail pour cela, elle tend à cristalliser et à élever la conscience de classe apparue pendant la lutte. Par conséquent, elle contribue à la formation du facteur continuité, en s'opposant au spontanéisme qui caractérise le mouvement des masses. »⁹

Quel rapport y a-t-il entre cela et les « origines historiques distinctes », les « différentes positions dans le processus social de production » et la « stratification de la classe » ? Un militant syndical des mineurs anglais remplit une partie des conditions qui lui sont demandées par Mandel, pour être considéré comme un « ouvrier avancé » : « il a atteint le premier niveau d'organisation » ; il « n'abandonne pas le terrain de "la lutte de classes" dans les "périodes de calme" » ; il « publie des journaux » ; il « tend à cristalliser et à élever la conscience » ; il « s'oppose au spontanéisme » et il « contribue au "facteur continuité". » Mais il ne remplit pas les autres conditions : il n'a pas une « origine historique distincte » des mineurs anglais, ne se trouve dans aucune « stratification de classe » et n'occupe pas une « position différente dans le processus de production ».

A l'inverse, les techniciens prolétarisés de l'industrie automobile nord-américaine, qui, eux, remplissent ces trois dernières conditions – ils ont une origine historique distincte de celle de la classe ouvrière étasunienne, ils occupent une place distincte dans le processus de production sociale et ils sont particulièrement stratifiés dans la classe ouvrière – ne satisfont pas les autres conditions, du moins pas, par exemple, à Detroit, où les ouvriers noirs, qui ont déclenché pratiquement une insurrection il y a quelques années, furent sans aucun doute l'avant-garde. Tout comme le sont actuellement les ouvriers immigrés de Renault en France.

Mandel ne peut s'extirper de cette contradiction. Il mélange le quantitatif et le qualitatif de manière inexplicable. Si la définition est quantitative, l'avant-garde est composée des ouvriers les plus « conscients », les plus « combatifs », les plus « intelligents » de la classe ouvrière. Ils font partie d'une structure (la classe ouvrière) où ils se différencient du reste de leurs camarades, en étant « plus » dans un sens quelconque. Si la définition est qualitative – c'est-à-dire ceux qui « continuent le combat », « publient des journaux », « ont atteint un premier niveau d'organisation » –, alors l'avant-garde se situe dans la superstructure. La contradiction est irréductible et l'on ne peut pas en sortir, même en voulant formuler une définition différente ; ce qui confirme que, conformément au marxisme, il y a seulement deux catégories et non trois.

Mais comment définir alors l'avant-garde ? Si nous désirions la définir à l'aide de la logique dialectique, nous dirions que *l'avant-garde est un phénomène* et non un être. Contrairement aux classes et aux superstructures, elle n'a pas une existence permanente pendant toute une époque. Les secteurs qui se trouvent au premier plan au sein de ces luttes sont l'avant-garde. C'est un terme relatif. Le mot même d'« avant-garde » indique qu'il existe une arrière-garde. En un sens général, le parti est l'avant-garde du mouvement ouvrier, et celui-ci est à son tour l'avant-garde de toute la société.

Prenons quelques exemples concrets. En France en 1936, le mouvement ouvrier fut l'avant-garde, mais en mai 68, ce fut le mouvement étudiant. En Argentine, de 1955 à 1966, l'avant-garde fut constituée par les ouvriers de la métallurgie, en 1968, ce furent les étudiants, à partir de 1969, les ouvriers de l'industrie automobile. Au Pérou, sous la direction de Hugo Blanco^a, les paysans furent l'avant-garde, alors que sous la présidence de Velasco Alvarado^b, les enseignants étaient l'avant-garde.

Ce n'est pas un hasard si – en contradiction, d'une certaine façon, avec ses propres définitions – Germain ne parle que de l'avant-garde ouvrière. En effet, il est évident ici que l'avant-garde ne se définit pas par des « stratifications », des niveaux de conscience ou d'organisation, mais par le rôle qu'elle joue dans telle ou telle lutte. Le caractère de « phénomène » peut d'ailleurs se manifester au sein d'une même lutte : lors du *cordobazo*^c, par exemple, l'avant-garde fut constituée par les étudiants, mais ils furent ensuite remplacés par le mouvement ouvrier et le syndicat de l'industrie automobile. Dans les luttes du prolétariat français après la révolution russe, il y avait une avant-garde comme Thorez ou Marty^d qui, en 1936, est devenue l'arrière-garde. On pourrait dire que chaque

montée ou lutte a son avant-garde : celle des *Industrial Workers of the World* (IWW) ou du PS nord-américain ainsi que celle qui a dirigé les luttes de la CIO – d'où sont issus respectivement Cannon et Farrel Dobs – ; l'avant-garde étudiante de 68 déjà mentionnée – dont sont issus Krivine, Dutschke et Cohn Bendit – ; ou celle des nationalités opprimées – d'où s'est détaché un Malcolm X.^e

Bref, on peut dire que l'avant-garde est propre de chaque lutte ; que différents groupes peuvent se succéder dans ce rôle lors d'une même lutte ; qu'un secteur qui aujourd'hui est l'avant-garde peut non seulement ne plus l'être demain, mais peut se transformer en arrière-garde. Le destin des avant-gardes est d'être absorbées par la classe ou d'être assimilées par la superstructure.

Par exemple, quand une de ces avant-gardes donne une permanence à son activité, en créant une idéologie et en construisant une organisation, elle devient une partie de la superstructure. Parfois les avant-gardes sont absorbées par les organisations ou les partis de masses existants. Thorez est devenu stalinien et Reuther est devenu bureaucrate (comme Lechín en Bolivie ou Vandor en Argentine)^f ; Cohn Bendit se consacre

e Le *Congress of Industrial Organizations* (CIO), des syndicats de l'industrie, aux Etats-Unis, fut fondé en 1935 et unifié avec la *American Federation of Labor* (AFL) pour former le AFL-CIO en 1955.

James Cannon, dirigeant du Parti communiste des Etats-Unis, a rejoint l'Opposition de gauche en 1928. Il a fondé le *Socialist Workers Party* (SWP) en 1937. Farrell Dobbs a dirigé la grande grève générale de Minneapolis de 1934. Il est entré au SWP en 1939. Alain Krivine était un dirigeant de la Ligue communiste en France, voir le chap. 3.5.

Daniel Cohn Bendit était un militant anarchiste allemand âgé de 23 ans, étudiant en sociologie à Paris, en mai 1968. Il est actuellement co-président du groupe des verts au Parlement européen. Alfred Willi Rudi Dutschke était le porte-parole du Mouvement étudiant allemand né d'une opposition à la Grande coalition (CDU/DSU/SPD) au gouvernement depuis 1966. Il a rejoint le mouvement des Verts en 1970.

Malcolm X était un militant pour l'émancipation des Noirs aux Etats-Unis. Il qualifia la grande Marche sur Washington de Martin Luther King (« I have a dream ! ») comme « une affaire de blancs ».

f Lechín était le dirigeant de la COB en Bolivie, voir chap. 1.4.

Vandor était un dirigeant syndical des métaux en Argentine, qui gagna beaucoup de prestige lors de la grève triomphante de 1954 sous le deuxième gouvernement de Perón. Comme dirigeant de la *Unión Obrera Metalúrgica* (U.O.M.), il dirigeait dans le péronisme un courant enclin à la « participation » (plutôt que la confrontation), le « vandorisme ».

au cinéma et Krivine à la construction du parti trotskiste en France. D'autres grands secteurs de l'avant-garde reviennent à se confondre avec leur classe, en abandonnant la lutte, et restent donc dans la structure.

Le schéma de Germain, qui essaye d'enfermer l'avant-garde dans une « catégorie » plutôt que de la définir, fait qu'elle échappe à notre compréhension. En ignorant les aspects développés de façon inégale qui se combinent pour donner lieu à ce phénomène, il révisé complètement le matérialisme historique. Mais ce n'est pas le seul inconvénient de son invention.

Les organisations réformistes, où trouvent-elles leur place ?

Germain ne le sait pas. Et c'est effectivement une autre erreur, bien plus grave que l'antérieure. On dirait que, pour Mandel et Germain, les organisations staliniennes et sociales-démocrates n'ont rien à voir avec le parti révolutionnaire, ou n'existent même pas. La raison est que Mandel-Germain suppose que notre lutte fondamentale consiste à combattre la fausse conscience, la conscience arriérée de la classe ouvrière et des masses, ce qui n'est correct que dans un sens général. Car la fausse conscience, ce ne sont pas seulement les idées incorrectes portées par la grande majorité des individus qui composent la classe ouvrière et le mouvement de masses. Cette fausse conscience est exprimée par des institutions fortes, objectives, les grandes organisations réformistes. Elles captent les travailleurs, les organisent et les éduquent dans cette fausse conscience. Elles impriment des journaux pour faire la propagande de celle-ci et emploient des méthodes bureaucratiques et de gangsters pour la défendre. Notre lutte contre ces fausses consciences n'est pas une intervention chirurgicale ou une séance de psychanalyse pour extraire les idées erronées de chacun des ouvriers. Il s'agit d'une lutte à mort contre les organisations qui les soutiennent, contre leurs idéologies, contre leurs méthodes, et fondamentalement *contre leur politique*.

Pouvons-nous ignorer ces organisations dans un schéma de la relation de nos partis avec le mouvement ouvrier et son avant-garde ? Cette relation pure « parti – avant-garde – masses » existe-t-elle réellement ? Notre relation avec la classe ouvrière n'est nullement un rapport de superstructure révolutionnaire

a Voir le chap 5.10.

b Le général Juan Francisco Velasco Alvarado était arrivé à la présidence du Pérou par un coup d'Etat en octobre 1968. En août 1975, il fut évincé par un autre général, Francisco Morales Bermúdez.

c Voir le chap. 2.1.

d Maurice Thorez et André Marty étaient des dirigeants du Parti communiste français pendant et après la guerre. Antimilitariste et anticolonialiste en 1920, Thorez soutenait le gouvernement de Front populaire de Léon Blum en 1936 et il est entré au gouvernement de De Gaulle en 1945..

à structure de classe. Et l'avant-garde n'est pas la seule médiation, car entre nous et la classe ouvrière, il y a les autres superstructures, les partis ouvriers, les syndicats et d'autres organismes de classe, qui sont en général réformistes et parfois ultragauchistes. Nous pouvons en dire autant pour notre relation avec le mouvement de masses. C'est pourquoi nos partis ne peuvent pas se donner une politique pour la classe ouvrière, en s'efforçant de gagner son avant-garde, sans se donner une politique pour les syndicats, les partis communistes, les partis sociaux-démocrates, les comités d'usine. Nous ne disons pas seulement que nous ne pouvons pas ignorer les organisations réformistes et bureaucratiques, nous disons qu'il faut les détruire. Trosky disait : « *La classe elle-même n'est pas homogène. Ses différents secteurs s'éveillent à la conscience par des chemins différents et à des moments différents. La bourgeoisie participe activement à ce processus. Elle crée ses propres institutions au sein de la classe ouvrière ou bien utilise celles qui existent déjà, afin d'opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Plusieurs partis interviennent au sein du prolétariat.* »¹⁰

Les tendances subjectivistes et phénoménologiques de Mandel-Germain font qu'il oublie qu'un de nos principaux objectifs, sinon le principal, est de chasser les directions et les partis opportunistes de la direction du mouvement ouvrier. Comme il ne voit pas cet obstacle pour le développement de la conscience de classe que sont les partis contre-révolutionnaires, il découvre une nouveauté surprenante : « *Ce qui fait obstacle aujourd'hui à la classe ouvrière [pour] pouvoir acquérir une conscience politique de classe, [c'est surtout] l'influence permanente de la consommation et la mystification idéologique de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie.* » C'est pourquoi, selon Mandel-Germain, « *le processus d'ouvrir les yeux vers la science sociale critique peut jouer un véritable rôle révolutionnaire dans le nouvel éveil de la conscience de classe au sein des masses* ».¹¹

Notre lutte principale serait donc contre « l'influence permanente de la consommation et la mystification idéologique de la petite bourgeoisie », et nous devrions abandonner celle que nous avons toujours soutenue contre les directions traîtresses et réformistes du mouvement de masses. Ce serait donc

cela le meilleur moyen d'obtenir une conscience de classe dans les masses. Quant à nous, les archéotrotskistes, nous allons continuer dans la lutte, mais, en plus de combattre ces directions, au lieu d'ouvrir les yeux « vers la science sociale critique », nous allons utiliser une *politique*, la trotskiste, contre la stalinienne et la sociale-démocrate.

La vraie relation entre action, expérience et conscience

Du raisonnement de Mandel, selon lequel les masses, l'avant-garde et le parti suivent des chemins différents et difficiles pour arriver à la conscience, nous avons déjà éliminé l'avant-garde, car, n'étant qu'un phénomène, son développement ne peut suivre aucune séquence prévisible. Il reste à ajouter que n'importe quel secteur suit en ce moment les mêmes lois de développement que le mouvement de masses lui-même et le parti, lorsqu'il accomplit son rôle d'avant-garde, quoiqu'il le fait de manière contradictoire. Pour les marxistes, « le spontané est la forme embryonnaire du conscient » ; l'action, l'expérience et la conscience sont des parties d'une totalité, à tous les niveaux, du parti jusqu'aux masses. Les actions du mouvement de masses sont l'élément déterminant de cette totalité.

A aucun moment nous ne voyons cette action sans conscience que Mandel attribue à la classe ouvrière et aux masses. Au contraire, pour nous, il n'existe aucune action sans conscience préalable. Le système capitaliste impérialiste provoque, par ses atrocités, des changements dans la conscience des masses (haine, rejet, indignation, etc.) qui sont préalables à toute action. S'il existait une séquence, ce serait la suivante : la réalité objective de la société bourgeoise se répercute dans la conscience des masses et c'est cela qui provoque ses actions. Mais cette réalité objective les touche à travers une expérience, celle de subir l'exploitation. Par exemple, un patron exploite un ouvrier (réalité objective du système capitaliste) ; celui-ci subit l'exploitation (il fait l'expérience d'être exploité) ; il ressent l'envie de changer la situation (il prend conscience de la nécessité de lutter contre le patron) ; puis il se lance dans la lutte (passe à l'action).

De toute façon, cette séquence n'est qu'un schéma, étant donné que, par exemple, l'ouvrier contemporain s'adresse au syndicat avant de se lancer

dans la lutte ; c'est-à-dire que son expérience ne part pas de rien, car il s'appuie sur l'expérience des générations antérieures, il n'est pas obligé de répéter exactement leur expérience et il ne doit pas réinventer le syndicat avant chaque lutte. Il sait déjà, jusqu'à un certain point, ce qu'est une grève, une occupation, une manifestation, une pétition, et il est conscient de cette expérience.

Mandel pourrait nous dire maintenant que la classe ouvrière n'apprend que par ses actions. C'est vrai, mais cela n'invalide pas ce que nous disons, cela ne signifie pas que la classe ouvrière se lance dans l'action sans conscience. Les actions du mouvement de masses enchaînent différents niveaux de conscience et d'expérience et font que chaque action a toujours comme point de départ un certain niveau, qui débouche sur un autre, supérieur, qui à son tour sera le point de départ de nouvelles actions.

Au sein de la conscience de la classe ouvrière et des masses exploitées, il y a une lutte entre les conceptions fausses et les vraies. Un ouvrier social-démocrate, par exemple, qui hait le fascisme, le considère comme son pire ennemi et désire l'unité ouvrière pour lutter contre lui, mais en même temps, il fait confiance à sa direction bureaucratique et réformiste. Concernant le fascisme, il a une vraie conscience, et par rapport à sa direction, et donc par rapport à la manière de lutter, il a une fausse conscience. Dans ce cas, comme dans tout processus de connaissance, le rôle de la pratique est décisif. Seule la pratique est à même de l'affirmer dans sa conscience de classe ou d'attaquer sa fausse conscience ; seule la pratique pourra lui permettre de dépasser le faux et d'affirmer le vrai, afin de parvenir à un nouveau niveau de conscience, qui aura de nouvelles contradictions susceptibles d'être surmontées par de nouvelles actions. On peut dire que la pratique est le facteur déterminant sur le chemin vers la conscience de classe, mais cela ne veut pas dire que le chemin commence par là.

Mandel pourrait insister sur le fait que, de toute façon, nous sommes d'accord avec lui que l'action est la seule à mener à la conscience de classe, et que nous n'avons donc pas de différences sur ce point. Il n'en est pas ainsi pour deux raisons. En premier lieu, parce que Mandel parle d'un niveau de conscience inconnu alors que nous parlons de la

conscience de classe, chose connue de tous. Pour lui, chaque secteur arrive à un niveau différent (par exemple, l'avant-garde arrive à une conscience « empirique et pragmatique ») et seul le parti révolutionnaire arrive à la conscience de classe (que pour Mandel est scientifique, et non politique). La seconde différence est que, pour nous, la conscience de classe s'obtient précisément à travers un facteur superstructurel, le parti révolutionnaire, et non par les seules actions et expériences du mouvement ouvrier.

Les masses n'arrivent pas automatiquement à la conscience de classe, la conscience universelle et historique. Nous pourrions dire que le mouvement de masses s'y rapproche de façon asymptotique, qu'à chaque moment il s'y rapproche un peu plus, mais qu'il ne peut jamais y arriver par ses propres moyens. Seul le parti peut faire que ces deux lignes, toujours plus proches l'une de l'autre, cessent d'être des asymptotes, et que le mouvement de masses se confond avec la conscience politique de classe.

La conception mandéliste est la position typique des intellectuels anticonformistes, existentialistes et phénoménologues européens de l'après-guerre, dont Sartre est un des exposants classiques. Cette conception signifie la négation de l'homme et, dans ce cas, du caractère humain du mouvement de masses et de la classe ouvrière, car l'homme se distingue de l'animal par le fait d'être conscient, à des degrés divers, de ses actions.

Le parti obéit aux mêmes lois le mouvement de masses, mais à un niveau qualitativement supérieur. La conscience du parti révolutionnaire n'est rien de plus que l'expérience historique du mouvement ouvrier et des masses. C'est-à-dire qu'au lieu de démarrer d'une conscience et d'une expérience partielles et limitées, le parti possède comme point de départ l'expérience et la conscience historiques et universelles. Pour extraire cette expérience historique et universelle du mouvement ouvrier et de masses, le parti utilise une série de sciences combinées en une – le marxisme –, les élève à conscience historique, universelle et abstraite, et la transforme en un programme, politico-marxiste.

Conscience scientifique ou conscience politique ?

Pour Mandel, « *la catégorie de parti révolutionnaire vient du fait que le socialisme marxiste est une science qui, en dernière analyse, ne peut être assimilée complètement qu'individuellement et non de manière collective.* »¹² Il en est ainsi parce que « *le marxisme constitue la culmination [...] d'au moins trois sciences sociales : la philosophie classique allemande, l'économie politique classique, et la science politique française classique (le socialisme et l'historiographie français)* ». ¹³ Et « *son assimilation présuppose, au moins, une compréhension de la dialectique matérialiste, du matérialisme historique, de la théorie économique marxiste et de l'histoire critique des révolutions et du mouvement ouvrier modernes* ». ¹⁴

Cela veut dire que le fait de s'élever à la conscience de classe consiste à parvenir à la compréhension théorique, scientifique et globale du marxisme en tant que science ; à manier la dialectique, la sociologie, l'économie et l'histoire marxistes. C'est pourquoi elle ne peut être assimilée « qu'individuellement et non de manière collective », c'est-à-dire qu'une minorité scientifique infime seulement peut y arriver. C'est la conception la plus défaitiste que l'on peut imaginer ; il s'agit, en réalité, d'une tâche impossible à accomplir. Si nous avons la prétention d'extirper de la conscience des travailleurs tous les débris idéologiques accumulés par la bourgeoisie et par la bureaucratie, afin de les remplacer par la « science marxiste » (ou la « science sociale critique »), nous ne devons pas construire un parti, mais demander à la bourgeoisie de nous accorder une université pouvant accueillir des millions de travailleurs du monde entier, ainsi que le nombre correspondant de bourses, afin que ces travailleurs puissent tous y participer. Comme le camarade Mandel voit que cela est impossible, il en conclut que seule une minorité peut s'élever à la conscience de classe.

Cela lui pose toutefois un problème : quoi faire avec les masses qui sont incapables d'acquérir la conscience de classe. Mandel-Germain résout le problème en liquidant le parti comme parti politique révolutionnaire et en donnant, par contre, une grande importance à un secteur social spécifique « l'intellectualité technicienne ». Celle-ci aurait, selon Germain, « *la possibilité de sa*

participation massive au sein du processus révolutionnaire et dans la réorganisation de la société », qui apportera aux « *couches désespérées et critiques de la classe ouvrière ce qu'elles ne peuvent accomplir, étant donné l'état fragmenté de leur conscience : la connaissance scientifique et la conscience qui leur donneront la possibilité de reconnaître la vraie face de l'exploitation scandaleusement voilée et de l'oppression déguisée à laquelle ils sont soumis.* » C'est-à-dire que cette « intellectualité », qui devient révolutionnaire en tant que secteur social et non en tant que partie de la militance du parti, tiendrait en ses mains la tâche d'éveiller la conscience de classe. Et la tâche principale du parti révolutionnaire serait celle d'assesseur de cette « intellectualité technicienne » en lui donnant des cours de « science sociale critique » mandéliste, étant donné que la tâche principale échoirait à l'intellectualité. Le rôle de cette « science sociale critique » serait donc de décréter la mort du parti bolchevik. Avec cela, Mandel donne, entre autres, des arguments à l'accusation permanente faite par la bourgeoisie au mouvement de masses révolutionnaire : qu'il s'agit d'une masse inconsciente, entraînée et trompée par une poignée d'agitateurs qui cachent leurs objectifs politiques !

Pour Mandel, la classe ouvrière ne peut reproduire de façon massive aucune connaissance, ce qui veut dire que la société dans son ensemble n'avance pas sur la voie de la connaissance. Pour lui, de la même manière que seuls les individus assimilent le socialisme scientifique, seuls les individus sont capables d'assimiler et de reproduire les connaissances accumulées par l'humanité de la préhistoire à nos jours. Mandel confond ainsi la partie concrète des connaissances (à savoir leurs résultats) avec leur élaboration. Mais la société (ou la classe ouvrière ou n'importe quel autre de ses secteurs) progresse en assimilant les résultats scientifiques, non les méthodes d'investigation qui permettent de les obtenir. Nier cela équivaldrait à dire qu'un individu qui n'a pas étudié la médecine et la pharmacopée ne pourrait pas utiliser l'aspirine. Mais depuis belle lurette, l'humanité fait usage de l'aspirine pour se débarrasser d'un mal de tête, avec de bons résultats.

Mandel élabore deux types de conscience : celle de l'avant-garde, qui est « empirique » et « pragmatique », et la conscience de classe, qui est

« scientifique globale », à savoir celle de la « compréhension théorique ». Cela signifie que la conscience politique et le programme n'existent pas dans cette phénoménologie moderne de la classe ouvrière. Pour Mandel, le fait qu'un ouvrier soit d'accord, ou non, avec le programme du parti révolutionnaire n'a rien à voir avec son niveau de conscience ni avec l'élévation de la conscience de classe. Pour Trotsky, par contre, « *les intérêts de classe ne peuvent être formulés d'une autre manière que sous la forme d'un programme, tout comme le programme ne peut être défendu d'une autre manière qu'en créant un parti. [...] La classe, en soi, n'est que le terrain pour l'exploitation. Le rôle du prolétariat commence au moment où une classe en soi se transforme en une classe politique pour soi. Ce processus ne peut aboutir qu'à travers l'intervention du parti. Le parti est l'instrument historique par lequel la classe acquiert sa conscience de classe. [...] Le développement de la conscience de classe, à savoir la construction d'un parti révolutionnaire qui entraîne le prolétariat derrière lui, est un processus complexe et contradictoire.* »¹⁵

Il est évident que, pour Trotsky, le « développement de la conscience de classe » est un processus objectif.

La catégorie de parti révolutionnaire apparaît du fait que le marxisme, comme parti, est un programme. Imaginons un supposé parti composé de grands intellectuels qui manieraient à la perfection les aspects scientifiques du marxisme, mais ne se préoccuperaient pas de formuler un programme politique, ni de travailler sur le mouvement de masses. Serait-ce un parti révolutionnaire ? Non. Un parti révolutionnaire est évidemment celui où quelques camarades connaissent parfaitement le marxisme et collaborent avec l'immense majorité des travailleurs qui y militent, afin de formuler un programme politique correct et de l'appliquer dans la pratique.

Il existe un rapport dialectique entre le programme du parti et la science marxiste : on ne peut élaborer de programme révolutionnaire sans théorie (science) marxiste. Il existe également un rapport dialectique entre ce programme et les actions des masses : s'il ne les prend pas pour point de départ, ce programme ne peut être révolutionnaire. Et il existe aussi un lien dialectique entre le programme et l'activité du parti : sans un parti pour le concrétiser, aucun programme n'est en

lui-même révolutionnaire. Tous ces éléments convergent pour donner la réalité concrète qu'est le parti révolutionnaire avec son programme. Et ce parti est « le plus haut degré de développement de la conscience de classe prolétaire » comme dirait Mandel. C'est pourquoi nous disons qu'en accordant une grande importance à un aspect essentiel du parti révolutionnaire, la science marxiste, Mandel tombe dans une déviation scientifique intellectuelle concernant le rôle du parti et de la conscience de classe. La conscience de classe, pour Trotsky, est la transformation de la « classe sociale en soi » en « classe politique pour soi ». Pour Mandel au contraire, suivant son raisonnement, la conscience de classe devrait être la transformation de la classe ouvrière en conscience scientifique, et non en conscience politique (comme dit Trotsky), ce qui est une absurdité. Quand des secteurs massifs de la classe ouvrière soutiennent politiquement au parti marxiste, cela suffit pour signifier une élévation du niveau de leur conscience. Quand des individus ou des secteurs de la classe s'incorporent au parti et acceptent son programme et ses statuts, cela suffit pour qu'ils soient l'expression maximale de la conscience de classe. Il en est ainsi, même si les masses qui soutiennent politiquement le parti, et les individus ou les secteurs qui s'y incorporent et acceptent les statuts et le programme du parti, ne savent pas un mot de philosophie, d'économie ou de sociologie marxiste ; c'est-à-dire, même s'ils n'ont pas « totalement » assimilé le marxisme en tant que « science ». Il s'agit là du critère classique de Lénine et de Trotsky, apparemment bien moins exigeant que celui de Mandel.

La conscience de classe signifie que les ouvriers se rendent compte que la société est atteinte d'un cancer, le régime capitaliste et impérialiste, et que le seul remède pour ce cancer est notre programme et notre parti. Comme dit Trotsky, cette connaissance peut et doit être acquise de manière massive, et non individuelle, par le mouvement ouvrier et de masses. Et le mouvement ouvrier et de masses acquiert cette connaissance par la confrontation des différentes politiques proposées par les différents partis en son sein, au cours de ses actions. S'il existe un parti révolutionnaire capable de proposer une politique correcte pour chacune de ses luttes (en répondant aux intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière), le mouvement ouvrier

et de masses le reconnaîtra comme son parti et s'élèvera ainsi à la conscience politique de classe. Si ce parti n'existe pas, il ne pourra pas le faire. Le rôle du marxisme « en tant que science » est de transformer les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière en un programme de mobilisation, c'est-à-dire en une réponse politique à chaque lutte réelle du mouvement de masses, qui tend à élever cette lutte vers la prise du pouvoir. C'est ainsi que nous gagnerons les masses à notre programme et à notre parti, en liquidant les directions traîtres et opportunistes.

2. Une analyse avant-gardiste et stratégiste

Analyse, réalité et politique

Alors que, pour Mandel, la « science sociale critique » remplit le rôle d'éveiller la conscience de classe, pour son disciple Germain, l'analyse remplit un rôle encore plus révolutionnaire, puisqu'il est toujours celui de « *changer les conditions en faveur de la révolution prolétarienne, et non de l'adapter à la situation donnée* ».¹⁶

Cette dangereuse affirmation confond ce qu'est une analyse avec la politique marxiste (de la même manière qu'auparavant, Mandel confondait ce qu'est la science marxiste avec le programme et le parti révolutionnaire). Ce n'est pas tout à fait ce que pense Lénine, pour qui le marxisme exige de nous « *une analyse strictement exacte et objectivement vérifiable des rapports de classes et des caractères concrets propres à chaque moment historique* ».¹⁷

Il s'agit donc d'étudier soigneusement la réalité pour en découvrir les tendances allant dans le sens de la révolution prolétarienne et celles qui s'y opposent, et ce, dans leurs relations réciproques. C'est bien de cela qu'il s'agit, ni plus ni moins, lors de la caractérisation d'un « moment historique » donné. C'est « la base scientifique » dont nous parle Lénine, nécessaire, non « pour la brandir contre la réalité et changer celle-ci » comme pense Mandel, mais pour forger l'outil avec lequel nous allons changer la réalité. Cet outil « est la politique » disait Lénine. Et en particulier, il s'agit de la politique du parti envers les masses afin d'imposer un changement révolutionnaire.

L'objectif de l'analyse est d'approfondir encore et encore l'étude d'une situation déterminée, afin d'élaborer les mots d'ordre corrects qui puissent

renforcer les tendances révolutionnaires, et celles qui essaieront de détruire les contre-révolutionnaires.

L'analyse ne remplit donc en rien l'objectif de « changer les conditions existantes en faveur de la révolution prolétarienne ». C'est la politique qui remplit cet objectif. Les deux, l'analyse et la politique, sont bien entendu intimement unis, mais ils sont distincts. Nous ne pouvons pas nous donner une politique révolutionnaire sans partir de l'analyse et de la caractérisation scientifiques de la réalité. Mais notre analyse ne sert à rien si elle ne devient pas une politique pour changer cette réalité. Voyons un exemple.

Analyse : le mouvement ouvrier est en montée ; il a à sa tête les sociaux-démocrates et les staliniens ; la bourgeoisie est en crise ; il y a un gouvernement faible qui se voit obligé d'accorder des libertés démocratiques et de faire des concessions au mouvement ouvrier ; un secteur de la bourgeoisie prépare un coup d'Etat fasciste ; la classe moyenne est divisée, un secteur tendant à être entraîné par le fascisme et l'autre par le mouvement ouvrier ; notre parti n'a pas d'influence de masse, mais il est reconnu par des secteurs de l'avant-garde.

Caractérisation : Nous sommes face à une situation prérévolutionnaire qui débouchera soit sur la révolution ouvrière, soit sur la contre-révolution fasciste. La montée de la classe et la radicalisation d'un secteur de la petite bourgeoisie, ainsi que l'existence de notre parti, poussent du côté de la révolution. La bourgeoisie et l'impérialisme, la classe moyenne de droite, et la politique opportuniste des directions du mouvement de masses poussent vers la contre-révolution. Ce n'est qu'en renversant ces directions opportunistes et en gagnant la direction du mouvement de masses que nous déboucherons sur la révolution ouvrière.

Politique : Il faut unifier le mouvement ouvrier dans un front contre le fascisme et commencer à poser le problème de l'armement des organismes de masses, en dénonçant les hésitations et les trahisons des directions réformistes ; nous devons gagner le mouvement des masses à cette tâche, réaliser un travail sur la base de l'armée, avancer un programme qui prenne en compte également les besoins de la petite bourgeoisie pour l'entraîner dans la révolution ouvrière ; nous devons intervenir dans les organismes du mouvement

ouvrier et des masses en lançant les mots d'ordre qui découlent des points précédents : « Unité de toutes les organisations ouvrières et des partis ouvriers et populaires contre le fascisme » ; « détachements armés des syndicats et des soviets (s'il y en a) » ; « droits démocratiques pour les soldats et les sous-officiers » ; etc.

L'analyse marxiste des étapes

Pour formuler notre politique, nous devons tout d'abord définir avec soin l'étape de la lutte de classes que traverse un pays, un continent, le monde, une branche d'industrie, une usine ou même un lycée ou une faculté. La base de l'analyse et de la caractérisation marxistes, c'est la situation de la lutte de classes. Cela signifie que l'analyse marxiste est avant tout une analyse structurelle qui doit répondre à la question suivante : quel est le rapport de forces entre les classes dans la situation que nous voulons caractériser ? Et sur cette base s'intègrent les éléments superstructurels : la situation des partis politiques, des syndicats et des autres organismes des masses, des différentes tendances en leur sein, etc. Le rapport de forces entre les classes s'exprime dans le type de régime existant dans une étape déterminée. Un changement général dans le rapport de forces devient à court terme un changement de régime.

Dans ces étapes, il y a des moments où une classe prend l'offensive et des moments où c'est l'autre classe ; au sein d'une même classe, différents secteurs peuvent être à l'offensive à chaque moment et des secteurs distincts d'une même classe peuvent parfois se battre entre eux. Il existe, en outre, les superstructures des différentes classes, et l'Etat, qui ont une certaine autonomie par rapport au mouvement des classes, ce qui mène à des situations contradictoires entre la base et la superstructure (comme quand le mouvement ouvrier va vers la révolution et que les partis ouvriers s'orientent de plus en plus vers la droite). Tous ces va-et-vient au sein d'une étape peuvent déterminer des sous-étapes, que nous devons préciser avec soin.

Trotsky disait qu'il existe en général quatre types d'étapes qui reflètent quatre stades dans le processus de la lutte de classes : contre-révolutionnaire, non-révolutionnaire, prérévolutionnaire et révolutionnaire. Les gouvernements

reflètent d'une manière non mécanique les caractéristiques de l'étape et c'est en eux que se résument toutes les contradictions. Il existe des gouvernements fascistes, bonapartistes, semi-bonapartistes, démocratiques bourgeois, kérenskistes, korniloviens.^g Dans les pays arriérés, il y a, selon Trotsky, des gouvernements bonapartistes sui generis : ceux qui, sans cesser d'être bourgeois, affrontent une puissance impérialiste ou résistent à elle et tendent pour cela à s'appuyer sur le mouvement de masses ou ouvrier ; et il y en a, au contraire, qui répriment le mouvement ouvrier, comme laquais de l'impérialisme.

L'existence de ces différents types de gouvernements, parfois pour une même étape, obéit au fait que les gouvernements, comme toute superstructure, reflètent non seulement le rapport fondamental entre exploités et exploités, mais aussi toutes les autres contradictions et toutes les combinaisons de classes ou de secteurs de classes. Ils continuent tous à être des gouvernements bourgeois, mais certains s'appuient sur la classe moyenne urbaine alors que d'autres sont obligés de s'appuyer sur la paysannerie ou sur les partis de la classe ouvrière par exemple. Dans certains de ces gouvernements, l'appareil bureaucratique et militaire a plus de poids, dans d'autres moins, etc. De ces différentes combinaisons découlent différents types de gouvernements, qui reflètent des situations particulières de la lutte de classes, mais tous ces gouvernements sont déterminés par les caractéristiques spécifiques de l'étape et par le régime. Dans une étape prérévolutionnaire, il peut y avoir un gouvernement démocratique bourgeois ou un kérenskiste, mais pas un gouvernement fasciste ; dans une étape contre-révolutionnaire, il peut y avoir un gouvernement fasciste ou bonapartiste, mais pas un gouvernement démocratique bourgeois.

Cette méthode de définition des étapes et des régimes à partir de la situation de la lutte de classes, et de définition des gouvernements par la combinaison concrète des secteurs sociaux et des superstructures qu'ils expriment, était la méthode de notre Internationale

^g Napoléon Bonaparte, empereur français après la révolution de 1789, a donné le nom à un type de gouvernement avec un pouvoir exécutif très fort, prétendant être au-dessus de la mêlée des différents partis.

Pour Kérenski et Kornilov, voir le chap.1.4..

à la belle époque de l'« archéotrotskysme »^h. Notre politique commençait par la tentative sérieuse, soigneuse, tenace et scientifique de définir l'étape traversée et le gouvernement subi. Mais depuis que la majorité prédomine dans la direction de notre Internationale, cette méthode a été abandonnée. Nos analyses se font maintenant sur la base des rapports internes au mouvement ouvrier, et plus particulièrement, presque exclusivement, de la situation de l'avant-garde. Le résultat des analyses de ce genre donne alors lieu à une politique dont l'objectif n'est plus de diriger correctement les masses dans les situations qu'elles doivent affronter, mais d'avoir de l'impact sur l'avant-garde. De là, le mépris pour la méthode scientifique élaborée par le trotskisme.

Auparavant, nous aurions discuté pendant des mois pour savoir si la définition du gouvernement Banzer comme « fasciste », faite par le camarade Gonzalez Moscoso, était correcte ou non.ⁱ Pourquoi ? Parce que c'est seulement en nous mettant d'accord sur cette définition que nous aurions pu nous mettre d'accord sur la politique à suivre. Aujourd'hui, les camarades de la majorité sont d'accord sur la politique et la stratégie du POR-C en Bolivie sans l'être, apparemment, sur la définition du gouvernement, puisque Gonzalez le définit comme fasciste et Germain comme « réactionnaire ». Cela pourrait être par hasard, mais lamentablement, c'est la règle. Concernant l'Argentine, les camarades de la majorité disaient que la politique de l'ERP et du PRT-C^j était un modèle (qu'ils approuvaient donc élogieusement), bien que le PRT-C ait défini la situation argentine comme étant de « guerre civile », et les camarades du SU comme « prérévolutionnaire ».

Les « analyses de justification » de la majorité

Il semble impossible de tomber d'accord sur une politique à partir de caractérisations aussi diamétralement opposées de la situation réelle de la lutte de classes. Et c'est pourtant le cas. Le fait est que les camarades de la majorité ne partent pas de l'analyse de la situation de la lutte de classes, mais procèdent

à l'envers : ils formulent une stratégie en fonction des phénomènes internes au mouvement ouvrier et de masses et inventent ensuite une analyse de la réalité qui s'adapte à cette stratégie et la justifie.

Auparavant, le secteur auquel ils donnaient une importance fondamentale fut celui des organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier, en particulier les partis communistes. Ils formulèrent ensuite une stratégie dirigée vers ce secteur, celle de l'entrisme sui generis. Pour la justifier, ils commencèrent par assurer que la guerre mondiale était inévitable et que les partis communistes seraient obligés de prendre la tête des luttes de masses, et qu'en conséquence, des tendances centristes y surgiraient qui dirigeraient toute une étape de la révolution.

Il n'y eut ni guerre mondiale ni naissance de tendances centristes, mais de nouvelles analyses de la réalité furent inventées pour justifier cette stratégie décennale. Dans la dernière analyse en date, on nous dit que cette stratégie de l'entrisme sui generis fut adoptée en prévision du fait que « *le processus de radicalisation [...] se produirait essentiellement au sein des organisations de masses traditionnelles* ».¹⁸ Et nous avons vu aussi que le phénomène castriste et guévariste a montré qu'il n'en était pas ainsi,

La politique du IXe Congrès pour l'Amérique latine est un autre bon exemple de cette méthode. Les camarades de la majorité n'ont absolument pas pris en compte l'analyse marxiste de la lutte de classes pour définir leur stratégie. Ils ne donnèrent aucune importance aux étapes traversées par chaque pays latino-américain. Comme point de référence, ils ont pris ce qui était en discussion au sein de l'« avant-garde » : la guérilla rurale, oui ou non ; la lutte armée, oui ou non. Et c'est de cela qu'ils ont déduit leur stratégie : d'abord, c'était la guérilla rurale ; ensuite – lorsque les carottes étaient cuites puisque les guérillas rurales avaient échoué –, ils l'ont distillée et en ont tiré la quintessence, « la stratégie de lutte armée ». Cela n'intéressait absolument pas la majorité de savoir qu'il y avait au Brésil un régime semi-fasciste ou ultraréactionnaire, au Pérou un bonapartisme sui generis, dans d'autres pays latino-américains un certain glissement nationaliste, et différentes étapes de la lutte de classes de pays à pays. Ils mirent tout dans le

même panier d'une analyse pour laquelle ils avaient besoin d'une stratégie commune.

La première analyse de justification de la stratégie de lutte armée a été celle d'inventer un régime commun à toute l'Amérique latine, un régime d'accord monolithique entre l'impérialisme, la bourgeoisie nationale et l'armée. Mais après le Congrès mondial appaurent des gouvernements comme celui de Torres^k et celui d'Allende, puis Onganía^l tombait en Argentine, des événements qui jetaient cette analyse à la poubelle. Comme il fallait maintenir la stratégie, un nouveau type de régime fut inventé, le « réformisme militaire ». En réalité, la seule nouveauté des régimes rassemblés sous ce nom était précisément leur nom, une invention de Rockefeller. Celui-ci visita l'Amérique latine et écrivit un rapport recommandant à l'impérialisme une nouvelle politique, le « réformisme militaire », avec laquelle l'impérialisme, les bourgeoisies nationales et les armées étaient d'accord. Pour des raisons évidentes, cette caractérisation s'écroula également quand éclatèrent les sanglants coups d'Etat pro-impérialistes de Banzer et de la Junte militaire chilienne.

Une longue période du gouvernement Torres et la dernière de celui d'Allende eurent les caractéristiques de gouvernements « kérenskistes »^m. La seule définition s'en rapprochant fut celle faite par Germain, formulée sous forme négative et en passant, quand il qualifia Banzer de « kornilovien »ⁿ. Pourquoi les camarades de la majorité ont-ils été incapables de prévoir ces gouvernements et de se donner une politique face à eux ? C'est parce qu'une analyse correcte signifiait, par exemple, dans le cas des gouvernements kérenskistes, de poser le front unique ouvrier, ainsi que les milices comme bras armé des organisations naturelles du mouvement de masses, contre le putsch réactionnaire. C'est-à-dire que cela signifiait qu'il ne fallait pas faire des guérillas. L'analyse

k Voir le chap. 1.1.

l Juan Carlos Onganía était le Président issu du putsch de 1966. Une « Junte militaire » lui succéda en 1970. Oscar Allende, élu président au Chili en 1970, menait une politique de nationalisations. Il fut renversé par le putsch de Pinochet en septembre 1973.

m Voir le chap. 1.4.

n Voir le chap. 1.4.

h Un terme par lequel Pablo, un dirigeant de la IVe Internationale, désignait de façon péorative le courant de Moreno. Voir le chap. 8.2.

i Voir le chap. 1.1.

j Voir le chap. 2.1.

correcte ne servait pas à justifier leur stratégie.

Et nous, comment caractérisions-nous les régimes latino-américains ? Voyons :

« La défaite ou la nécessité d'affronter le mouvement de masses, ainsi que la conjoncture économique, ont facilité l'unité entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale, et cette unité a permis l'apparition de gouvernements bonapartistes dictatoriaux, soutenus par l'armée ou directement militaires, et dans certains cas semi-fascistes, comme au Brésil.

Cela pose un problème théorique important : le front unique monolithique entre l'impérialisme étatsunien et la bourgeoisie nationale existera-t-il pendant une période de cinq, dix ans ou plus, ou au contraire, est-ce un phénomène transitoire, comme nous en avons vu dans d'autres périodes en Amérique latine : des gouvernements faibles succédant aux gouvernements forts dès que monte le mouvement de masses ? En principe, nous pensons que la réponse castriste et guévariste à ce problème, selon laquelle les gouvernements se maintiendront ainsi, est fautive.

La crise actuelle croissante entre des secteurs de la bourgeoisie nationale et entre certains de ces secteurs et l'impérialisme, crise qui se combine avec un facteur encore plus important et décisif qui est la montée du mouvement de masses, est en train de provoquer la crise de tous les gouvernements. Ils ne sont pas un phénomène monolithique et éternel. Au contraire, ils ne durent que le temps que dure le recul du mouvement de masses. »¹⁹

Deux ans plus tard, nous disions : « Le fait de définir les gouvernements et les régimes latino-américains n'est pas une occupation oiseuse, mais est une des nécessités révolutionnaires les plus urgentes. [...] La tentative de contourner le grave problème théorique de la définition des régimes latino-américains par d'ingénieuses phrases journalistiques – comme, par exemple, "réformisme militaire" – ne fait qu'obscurcir le problème, et cela nous éloigne de l'analyse marxiste de classe. Les tenailles de la colonisation étatsunienne d'une part, la mobilisation ouvrière d'autre part, sont à l'origine de changements violents et spectaculaires dans le caractère des régimes bourgeois. Certains sont semi-fascistes, comme au Brésil, ou directement réactionnaires sur des bases de légalité bourgeoise, comme en Uruguay. D'autres, nationalistes

bourgeois, tendent à se transformer ou se transforment en bonapartistes sui generis selon les enseignements de Trotsky.

La montée spectaculaire du mouvement des masses donne naissance à des situations de double pouvoir institutionnalisé ou atomisé, qui engendrent à leur tour un autre type de gouvernements et de régimes, les kérenskistes. Ce sont des gouvernements typiques des situations révolutionnaires, quand le pouvoir ouvrier est si fort que le gouvernement reste suspendu dans le vide, entre les deux pouvoirs.

[Le kérenskisme est] extrêmement instable ; c'est un bonapartisme ou semi-bonapartisme entre les exploités et le mouvement de masses, et non, comme le bonapartisme sui generis, entre l'impérialisme et le mouvement de masses. L'actuelle montée révolutionnaire tend à transformer le bonapartisme sui generis en bonapartisme kérenskiste ou réactionnaire. [...] Nous pensons que le régime de Velasco Alvarado^o comporte des éléments bonapartistes sui generis ; Allende est à mi-chemin.

En Bolivie, trois types de gouvernement ont existé,^p que nous avons définis : celui de Barrientos comme réactionnaire ou semi-fasciste ; celui d'Ovando comme tendant au bonapartisme sui generis ; celui de Torres comme kérenskiste. »²⁰

Pour nous, il fallait combattre chaque type de régime avec une stratégie différente, précisément parce qu'ils exprimaient une situation distincte de la lutte de classes. Pour les camarades de la majorité, l'analyse se réduisait à une explication de la raison pour laquelle une même stratégie était à l'ordre du jour pour tout type de régime et de pays. En fait, l'explication est très simple : c'était la stratégie la plus sympathique à l'avant-garde. Ce caractère avant-gardiste a été proclamé ouvertement par le camarade Germain, quand il dit qu'il fallait réaliser « des campagnes politiques nationales, soigneusement choisies, qui correspondent aux préoccupations de l'avant-garde... »²¹

Toute cette négation du marxisme se déploie le vent en poupe dans le Document européen de la majorité ; aucune sorte de distinction n'y est faite dans les caractérisations des étapes traversées par les différents pays

européens. Pourtant, certains pays – la Grèce, l'Espagne et le Portugal – traversent une situation contre-révolutionnaire, qui évolue vers une situation prérévolutionnaire (en Espagne) ou se combine avec la guerre civile au sein de l'empire (au Portugal). D'autres pays vivent une situation non révolutionnaire évoluant vers prérévolutionnaire – comme en Italie, en France et peut-être en Angleterre, qui supporte une guerre civile en Irlande – ou révolutionnaire (en Irlande du Nord). Les autres pays sont dans une situation non révolutionnaire, sans possibilité de devenir prérévolutionnaire à court terme.

Notre caractérisation est sommaire et peut-être erronée ; il faut la considérer comme un exemple méthodologique. Nous voulons insister sur le fait que des situations différentes donnent lieu à des tâches différentes, quelquefois totalement opposées. En Grèce, en Espagne et au Portugal – avec des situations similaires – les grandes tâches posées sont les démocratiques, et dans ces deux derniers pays, d'une manière urgente, car en Espagne, le mouvement ouvrier est en montée continue et le Portugal fait face à la guérilla dans ses colonies. En Angleterre, la situation est à l'opposé des mentionnées et la tâche essentielle est d'obtenir que les soldats anglais se retirent de l'Irlande du Nord et d'élaborer un programme de transition pour combattre la misère croissante du mouvement ouvrier. En Italie et en France, les problèmes objectifs posés sont différents de ceux des autres pays européens, car la lutte de classes y a atteint un niveau plus haut. Les camarades de la majorité prônent le contrôle ouvrier et le travail centré sur l'avant-garde, non parce qu'ils croient que les situations de tous les pays sont les mêmes, mais parce qu'ils suivent le chemin à l'envers : au lieu de dire qu'à telle situation correspond telle tâche, ils disent que, « étant donné que nous allons appliquer la même stratégie, tous les pays sont les mêmes ».

Pourquoi la IIe et la IIIe Internationales ont-elles dégénéré ?

La dérive des camarades de la majorité vers une conception avant-gardiste s'exprime non seulement sur le terrain des analyses concrètes, mais aussi sur celui des questions théoriques générales. Pour deux d'entre elles, la dimension de l'aberration arrive à la limite du révisionnisme : la dégénérescence de

^o Juan Velasco Alvarado fut président du Pérou d'octobre 1968 à août 1975, suite à la « Révolution de forces armées ».

^p Voir le chap. 1.1.

la IIe et de la IIIe Internationales et la caractérisation des situations prérévolutionnaire et révolutionnaire. Sur ces deux questions, le camarade Mandel-Germain base toute son explication sur les rapports internes à la classe ouvrière et, en son sein, sur le rôle de l'avant-garde. Pour Mandel, « la racine de la dégénérescence, de la IIe comme de la IIIe Internationales, c'est-à-dire la subordination des partis de masses sociaux-démocrates et communistes de l'Europe occidentale à une bureaucratie conservatrice et réformiste, qui, dans la pratique quotidienne, est devenue une partie intégrante du statu quo, » répond à une loi générale de la dégénérescence.

Voyons cette loi. « *Le résultat de ces tendances contradictoires dépend de la lutte entre elles, une lutte qui, à son tour, est déterminée, en dernière instance, par deux facteurs sociaux : d'une part, le degré des intérêts sociaux spécifiques, qui découle de l'organisation autonome, et d'autre part, le degré d'activité politique de l'avant-garde de la classe ouvrière.* »²²

Nous, les trotskistes, nous avons toujours considéré le processus général de la lutte de classes dans le monde comme l'élément essentiel de la dégénérescence de la IIe et de la IIIe Internationales. Nous pensons que la IIe a dégénéré à cause de l'existence et de la montée de l'impérialisme, qui a accordé de grandes concessions à des secteurs importants de la classe ouvrière, grâce à l'exploitation de ses colonies. Cela a donné lieu à une aristocratie ouvrière intimement liée aux concessions octroyées par le capitalisme. Mandel découvre maintenant que « l'organisation autonome » et « l'autopréservation de l'appareil en soi » s'expliquent par la nécessité de préservation des « intérêts sociaux spécifiques de l'appareil lui-même, et non comme une partie du processus général de formation d'une aristocratie ouvrière. La IIIe Internationale a dégénéré à cause des défaites et du recul du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale, et à cause des répercussions de ce recul dans le premier Etat ouvrier, l'URSS, une nation arriérée et paysanne. C'est ce qui donne encore une fois de l'importance à la préservation de « l'appareil en soi ».

Mais Mandel abandonne cette analyse classique, et la dégénérescence bureaucratique est alors le résultat de la relation entre une bureaucratie qui défend son appareil et le « degré d'activité politique de l'avant-garde ». Les

masses et leurs luttes ne comptent pour rien. Avec cette méthode, on peut conclure que la bureaucratie peut être détruite par la seule « activité de l'avant-garde », c'est-à-dire sans faire appel à la mobilisation.

Les situations prérévolutionnaires et révolutionnaires

La révision de la théorie concernant la qualification des situations prérévolutionnaires et révolutionnaires fait l'objet de tout un chapitre de la « nouvelle méthodologie mandélienne. Partant des relations internes du mouvement ouvrier et de celles de l'avant-garde avec lui, Mandel affirme : « *La maturation d'une situation prérévolutionnaire (explosion potentiellement révolutionnaire) est l'intégration de l'action des grandes masses à celle des ouvriers avancés. Une situation révolutionnaire – soit la possibilité de la conquête révolutionnaire du pouvoir – apparaît lorsque l'intégration des actions de l'avant-garde et des masses avec la conscience de l'avant-garde et des couches révolutionnaires a été atteinte.* »²³

C'est-à-dire que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie n'y sont pour rien. Nous pouvons conclure que, pour Mandel, la situation de ces classes et leur relation avec le mouvement des masses n'a aucune importance. Trotsky, par contre, pensait que « *le mécontentement, l'irritation, l'instabilité, les hésitations de la petite bourgeoisie sont des caractéristiques extrêmement importantes d'une situation prérévolutionnaire* ». ²⁴ Et il définissait une situation « apte à la victoire de la révolution prolétarienne » comme celle qui répondait aux conditions suivantes : « *1) L'impasse de la bourgeoisie et la confusion qui en résulte dans la classe dominante ; 2) Une insatisfaction très nette et un désir de changements décisifs dans les rangs de la petite bourgeoisie, sans l'appui de laquelle la grande bourgeoisie ne peut pas se maintenir ; 3) La conscience que la situation est intolérable et la volonté de réaliser des actions révolutionnaires dans les rangs du prolétariat ; 4) Un programme clair et une direction ferme de l'avant-garde prolétarienne.* »²⁵

Cet ordonnancement que Trotsky répète systématiquement pendant les années 1930 est instructif : 1) la situation de la bourgeoisie ; 2) celle de la petite bourgeoisie ; 3) celle de la classe ouvrière ; 4) l'existence d'un parti révolutionnaire. Comme tout bon marxiste,

Trotsky va de l'objectif au subjectif. Il n'a pas donné une définition aussi précise de la situation prérévolutionnaire, mais il a montré que celle-ci est intermédiaire entre la situation non révolutionnaire et la révolutionnaire. Il a suggéré, presque dit, qu'elle était caractérisée par l'existence des trois premières conditions et l'absence de la dernière, celle du parti.

Par ailleurs, ce n'est pas seulement une question d'orthodoxie trotskiste, mais de simple bon sens. Si la bourgeoisie est unie dans un front solide, si elle jouit d'une bonne situation économique, si elle satisfait la petite bourgeoisie et compte sur son soutien, les fameuses « intégrations » du camarade Mandel ne mènent ni par hasard à la révolution. Le cas le plus avancé que nous pourrions nous imaginer – les masses, l'avant-garde et le parti intégrés dans leurs actions et leurs consciences – se terminerait par un écrasement brutal et sanglant de la classe ouvrière par cette bourgeoisie unie, soutenue par la petite bourgeoisie et défendue par une armée sans failles. Heureusement, il n'y a aucune possibilité réelle qu'une « intégration » mandéliste de ce genre se produise dans la lutte de classes, telle que nous la connaissons jusqu'à présent.

Le concept mandéliste de la normalité

Alors, cette incompréhension des camarades de la majorité, et particulièrement de Germain, de ce qu'est une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire, a provoqué toute une discussion viciée sur le mot « normal ». Cette discussion a commencé à propos de l'Amérique latine, mais elle a une importance décisive pour l'analyse marxiste de la situation mondiale. Les camarades de la majorité affirment que nous ne verrons pas en Amérique latine de processus de développement « normal » du mouvement de masses, parce qu'il n'y aura pas de périodes prolongées ayant des conditions de démocratie bourgeoise. Ils prétendent démontrer ainsi que le pronostic de la minorité, selon lequel l'Amérique latine se rapproche de plus en plus vers les normes classiques de la révolution, est faux.

La question de savoir si la révolution tend ou non à se « normaliser » n'est pas liée à la durée plus ou moins longue des régimes de légalité bourgeoise. Elle est liée au fait que le processus révolutionnaire mondial tend vers des situations qui ont été décrites par Lénine et Trotsky, c'est-à-dire la généralisation,

ou non, de situations similaires à celle de la révolution russe. « Normales » sont les révolutions qui ont pour centre le prolétariat industriel, les villes sur le plan géographique et l'insurrection urbaine comme axe de la lutte armée. « Normal », c'est également le fait que ces révolutions ne triompheront que si elles ont à leur tête un parti bolchevik.

Ce concept de « normalité » est apparu en opposition à celui de l'« anormalité » à laquelle nous avons assisté dans cette après-guerre, lorsque des partis petits-bourgeois ou bureaucratiques, du stalinisme au castrisme, se sont vus obligés de diriger des gouvernements ouvriers et paysans. Cette anormalité fut la conséquence de plusieurs facteurs combinés : les deux premières conditions d'une situation révolutionnaire (impasse de la bourgeoisie et la radicalisation de la petite bourgeoisie) étaient devenues chroniques ; le crash financier et la crise chronique de l'économie se sont reflétés dans une crise sans issue de la bourgeoisie pour des années ; et il y avait un virage à gauche de la petite bourgeoisie, qui n'avait aucune possibilité de s'appuyer sur une légère récupération de l'économie bourgeoise.

Ces facteurs se combinèrent avec la crise de l'impérialisme étasunien dans l'après-guerre et sa division face à Castro, et avec deux carences fondamentales : celle du mouvement ouvrier et de sa direction. La paysannerie s'est mise à jouer un rôle prépondérant et les conditions objectives ont fini par amener les partis petits-bourgeois au gouvernement, et à la rupture avec le régime impérialiste, les propriétaires terriens et finalement le régime bourgeois. L'anormalité a consisté, en définitive, en ce que la crise de la bourgeoisie et la radicalisation de la petite bourgeoisie (les deux premières conditions de la situation révolutionnaire) ont acquis un poids colossal, à cause de l'absence du mouvement ouvrier et du parti révolutionnaire, et que le rôle du parti révolutionnaire fut rempli alors par des partis petits-bourgeois avec une influence de masse. Cette combinaison anormale avait été prévue par Trotsky dans le Programme de Transition.

Le retour actuel à la normalité ne signifie pas que nous retournions purement et simplement à la situation d'avant-guerre, mais que le mouvement ouvrier, et le développement en son sein des seuls partis ouvriers révolutionnaires existant dans le monde, les

nôtres, se développent. Non seulement les autres conditions ne vont-elles pas régresser, mais elles vont continuer à avancer. Le caractère chronique de la crise s'étendra à des pays capitalistes ayant une structure beaucoup plus solide que celle des pays arriérés, et elle accentuera le poids de l'intervention de la classe ouvrière industrielle. La combinaison sera beaucoup plus explosive que dans toutes les étapes antérieures : une crise chronique plus grande de l'économie bourgeoise, un virage à gauche plus poussé de la petite bourgeoisie, la montée des sentiments et de l'activité révolutionnaires de la classe ouvrière, un colossal accroissement des partis de notre Internationale et de leur influence dans le mouvement de masses. Cela signifie que la révolution deviendra de plus en plus « normale », car elle deviendra plus facile objectivement, et surtout par le fait que la classe ouvrière et ses partis entrent en lice. Des situations révolutionnaires « anormales » peuvent se reproduire, mais elles resteront subordonnées à la normalisation à l'échelle mondiale (et y contribueront).

Quel est le rapport entre tout cela et la durée des périodes de légalité bourgeoise ? La révolution russe – la plus « normale » de toutes les révolutions triomphantes – a eu lieu dans la Russie tsariste, un pays qui a connu des siècles de despotisme, un an de légalité en 1905, et quelques mois en 1917, sans compter quelques années avec de petites marges de légalité. Notre « normalité », c'est cela : la clandestinité du mouvement révolutionnaire et l'affrontement contre des gouvernements réactionnaires de tous poils la plupart du temps. Nous ne comprenons pas la « normalité » comme étant celle de la situation en Europe occidentale, avec un siècle ou plus de légalité bourgeoise, interrompu brièvement par des phénomènes comme le fascisme.

Nous pensons, oui, que les étapes de clandestinité seront beaucoup moins longues que pour la Russie, car les conditions sont beaucoup plus favorables pour le mouvement de masses. Et nous affirmons avec certitude que, comme en Russie, les marges légales et démocratiques ne seront obtenues que par l'action du mouvement de masses et que, plus les coups que celui-ci portera contre la bourgeoisie seront forts, plus les régimes qui en résulteront seront faibles. La tendance à des gouvernements kérenskistes sera de plus en plus

affirmée dans la mesure où la montée continuera, et seules des occasions révolutionnaires manquées, à cause de l'absence d'un parti bolchevik et d'une politique trotskiste, pourront expliquer les reculs partiels vers des régimes semi-fascistes.

C'est le cas des expériences boliviennes et chiliennes, que notre méthode d'analyse marxiste a su prévoir et que la méthode stratégiste et avant-gardiste des camarades de la majorité a totalement ignorées. En qualifiant Banzer de kornilovien, Le camarade Germain a reconnu implicitement le gouvernement de Torres comme kérenskiste. Ne se rend-il pas compte que, par le fait de reconnaître l'existence d'un gouvernement kérenskiste, il reconnaît les règles « normales » de la révolution russe ? Non, évidemment. Il pense que les putschs de Banzer et des militaires chiliens lui donnent raison, parce qu'ils démontreraient le caractère « exceptionnel » des périodes de démocratie bourgeoise. Cependant, la Bolivie et le Chili ont connu plus de démocratie bourgeoise ces cinq dernières années que la Russie révolutionnaire en un siècle entier ! Silence absolu ! Les camarades de la majorité continuent à comparer la situation latino-américaine avec l'Europe dominée par le fascisme.

Différents pays – dont la Bolivie et le Chili – sont entrés dans une situation prérévolutionnaire classique qui n'est pas devenue révolutionnaire à cause de l'absence du parti. Cela ne signifie pas que tous les pays latino-américains soient entrés dans cette étape. Tout au contraire, c'est une minorité de pays qui s'achemine vers elle, dans un processus d'ensemble inégal. Mais ces « Russies » latino-américaines montrent la voie aux autres pays du continent et, nous nous risquons à le dire, au moins à tout le monde occidental.

Le processus latino-américain et mondial nous confirme cette tendance et de ce fait, les enseignements de la Révolution russe deviennent des outils fondamentaux de notre analyse, contre les stratégies de « lutte armée », « de travail sur l'avant-garde » et de « contrôle ouvrier » de la majorité. Les bolcheviks n'ont pas abordé d'autres formes de lutte armée que celles marquées par la montée du mouvement de masse. Avec la lutte armée ou sans elle, avec le « contrôle ouvrier » ou sans lui, ils se sont mis à construire le parti à tout moment. Pourquoi changer ? Nous n'avons pas

encore été vaincus, et nous ne voyons pas non plus le danger de l'occupation nazie dans nos pays, qui fait trembler la majorité. Lorsque cette perspective se présente, ce que nous ne croyons pas, nous pourrions discuter des nouvelles formes de lutte armée. En attendant, nous sommes fiers de notre analyse et de notre politique.

Les camarades de la majorité, Germain inclus, doivent cesser de jouer aux films de Far West fabriqués en Italie, pour revenir à la méthode et au programme traditionnel de notre mouvement. Cela est plus nécessaire que jamais. Nous devons partir de la réalité et non pas de « La hora de los hornos » ou des films de Costa-Gavras,^q ni des « préoccupations (besoins) de l'avant-garde » qui sont souvent inspirés par ces films. Nous venons de voir le développement rapide d'un autre régime kérenskiste, celui d'Allende. Nous venons de voir comment le triomphe momentané des Kornilov chiliens a été facilité par l'absence d'une politique et d'un parti bolchevik. C'est pourquoi cette politique et ces partis sont maintenant plus que jamais nécessaires. Dépoussiérons les trois volumes de Lénine de l'année 1917 et les analyses de Trotsky concernant la révolution russe !

3. Lénine et Trotsky, concernant l'orientation des partis communistes et trotskistes

Le camarade Mandel a signalé au passage que son interprétation du nouveau rôle du parti léniniste avait été anticipée par Lénine dans « *Le gauchisme : maladie infantile du communisme* ». Apparemment, notre auteur a pris les citations suivantes : « *Le premier objectif historique – gagner l'avant-garde avec conscience de classe du prolétariat pour le pouvoir soviétique et la dictature de la classe ouvrière – ne peut être réalisé sans une victoire idéologique et politique totale contre l'opportunisme et le social-chauvinisme.* »²⁶ et « *L'essentiel est déjà atteint : l'avant-garde de la classe ouvrière a été gagnée. [...] L'avant-garde*

prolétarienne a été conquise idéologiquement. Là est l'essentiel. »²⁷

Ces phrases de Lénine sont relatives à un problème historique concret : la lutte contre l'opportunisme pour gagner les ouvriers socialistes de gauche et les anarcho-syndicalistes à la IIIe Internationale. Et il s'agissait d'une avant-garde tout aussi concrète, l'avant-garde ouvrière, ce qu'il y avait de plus avancé de sa classe, qui avait une grande influence et était largement reconnue par d'amples secteurs de la classe ouvrière. Le chapitre contenant ces citations commence par souligner ce fait, qui donne à cette situation une configuration différente de celle d'aujourd'hui, où la nombreuse avant-garde n'est pas reconnue par la classe ouvrière et n'est composée, dans sa majorité, que d'éléments non prolétaires. Il s'agissait pour Lénine de gagner cette avant-garde pour concrétiser le triomphe des ouvriers russes au niveau organisationnel, et de gagner l'avant-garde mondiale. Mais cette tâche centrale en direction de l'avant-garde n'amène pas Lénine à modifier les caractéristiques centrales des partis communistes : ceux-ci continuent essentiellement à être un outil pour diriger les masses jusqu'à la victoire socialiste. L'effort de Lénine était justement destiné à convaincre cette avant-garde de la nécessité de construire des partis bolcheviks, ayant une politique marxiste révolutionnaire pour les masses et non pour l'avant-garde de chaque pays.

Une fois replacées ces citations dans leur contexte historique, une question se pose : pourquoi le camarade Mandel eut-il recours à ces citations plutôt qu'aux résolutions de la IIIe Internationale ? Pour nous, c'est clair : parce que les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste affirment systématiquement le contraire de ce que dit le camarade Mandel-Germain. « *Cette minorité, qui est communiste et possède un programme, qui veut organiser les luttes des masses, c'est le Parti communiste. Le Parti communiste ne se différencie de la grande masse des travailleurs que par son habileté à remplir la mission historique de la classe ouvrière et par ses efforts, tout au long du processus, pour garantir non pas les intérêts de groupes ou de professions, mais ceux de toute la classe ouvrière.* »²⁸ « *Le Parti communiste, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire... s'il sait se lier d'une manière indissoluble à l'existence de la classe ouvrière et,*

par son intermédiaire, à toute la masse exploitée... »²⁹

Nous voyons donc que l'Internationale communiste expose clairement le but des partis révolutionnaires, qui doit être celui d'« organiser la lutte des masses » (non de l'avant-garde), de défendre toujours (« tout au long du processus ») les intérêts de toute la classe ouvrière, et non ceux de certains groupes. L'avant-garde n'est-elle pas un groupe au sein du mouvement ouvrier ? Nous voyons que ces partis doivent pour cela se lier « d'une manière indissoluble » à toute la classe ouvrière (et non à un secteur partiel, serait-il « d'avant-garde »).

Trotsky contre Germain

Le camarade Germain soutient que le Document européen de la majorité établit une position à l'égard des organismes de masses identique à celle qu'eut Trotsky durant les années 1934-36 pour la Belgique, la France et l'Espagne, malgré le fait que nos organisations aient été alors plus faibles. Il est dommage que Germain ne poursuive pas sa comparaison et ne nous explique pas quelle fut la position de Trotsky quant au rôle de nos partis pour la même époque. Ce dernier n'a jamais proposé ce qu'affirment les camarades de la majorité. Jamais il n'a dit qu'il n'y avait pas de possibilités immédiates pour avoir des partis avec influence de masses. Jamais il n'a dit que notre tactique centrale pour la prochaine période était de travailler sur l'avant-garde des masses, et moins encore que le travail sur cette avant-garde était ce qui caractérisait le parti bolchevik.

Trotsky disait le contraire. Il considérait que la situation prérévolutionnaire dans ces pays rendait possible un large travail en direction des masses et un développement rapide de nos sections. « *Nous avons peu de forces, mais l'avantage d'une situation révolutionnaire consiste précisément dans le fait que même un petit groupe peut se transformer rapidement en une force importante, à condition d'avoir toujours fait un pronostic correct et d'avoir avancé les mots d'ordre corrects à temps.* »³⁰ « *Assurément, pendant une révolution, quand les événements se précipitent, un parti faible peut croître et devenir puissant, s'il comprend avec lucidité le cours de la révolution et possède des cadres éprouvés, qui ne se gargarisent pas de phrases et ne sont pas terrorisés par la*

q La hora de los hornos (l'heure des brasiers) est un film argentin réalisé en 1967, qui retrace l'histoire des luttes populaires en Argentine depuis la chute du gouvernement péroniste en 1955. Le film a été interdit à l'époque dans ce pays. Costa-Gavras est un cinéaste grec, vivant en France, producteur de films connus de « dénonciation ». L'intrigue de son film « Etat de siège » (1973) se déroule en Uruguay et relate l'enlèvement d'un diplomate étasunien par la guérilla des Tupamaros..

persécution. »³¹ « Une dizaine de milliers de militants, avec une direction ferme et avisée, peuvent trouver le chemin des masses et briser l'influence des staliniens et des sociaux-démocrates. »³² « Il est nécessaire de descendre jusqu'aux masses, jusqu'aux secteurs les plus bas et les plus exploités. »³³ « Mais vingt mille militants, ou même dix mille, avec une politique claire, décidée et agressive, peuvent gagner les masses en peu de temps, tout comme les bolcheviks ont gagné les masses en huit mois. »³⁴ « Nous devons nous tourner vers les larges masses, pénétrer coûte que coûte dans les organisations de masses, par tous les moyens, sans nous laisser influencer ou paralyser par l'intransigeance conservatrice. »³⁵

« La première obligation d'une organisation révolutionnaire – principalement dans les périodes critiques, comme l'actuelle, quand la conscience des masses change littéralement tous les jours – consiste à écouter attentivement les commentaires de l'ouvrier moyen dans les usines, la rue, les transports, les cafés, la famille, afin de savoir comment il voit la situation, quelles espérances il entretient, en quoi il croit. Il faut écouter attentivement ce travailleur. »³⁶

La situation européenne à l'époque où Trotsky écrit ces lignes ressemble à celle d'aujourd'hui, celle du commencement d'une période prérévolutionnaire. Mais comme Lénine et la IIIe Internationale, Trotsky adopte une politique opposée à celle que préconisent les camarades de la majorité. Ces derniers soutiennent qu'il n'est pas possible de construire des partis avec influence de masse ; Trotsky ne cesse de répéter qu'un « petit groupe peut se transformer en une force importante », qu'un « parti faible peut croître rapidement et devenir puissant », qu'avec « une direction ferme et avisée, ils peuvent trouver le chemin des masses », qu'avec « une politique claire, décidée et agressive, ils peuvent gagner les masses en peu de temps », etc. La majorité nous dit que l'activité doit être centrée sur l'avant-garde ; Trotsky insiste sur le fait qu'il est nécessaire « de descendre jusqu'aux masses, jusqu'aux secteurs les plus bas et les plus exploités », que nous devons « nous tourner vers les larges masses », etc. La majorité nous dit que nos campagnes publiques doivent tourner autour de « problèmes judicieusement choisis, qui correspondent aux préoccupations (besoins) de l'avant-garde » ; Trotsky affirme « qu'écouter l'ouvrier

moyen est la première obligation d'une organisation révolutionnaire ».

Trotsky ne s'écarte pas d'un millimètre de cette conception, lorsqu'il conseille, pour la même époque, le travail d'entrisme. L'objectif essentiel de cet entrisme n'était pas de gagner une avant-garde, c'était une tactique pour aller vers le mouvement de masses. Trotsky disait qu'il « est nécessaire de se diriger vers les masses. Il est nécessaire de trouver une place dans la structure du front unique, c'est-à-dire dans le cadre d'un des partis qui le composent. Actuellement, cela signifie militer au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) ». ³⁷

Pour Trotsky, la fonction du parti est toujours d'intervenir pleinement dans la lutte des masses, disputant leur direction et avançant les mots d'ordre les plus appropriés pour ces luttes. Pour Trotsky, il est toujours possible de transformer nos partis, si petits soient-ils, en partis de masse, dans une étape révolutionnaire. En définitive, les positions de Trotsky sont à l'opposé de celles que défend le camarade Germain. Le nouveau type de parti léniniste, dont la mission fondamentale serait de travailler sur l'avant-garde, ne se trouve nulle part dans les écrits de Trotsky de cette époque.

C'est peut-être en prévoyant l'apparition de futurs Germain dans le mouvement trotskiste que Trotsky a également traité du problème de l'avant-garde : « Si le prolétariat ne sentait pas, d'ici quelques mois, dans le processus de la lutte, que ses tâches et ses méthodes lui sont devenues claires, la désagrégation commencerait alors inévitablement dans ses propres rangs. Les larges masses, éveillées pour la première fois par le mouvement actuel, retomberaient dans la passivité. Dans l'avant-garde, à mesure que le sol commencerait à se dérober sous ses pieds, commencerait à se ranimer l'état d'esprit favorable aux actions de guérilla et à l'aventurisme en général. »³⁸

Bref, seul le mouvement de masses, orienté par le parti, peut sauver l'avant-garde de la chute dans le désespoir aventurier et de la guérilla.

4. Notre travail politique sur les masses et l'avant-garde : propagande et agitation

En s'en tenant à ce que nous avons dit jusqu'à présent, il semblerait que pour nous, le parti doive ignorer

l'existence de l'avant-garde qui apparaît à chaque moment dans la lutte de classes et n'entreprendre aucune activité envers elle. Tel n'est pas le cas. Nous reconnaissons que l'avant-garde du mouvement ouvrier et de masses est un secteur important auquel nous devons donner de l'importance et en direction duquel nous devons intervenir. Ce que nous avons signalé jusqu'à présent c'est qu'elle ne doit pas déterminer la politique du parti, ni ses mots d'ordre, ni son organisation, ni ses analyses.

Une partie importante de l'activité du parti est tournée vers l'avant-garde : la propagande. C'est la position défendue par Lénine quand il dit que « *Tant qu'il s'agissait (et qu'il s'agit toujours) de gagner l'avant-garde du prolétariat au communisme, la priorité résidait (et réside) dans le travail de propagande.* »³⁹

Le problème est que, pour Mandel-Germain, notre intervention en direction de l'avant-garde est bien plus ambitieuse que ce que propose Lénine. Il s'agit de « *campagnes politiques nationales sur des thèmes choisis avec soin, correspondant aux préoccupations de l'avant-garde, sans aller en sens contraire des luttes des masses, et démontrant une capacité d'initiatives efficaces, bien que modestes, de la part de nos sections.* »⁴⁰ Il s'agit de « *centrer notre propagande et, quand c'est possible, notre agitation sur la préparation de ces ouvriers avancés.* »⁴¹

Le texte du camarade Germain abonde dans ce sens. Selon lui, ce qui était prévu au IXe Congrès était « *un tournant vers la transformation des organisations trotskistes, de groupes de propagande en organisations capables d'ores et déjà d'initiatives en direction de l'avant-garde de masses requises par la dynamique de la lutte des classes elle-même.* »⁴²

Pour la majorité, la tendance doit être de faire de l'agitation et de lancer des actions (des initiatives politiques) « au niveau de l'avant-garde de masses ». Même s'il est correct de centrer les efforts de nos sections sur l'avant-garde, le seul fait de proposer l'agitation et des actions sur elle est en contradiction avec le léninisme, pour lequel « la priorité réside dans le travail de propagande » au niveau de l'avant-garde. La définition du terme propagande – « dire beaucoup à peu de gens » – et celle du terme agitation – « dire peu à beaucoup de gens » – devrait être largement connue. La propagande englobe aussi bien un cours

d'économie marxiste ou de logique dialectique qu'une conversation individuelle avec un militant ouvrier à qui nous expliquons la situation nationale et internationale, notre programme et les différences entre notre organisation et les autres organisations ouvrières. L'agitation, au contraire, consiste à avancer quelques mots d'ordre (parfois un seul) qui donnent un débouché à la lutte qui se déroule à un moment donné dans le mouvement ouvrier ou de masses (augmentation de salaire, libertés démocratiques, assemblée constituante, tout le pouvoir aux soviets, etc.)

Ce qui caractérise un parti léniniste-trotskyiste, c'est que son activité principale est l'agitation sur l'ensemble de la population exploitée et pas seulement sur un secteur d'elle, bien que ce secteur soit la classe ouvrière. Ce qui caractérise le parti mandéliste, c'est que son activité principale est l'agitation et les campagnes politiques principalement sur l'avant-garde.

L'art de trouver les mots d'ordre

Un parti bolchevik commence par faire une analyse de l'étape de la lutte de classes, et de cette analyse découlent une, deux ou trois tâches essentielles pour le mouvement de masses, que nous concrétisons sous la forme de mots d'ordre. C'est là l'aspect concret de notre politique et c'est donc le fondamental. La théorie et la propagande servent à préciser cet aspect. Toute notre activité (y compris notre théorie et notre propagande) est subordonnée à cet objectif final : définir quelles sont les tâches générales posées aux masses dans une étape déterminée, et formuler pour elles les mots d'ordre correspondants.

Voici un exemple : il y a un nouveau gouvernement. L'essentiel des efforts théoriques du parti se concentre sur sa définition précise, sur l'analyse soignée du rapport de forces entre les classes, des secteurs qui composent le nouveau gouvernement et de ceux de l'opposition, ainsi que des relations des deux secteurs avec l'impérialisme, du rôle que l'armée y joue, etc. S'il résulte de cela, par exemple, qu'il s'agit d'un gouvernement bonapartiste contre-révolutionnaire, nous définirons quelques mots d'ordre d'agitation qui répondent aux besoins que le gouvernement pose au mouvement de masses (la défense des acquis économiques ; les libertés démocratiques ; la défense des organisations ouvrières). Mais nous

constatons que cette caractérisation et ces tâches sont différentes de celles posées par les directions réformistes et bureaucratiques et l'extrême gauche et qu'elles entrent en collision avec les tendances spontanées de l'avant-garde. Cela va nous forcer à orienter notre propagande aussi autour de l'explication constante des caractéristiques de ce régime ; la controverse avec nos ennemis au sein du mouvement ouvrier concernant cette caractérisation ; et la question des raisons pour lesquelles les tâches que nous proposons au mouvement de masse sont correctes. En bref, notre théorie essaiera de découvrir les mots d'ordre à agiter ; notre propagande essaiera d'expliquer à l'avant-garde pourquoi nous devons agiter ces mots d'ordre et non d'autres. Cela ne signifie pas que ce seront nos seules activités théoriques et de propagande, mais elles sont les principales.

En schématisant, nous pouvons dire que toute la science et le savoir-faire trotskistes se résument dans la capacité d'élaborer les mots d'ordre adéquats à un moment donné de la lutte de classes. Lénine disait la même chose. « Le contenu essentiel des activités de l'organisation de notre parti, le centre de gravité de ces activités, doit donc consister en un travail réalisable et nécessaire, tant pendant la période de l'explosion la plus violente que dans les périodes de calme le plus complet : un travail d'agitation politique unifié dans toute la Russie, qui éclaire tous les aspects de la vie et s'adresse aux larges masses. »⁴³

Lénine fonde cette orientation de dénonciations politiques sur sa confiance aveugle dans la capacité d'organisation et de mobilisation de l'ouvrier arriéré ou de l'ouvrier moyen, et non sur une capacité spécifique des ouvriers d'avant-garde ou « avancés ». Par rapport au mouvement de masses, il ne s'arrête jamais sur l'avant-garde ouvrière, ni sur la nécessité, pour le parti, de prendre des initiatives propres dans l'action. Il ne se préoccupe que de l'organisation de campagnes d'agitation. Pour Lénine, si nous touchons les masses par une de ces campagnes, les ouvriers sont capables de tout. Le rôle du parti est de lancer de telles campagnes et d'accompagner et de diriger le mouvement de masses. C'est pour cela qu'il critique les intellectuels « *qui ne savent pas ou ne peuvent pas lier en un tout le travail révolutionnaire et le mouvement ouvrier.* » « *Si jusqu'à présent, nous n'avons pas*

su organiser des campagnes de dénonciations suffisamment larges, éclatantes et rapides contre toutes ces infamies, la faute en est à nous, à notre retard sur le mouvement des masses. Que nous le fassions (nous devons et pouvons le faire), et l'ouvrier le plus arriéré comprendra ou sentira que l'étudiant et le sectaire, le moujik et l'écrivain, sont en butte aux injures et à l'arbitraire de la même force ténébreuse qui l'opprime et pèse sur lui à chaque pas, durant toute sa vie; et, ayant senti cela, il voudra, il voudra irrésistiblement et saura réagir lui-même ; aujourd'hui il "chahutera" les censeurs, demain, il manifesterà devant la maison du gouverneur qui aura réprimé une révolte paysanne ; après-demain il corrigera les gendarmes en soutane qui font le travail de la sainte inquisition ; etc. »⁴⁴

Nous avons vu comment Trotsky rappelait pour l'Espagne – un pays cher au camarade Mandel, qui s'en sert pour faire une analogie avec la situation européenne actuelle – que « *les forces dont nous disposons sont peu nombreuses. Mais l'avantage d'une situation révolutionnaire tient au fait qu'un petit groupe, même très réduit, peut se transformer rapidement en une force importante, à condition d'avoir toujours fait un pronostic correct et d'avancer à temps les mots d'ordre corrects.* »⁴⁵

Trotsky résume sa position en affirmant : « *Non seulement l'agitation est-elle le moyen de communication avec les masses sur tel ou tel mot d'ordre, les appelant à l'action, etc. Pour un parti, l'agitation est également un moyen de se mettre à l'écoute des masses, de sonder leur état d'âme et leurs pensées et d'adopter en conséquence telle ou telle pratique.* »⁴⁶ Et pour les Etats-Unis, il a répété inlassablement la même chose : « *Quand nous commençons la lutte, nous ne pouvons pas être sûrs de la victoire. Nous pouvons seulement dire que nos mots d'ordre correspondent à la situation objective, que les meilleurs éléments les comprendront et que les plus arriérés qui ne les auraient pas compris ne s'y opposeront pas.* »⁴⁷ « *Ce qui est important, lorsque le programme est définitivement établi, c'est que les mots d'ordre soient parfaitement connus et utilisés avec habileté, afin que partout dans le pays les mêmes mots d'ordre soient utilisés par tous au même moment, afin que trois mille puissent donner l'impression d'être quinze ou vingt mille.* »⁴⁸

La spécificité des mots d'ordre

Les camarades de la majorité ont oublié ces vérités archiconnues – ou ne les ont jamais sues. Ils soutiennent l'intervention à destination de l'avant-garde alors que Lénine et Trotsky soutiennent l'agitation au sein du mouvement de masses. La différence entre ceux qui suivent les enseignements de Lénine et de Trotsky et ceux qui suivent les positions de la majorité se manifeste clairement dans l'activité militante de nos sections. Malgré tous nos efforts pour les découvrir, nous ne sommes pas parvenus à savoir quels sont les mots d'ordre généraux importants pour l'activité de notre section française par exemple. Si quelque chose caractérise cette section, c'est bien l'absence de mots d'ordre généraux pour le mouvement ouvrier et de masses. Nous ne parlons pas du programme, mais des mots d'ordre, de deux ou trois mots d'ordre qui caractérisent les besoins du mouvement des masses dans la situation actuelle en France et y répondent. Les camarades nord-américains ont avancé un mot d'ordre fondamental pour ces dernières années : « Retrait immédiat des troupes du Viet Nam ! » Quant à nous, nous avons avancé pour la campagne électorale : « Ne votez pas pour les patrons, ni pour les militaires, ni pour les dirigeants vendus, votez pour vos camarades ouvriers ! » Quels furent les mots d'ordre centraux de la campagne électorale des camarades français ? Il est impossible de le savoir.

Voyons les mots d'ordre pour le mouvement ouvrier et de masses français. Relisons la collection de *Rouge* entre juin et août 1973 par exemple. Nous ne trouvons que trois campagnes de dénonciation constantes : solidarité avec les ouvriers de LIP^r ; solidarité avec les travailleurs immigrés ; et la lutte contre les groupes fascistes. La seule qui puisse être liée à l'ensemble du mouvement de masses français est celle contre les groupes fascistes, mais nous n'y trouvons pas le mot d'ordre « Freinons (ou écrasons) l'ordre nouveau^s et le fascisme ! » Les deux autres sont des campagnes partielles concernant des secteurs spécifiques.

Nous nous demandons quels sont les ou les mots d'ordre qui répondent aux

problèmes les plus ressentis par le mouvement ouvrier. A part les groupes fascistes, le régime ne crée-t-il aucun problème au mouvement ouvrier ? Le mot d'ordre « Freinons l'offensive patronale contre notre niveau de vie et nos conditions de travail » ne correspond-il pas à un besoin des masses ? Si le fascisme est le seul problème, pourquoi ne pas avancer le mot d'ordre capable de mobiliser les masses contre celui-ci ? Nous faisons remarquer que nous ne sommes pas en train de défendre ou de critiquer tel ou tel mot d'ordre ; nous exposons ici quelque chose de plus élémentaire : notre obligation de nous doter de mots d'ordre pour l'action du mouvement de masse, notre obligation de faire de l'agitation.

Nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit pas de ne pas donner de l'importance au travail sur l'avant-garde ouvrière ou du mouvement des masses. Au contraire, à certains moments de la lutte de classes, cette intervention devient fondamentale. Quand survient une grave défaite historique dans le mouvement ouvrier, la propagande orientée vers l'avant-garde est notre activité essentielle, jusqu'à ce que le mouvement ouvrier reprenne ses forces. Il y a eu aussi une situation exceptionnelle qui faisait du travail sur l'avant-garde l'axe central de notre activité révolutionnaire en période de montée. Il s'agit de la situation que nous avons déjà remarquée dans la construction de la IIIe Internationale, sur la base de la victoire de la révolution russe et la naissance du premier Etat ouvrier. Dans ce cas, la tâche de gagner d'un seul coup toute l'avant-garde mondiale – ou presque toute – était à l'ordre du jour pendant un ou deux ans, profitant de l'exemple et de l'enthousiasme éveillé par la victoire spectaculaire du mouvement de masses avec une direction bolchevik, un enthousiasme qui se répandait à travers le monde dans l'avant-garde, parce que celle-ci assimilait ce triomphe du mouvement de masses. Cette situation est déterminée par la loi du développement inégal et combiné du mouvement révolutionnaire mondial : une immense victoire obtenue par une direction marxiste révolutionnaire dirigeant le mouvement de masses dans un pays déterminé se double et se combine avec l'impact de ce triomphe à l'échelle mondiale sur l'avant-garde. Mais ici aussi, l'élément décisif est encore le mouvement de masses.

Il se passera la même chose à l'échelle nationale, pour peu que nous obtenions une victoire importante au niveau national de la lutte de classes. Une victoire décisive dans une branche significative du mouvement ouvrier français, dans la métallurgie par exemple, ou dans l'automobile ou dans l'enseignement, sous notre direction, aurait un effet immédiat et global sur toute l'avant-garde du mouvement ouvrier français. L'avant-garde ouvrière se rapprocherait par milliers de notre parti, et notre tâche centrale serait alors, pour un certain temps, de la gagner d'un seul coup au trotskisme. Mais nous ne devons pas nous méprendre, ce tournant ne se produira que sur la base d'une victoire du mouvement de masses, et pour aucune autre raison.

Comment gagner l'avant-garde ?

Dans n'importe quelle situation, qu'elle soit « normale » (notre tâche étant l'agitation au sein du mouvement de masses) ou exceptionnelle et momentanée comme celle que nous avons décrite, nous devons nous poser la question de savoir comment travailler sur l'avant-garde, comment la gagner. Nous faut-il une politique spécifique pour elle ? Les camarades de la majorité pensent que si, que nous gagnerons l'avant-garde par des campagnes nationales sur des questions qui « correspondent à ses préoccupations » et par des « initiatives efficaces » sur ces questions. Nous pensons tout le contraire : nous devons gagner l'avant-garde en lui expliquant patiemment notre politique pour le mouvement ouvrier et de masses (en faisant de la propagande), et non par une politique spécifique pour elle. Ce problème est très important, car c'est de là que provient l'essentiel des divergences politiques concrètes entre la minorité et la minorité.

L'avant-garde n'apparaît jamais avec des tendances vers la politique trotskiste ou bolchevik. Elle apparaît en exprimant les tendances spontanées de la lutte existant alors dans le mouvement de masses, et les premiers enseignements politiques qu'elle reçoit sont ceux des partis réformistes à influence de masse, de la bureaucratie syndicale et des phénomènes mondiaux de la révolution. Ce sont les premières idées qu'elle connaît. Auparavant, elle ne connaissait que le venin que crachent tous les jours les organismes de propagande de la bourgeoisie. Le parti révolutionnaire ne

^r Une usine de montres en France dont les travailleurs eux-mêmes avaient pris le contrôle et assuré la production.

^s Un groupe d'extrême droite en France.

peut pas concurrencer la propagande de la bourgeoisie et de ses agents dans le mouvement ouvrier ; nous partons d'une position d'infériorité. L'avant-garde contemporaine, par exemple, est venue à la politique sous la pression du pôle de la propagande stalinienne et du pôle castriste. C'est ce qui explique précisément que, pendant tout un moment, elle aura débattu essentiellement des problèmes de lutte armée.

Si nous prenons comme point de départ ces « préoccupations », nous nous verrons forcés de choisir (comme le font les camarades de la majorité) entre ces deux pôles. Nous parviendrons peut-être ainsi, en nous adaptant à cette situation, à capter un secteur de cette avant-garde, mais uniquement au prix du sacrifice de notre propre orientation politique. Capter l'avant-garde guérillériste en nous transformant en proguérilléristes, ou capter l'avant-garde stalinienne en nous transformant en prostaliniens, cela nous servira à quoi ? A rien assurément. C'est un coup brutal porté à notre possibilité de diriger la révolution. Nous ne pouvons ainsi que faire le jeu d'une de ces politiques incorrectes qui s'expriment avec plus de force que la nôtre au sein de l'avant-garde. Et, dès que la stratégie castriste ou stalinienne échouera, notre parti s'écroulera avec elle.

Notre confiance, en tant que trotskistes, réside dans le mouvement de masses. Nous pensons qu'il fera la révolution si nous savons construire un parti qui le dirige avec une politique correcte. Ce parti se construira essentiellement en gagnant l'avant-garde à cette *politique trotskiste*, et non en la gagnant avec une autre politique ou aux déviations qui existent dans cette avant-garde. Cette tâche est bien plus difficile que celle que se proposent d'accomplir les camarades de la majorité, mais c'est la seule tâche correcte.

Capter l'avant-garde n'est un progrès pour le processus révolutionnaire que si elle a été gagnée à la politique révolutionnaire. Les staliniens ont gagné de larges secteurs de l'avant-garde à leur politique ; en annihilant leur potentiel révolutionnaire, il les a liquidés en tant qu'avant-garde. De nos jours, le castrisme a gagné presque toute l'avant-garde mondiale et l'a entraînée à la catastrophe : il a démoralisé politiquement tout un secteur et amené un autre (une grande partie de l'avant-garde

latino-américaine des années 1960) à la liquidation physique.

Que signifie la tâche de gagner l'avant-garde pour la politique trotskiste ? Il s'agit de la gagner pour faire de l'agitation au sein du mouvement de masses sur les mots d'ordre que notre parti élabore scientifiquement à chaque étape, et de la faire adhérer à notre stratégie de construction d'un parti bolchevik et au programme de ce parti. Il s'agit de combattre violemment, jour après jour, les directions bureaucratiques et réformistes en premier lieu, puis les tendances ultragauchistes. Il s'agit d'expliquer, face à chaque problème de la lutte de classes : « Camarade de l'avant-garde, face à cette situation, les staliniens avancent tel mot d'ordre pour le mouvement de masses ; ce mot d'ordre est incorrect, car il nous amène à faire confiance à un secteur de la bourgeoisie et finira par nous entraîner au massacre. Les ultragauchistes te proposent de te lancer dans des actions isolées du mouvement de masses, loin de tes camarades de travail. Si tu les écoutes, tu finiras également par être vaincu par la bourgeoisie. Nous te proposons de ne pas t'éloigner de tes camarades de travail, de rester lié au mouvement de masses afin de devenir leur direction. Nous te proposons de détecter soigneusement les problèmes sur lesquels tes camarades sont prêts à se mobiliser ; de chercher le mot d'ordre précis pour développer cette mobilisation. Nous te proposons de faire ainsi au niveau national et mondial. Pour réaliser cette tâche à un niveau plus général que sur ton lieu de travail, tu as besoin de t'organiser dans un parti de militants comme toi. Dans ce parti que nous sommes en train de construire, nous faisons ce que tu fais toi-même dans ton usine, nous cherchons les mots d'ordre adéquats pour mobiliser à chaque moment les masses exploitées. Mais nous savons, en outre, que cette mobilisation des masses se terminera par la prise du pouvoir ou par une défaite, et nous avons un programme, le Programme de Transition, qui enchaîne les mots d'ordre les uns aux autres pour conduire les masses vers la prise du pouvoir. Nous t'invitons à construire ce parti avec nous et à faire tien notre programme. »

Notre tâche vis-à-vis de l'avant-garde est donc simple : partir des mots d'ordre d'agitation pour le mouvement de masses, et la gagner au parti et au programme dont ces mots d'ordre sont tirés. Et tout cela, tout ce que nous avons

à dire à l'avant-garde, n'est-ce pas de la propagande (beaucoup d'idées pour peu de gens) ? Mais comment faire cette propagande, si nous ne sommes pas les champions de l'agitation sur ces mots d'ordre ?

Même dans les cas « exceptionnels » que nous avons vus, notre propagande a le même sens. Après un écrasement historique du mouvement de masses, nous passerons des années à faire de la propagande en direction de l'avant-garde ; que lui dirons-nous ? « Camarades, le mouvement ouvrier a subi une défaite, mais nous sommes sûrs et certains qu'il repartira en lutte. Ne te lance pas dans des actions isolées, étudie et apprend toute l'expérience accumulée par les travailleurs en plus d'un siècle de lutte, forme-toi en tant que direction des nouvelles luttes qui vont inévitablement se produire, écoute soigneusement tes camarades, et dès que tu les verras disposés à la lutte, même si c'est sur un problème infime, cherche le mot d'ordre adapté à cette lutte et avance le. Le seul endroit où tu puisses étudier et assimiler toute cette expérience, le seul endroit où tu pourras élaborer ce mot d'ordre, c'est dans notre parti. »

Voyons l'autre cas « exceptionnel », celui de la IIIe Internationale. Lénine a-t-il défini une politique spécifique pour gagner l'avant-garde mondiale ? A-t-il fait des campagnes politiques nationales autour des préoccupations de l'avant-garde ? A-t-il pris parti pour les socialistes de gauche et les anarcho-syndicalistes (qu'il désirait gagner) contre l'opportunisme et le social-chauvinisme des partis sociaux-démocrates ? Tout au contraire. Gagner cette avant-garde, cela signifiait la convaincre de se donner « une activité d'agitation politique unifiée... qui se dirigeait aux grandes masses », la gagner à la politique du parti bolchevik russe. Cela signifiait la faire rompre définitivement avec les partis sociaux-démocrates et la tendance anarchiste, afin de construire, dans chaque pays, des partis bolcheviques sur le modèle russe.

Pourquoi est-ce seulement à cette occasion que Lénine a proposé cette tâche de gagner l'avant-garde ? Parce que l'impact de la grande victoire du mouvement de masses, constituée par la révolution russe, était tel que, pour la première fois dans l'histoire (et jusqu'à présent la seule), la propagande marxiste révolutionnaire pouvait se mesurer avec succès à la propagande

bourgeoise et réformiste ; parce que pour la première fois dans l'histoire (et jusqu'à présent la seule), l'avant-garde du monde entier s'orientait massivement vers le marxisme révolutionnaire, fascinée par l'exemple du prolétariat soviétique et de son parti bolchevik.

La dialectique entre masses et avant-garde

La théorie marxiste et les exemples historiques nous montrent la dialectique entre les masses et l'avant-garde et, par conséquent, le caractère erroné de la conception mécaniste des camarades de la majorité, pour qui le seul fait de gagner l'avant-garde nous fait avancer sur la voie de la conquête de la direction des masses. Si nous gagnons l'avant-garde sur une autre base que la politique léniniste-trotskiste et l'intervention au sein du mouvement des masses, nous éloignerons notre parti de la politique révolutionnaire, nous séparerons l'avant-garde des masses et nous finirons par liquider le parti et l'avant-garde, en abandonnant le mouvement de masses à son sort et en nous fermant la voie de la victoire de la révolution. Si nous gagnons l'avant-garde à la politique léniniste-trotskiste, nous aurons fait un bond dans la construction du parti à influence de masse capable de diriger la révolution jusqu'à la victoire.

Cette dialectique comprend également la possibilité de l'existence d'avant-gardes ou de secteurs d'avant-garde que, pour des raisons historiques et sociales concrètes, nous ne pouvons pas gagner à la politique marxiste révolutionnaire. C'est le cas, en général, d'un secteur important de l'avant-garde étudiante qui est condamné, par la logique inflexible de la lutte de classes, à abandonner tôt ou tard le camp du mouvement de masses pour passer dans celui de la bourgeoisie. Ce sera dommage et douloureux, mais c'est ainsi. Cette dialectique est précisément ce qui explique que tout ce que les marxistes révolutionnaires gagnent ou perdent, à tous les niveaux de la lutte de classes (mouvement de masses, classe ouvrière ou avant-garde), est déterminé par la lutte de classes elle-même et ses soubresauts, jamais par une politique spécifique plus ou moins correcte visant l'avant-garde.

Vu sous un autre angle : la seule manière de gagner l'avant-garde à notre politique est d'avoir une politique correcte pour le mouvement de masses ; mais cela ne suffit pas, il est encore plus

important que cette politique correcte remporte des victoires significatives qui nous amènent à la direction du mouvement de masses à l'échelle nationale et internationale. C'est ce que nous avons fait en France en mai 1968 : une politique correcte pour l'ensemble du mouvement étudiant et ouvrier nous a amenés à influencer l'avant-garde, mais nous n'avons pas réussi à la gagner d'une manière massive, car le mouvement de masses, dans sa première grande mobilisation d'ensemble depuis 35 ans, n'a pas obtenu de victoire complète contre la bourgeoisie. C'est la mesure même de la victoire obtenue qui a déterminé le poids et la permanence de notre influence sur l'avant-garde, une fois la mobilisation retombée.

C'est cette dialectique qui met à jour l'erreur de base des raisonnements des camarades de la majorité. Ils signalent deux faits réels : il existe une nombreuse avant-garde ; et nous « ne pouvons pas entretenir l'espoir de gagner la sympathie politique de la classe ouvrière d'un seul coup ». Mais ils tirent de ces deux faits la conclusion erronée de la nécessité d'un travail prioritaire en direction de « l'avant-garde de masses », sur la base d'une politique spécifique partant de ses « préoccupations » à elle. Bien que les camarades de la majorité ne le disent pas, la logique de ce raisonnement les amène à conclure que nous pouvons gagner « d'un seul coup » cette « avant-garde de masses », à la différence de la classe ouvrière. Nous ne comprenons pas cette conclusion. Nous pensons également que nous ne pouvons pas gagner la classe ouvrière d'un seul coup, mais qu'est-ce qui nous empêche de la gagner au cours d'un processus ? Si à chaque moment de la lutte du mouvement de masses ou de ses secteurs, nous avançons les mots d'ordre justes, nous gagnerons graduellement leur sympathie, par paliers. Et dès que des luttes importantes se déclareront, la « sympathie politique » du mouvement de masses, ou de secteurs importants de celui-ci, pour notre politique et nos partis croîtra géométriquement.

Nous ne comprenons pas non plus ce qui peut nous permettre de gagner d'un seul coup « la sympathie politique générale » de « l'avant-garde de masses », car celle-ci n'a pas besoin de notre politique ni de notre parti. Dans les moments d'accalmie de la lutte de classes, elle tendra à réaliser des actions coupées du mouvement de masses, auxquelles

nous devons nous opposer. Il en résultera que seul un secteur minoritaire de cette avant-garde se rapprochera de nos positions, les autres poursuivant leurs tendances spontanéistes. Il n'y a pas moyen d'éviter ce phénomène. La formule des camarades de la majorité, proposant d'orienter le parti vers ces préoccupations, peut avoir un succès momentané. Mais il est également très probable que, à moins que nous rompions totalement avec le trotskisme, des tendances non trotskistes apparaissent au sein de l'avant-garde, qui sont bien plus habiles et capables que nous pour suivre à la lettre la déviation (ou la préoccupation) du moment de cette avant-garde.

Toute la situation change toutefois, dès que le mouvement de masses entre en scène. Des secteurs de l'avant-garde seront alors beaucoup plus préoccupés par une orientation correcte pour la lutte de masses que par la réalisation d'actions isolées. Ils se souviendront alors de notre travail de propagande patient et intransigeant, et ils diront : « les trotskistes avaient raison lorsqu'ils nous disaient de faire confiance au mouvement de masses et de ne pas nous en séparer. Allons discuter avec eux de la politique correcte à avancer pour cette mobilisation. » D'autres secteurs, les guérilléristes par exemple, poursuivront leurs actions à l'écart des masses, se sépareront de plus en plus d'elles et ne seront donc pas reconnus par elles comme direction alternative contre les réformistes et la bureaucratie. Le parti trotskiste établira alors un dialogue large et fraternel avec les premiers secteurs, en essayant de les gagner à sa politique pour le mouvement de masses. Quant au second secteur, le parti ne pourra que le caractériser ainsi : « Ce sont des camarades irrécupérables, pour le moment, pour le marxisme révolutionnaire ; défendons-les contre les attaques de la bourgeoisie, mais laissons-les politiquement regarder leur nombril. » C'est par ce processus, et non « d'un seul coup », que nous gagnerons jour après jour plus d'influence dans l'avant-garde du mouvement de masses. La dialectique des rapports entre l'avant-garde et les masses est inflexible : nous ne pouvons gagner d'un seul coup l'avant-garde qu'au moment de ce processus où notre parti aura dirigé le mouvement de masses et obtenu une victoire colossale. Alors, et alors seulement, notre tâche (toujours de

propagande) de la conquête de l'avant-garde sera centrale, et jamais pour une étape indéfinie. Et dès que nous aurons épuisé les possibilités de ce travail, nous reviendrons (avec nos forces multipliées par cent) à notre tâche centrale d'agitation sur des mots d'ordre pour chaque moment de la lutte des masses.

A maintes occasions, nos mots d'ordre d'agitation ne mobiliseront pas les masses et ne seront repris que par des secteurs de l'avant-garde qui réaliseront, par exemple, une manifestation de soutien au Viet Nam ou à une grève ouvrière. Les camarades de la majorité peuvent en tirer l'argument que l'avant-garde réalise des actions et que, de ce fait, il est donc nécessaire d'avoir une politique en direction de celle-ci. En cela, ils ont en partie raison. L'avant-garde mène effectivement des actions. Mais elles ne sont pas toutes positives. Les camarades de la majorité ajoutent donc une condition : que ces actions « n'aillent pas contre le courant de la lutte de masses ». Mais une action, allant dans le sens général de la lutte de masses, peut à un moment particulier, déchaîner la répression par exemple, ou détourner l'attention des masses de leurs problèmes centraux. Si au milieu d'une mobilisation de masse sur les salaires, un secteur de l'avant-garde organise une manifestation avec pour seul mot d'ordre « A bas la bureaucratie syndicale ! », il détourne ainsi l'attention des masses, puisque le problème central pour celles-ci est celui des salaires et que la lutte contre la bureaucratie n'est qu'un aspect (secondaire au début) de la lutte contre le patronat. Si cette manifestation se termine par la mort de policiers, elle déchaînera une répression du régime contre le mouvement de masses, qui n'est pas encore préparé à l'affronter. Par conséquent, la condition que doivent remplir les actions de l'avant-garde n'est pas celle de « ne pas aller contre le courant de la lutte de masses », mais de répondre exactement aux besoins actuels de la lutte de masses. Toute autre action doit être condamnée énergiquement par le parti.

Ainsi, quelle signification les actions de l'avant-garde peuvent-elles donc avoir, du point de vue de la lutte de classes dans son ensemble ? Ce qui pour l'avant-garde est une action (manifestation, initiative éclair, etc.) est, du point de vue de la lutte de classes, une tâche d'agitation que cette avant-garde réalise

en direction du mouvement de masses. Cette action joue le même rôle que celle de parler à la radio ou de distribuer un tract : essayer d'atteindre les masses avec nos mots d'ordre. C'est une action d'agitation, du parti ou de l'avant-garde. Ce n'est pas une action directe du mouvement de masses, ni un affrontement avec les exploités, mais une technique, parmi d'autres, pour agiter des mots d'ordre. Si la bureaucratie, les réformistes, les ultragauchistes ou nous-mêmes (lorsque nous nous trompons) distribuons un tract ou lançons un mot d'ordre incorrect, nous portons préjudice à la lutte du mouvement de masses. Il se passe la même chose avec les actions de l'avant-garde. Si l'axe de ces actions est correct, l'agitation qu'elles font en direction du mouvement de masses est positive ; si cet axe est incorrect, elle est négative. Et quelles sont les actions correctes de l'avant-garde si ce ne sont celles qui ont pour axe les mots d'ordre de notre agitation dans le mouvement de masses ?

En résumé, les camarades de la majorité soutiennent que notre tâche centrale est le travail en direction de « l'avant-garde de masses ». Nous soutenons que cette tâche centrale ne se justifie que dans une période d'écrasement historique du mouvement de masses ou lorsqu'une victoire importante du mouvement de masses, sous notre direction, entraîne toute l'avant-garde vers nos positions. Nous soutenons que dans la situation actuelle, qui tend à devenir prérévolutionnaire au niveau mondial, notre tâche centrale est l'intervention au sein du mouvement de masses dans la grande majorité des pays.

Les camarades de la majorité affirment que notre tâche centrale est l'agitation en direction de l'avant-garde, sur des mots d'ordre qui partent de ses préoccupations et l'entraînent à l'action. Nous affirmons que notre agitation ne doit être adressée qu'au mouvement de masses, pour amener celles-ci à l'action grâce à des mots d'ordre corrects, et que notre tâche centrale vis-à-vis de l'avant-garde est la propagande que nous faisons autour des mots d'ordre d'agitation en direction du mouvement de masses. Les camarades de la majorité prennent les actions de l'avant-garde comme critère presque absolu pour les tâches du parti ; ils soutiennent que notre tâche centrale est de lancer des campagnes politiques qui répondent aux préoccupations de l'avant-garde, c'est-à-dire

aux objectifs spontanés de ses actions. Ils affirment quelque chose d'encore plus grave (que nous verrons plus loin) : que nos sections doivent réaliser des actions par elles-mêmes, prenant comme base ces préoccupations, afin de donner l'exemple et de gagner la sympathie de cette avant-garde.

Nous sommes tout à fait pour l'unification de l'avant-garde, son renforcement, sa croissance et sa prise d'initiatives. Mais nous lui répéterons inlassablement : « Camarades, liez-vous au mouvement de masses, faites-lui confiance, réalisez des actions de propagande et d'agitation utiles à la popularisation du mot d'ordre précis à chaque moment de ses luttes ; nous serons avec vous dans toutes ces actions. Mais nous ne serons plus avec vous si vous réalisez des actions physiques qui tentent de remplacer les actions des masses, tout bien intentionnées qu'elles soient ; qui plus est, nous serons contre vous si ces actions portent préjudice aux masses. Si cela se produisait, nous dénoncerions implacablement que vous vous trompez, que vos actions sont néfastes, et nous tenterions de vous diviser afin de gagner le secteur qui peut rejoindre le marxisme révolutionnaire et afin de reconsidérer aux yeux des masses l'autre secteur, qui sous-estime ceux-ci et réalise des actions qui vont objectivement contre leurs luttes. »

6.5. Programme et mots d'ordre : leur rapport avec les besoins et le niveau de conscience actuel du mouvement de masses

Cet arsenal de substitutions que nous découvrons au fur et à mesure chez le camarade Germain – connaissance scientifique au lieu de conscience politique ; objectifs politiques au lieu d'analyses marxistes objectives ; agitation au lieu de propagande ; travail sur l'avant-garde au lieu de travail sur les masses, etc. – constituent la base « théorique » sur laquelle il base les critiques « graves » qu'il fait au camarade Camejo concernant sa conception du parti bolchevik dans cette étape.

Selon Germain, alors que Cannon parle de « révolution prolétarienne », Camejo la nomme une seule fois, et en rapport avec le programme : « *Le parti cherche à diriger la classe ouvrière et ses alliés vers le pouvoir d'Etat, en tant qu'objectif fondamental, mais ne tente pas de se substituer aux masses.* »⁴⁹

Il serait opportun de demander au camarade Germain s'il est d'accord, ou non, avec la définition que donne notre *Programme de Transition* de la « révolution prolétarienne » : « la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés ». Et le fait que cette « prise du pouvoir » soit pour le camarade Camejo « l'objectif fondamental » du parti ne satisfait-il pas le camarade Germain ?

La première objection sérieuse faite par Germain est que Camejo présente « le rapport entre l'avant-garde et le parti et la classe travailleuse... d'une manière unilatérale et mécaniste. Le parti "s'efforce de promouvoir la lutte de masses... en mobilisant les masses" autour de revendications "liées à leur niveau de conscience présent". »⁵⁰

Pour démontrer que c'est une erreur, Germain essaye de s'appuyer sur Trotsky avec la citation suivante : « *Que peut faire un parti révolutionnaire dans cette situation ? En premier lieu, donner une vision honnête et claire de la situation objective, des tâches historiques qui découlent de cette situation, indépendamment du fait que les travailleurs soient prêts ou non à les réaliser. Nos tâches ne dépendent pas de la mentalité de l'ouvrier ? [...] Nous devons dire la vérité aux travailleurs et nous en gagnerons alors les meilleurs éléments.* »⁵¹

Comme d'habitude, le camarade Germain utilise une citation séparée de son contexte. Ces phrases sont une réponse de Trotsky à certains camarades nord-américains qui affirmaient que le Programme de Transition n'était pas adapté à la mentalité des ouvriers de leur pays. Cette réponse est totalement correcte, car Trotsky y parle des « tâches historiques », du programme général historique, pour toute l'époque, c'est-à-dire du Programme de Transition. Il ne se réfère en rien aux tâches concrètes que rencontraient en ce moment les camarades nord-américains. Trotsky disait ainsi que nous ne cachons pas notre programme, mais qu'au contraire, nous en font la propagande avec toutes nos forces, bien que l'ouvrier moyen ne le comprenne pas, afin de gagner les éléments d'avant-garde (« les meilleurs éléments »). Cela n'a rien à voir avec la supposition du camarade Germain, pour qui ce serait une règle dirigeant toute l'activité de l'ensemble du parti, à tout moment précis.

Le camarade Germain répète ainsi la confusion, légèrement modifiée et amplifiée, qu'il avait faite auparavant entre

propagande et agitation. Camejo n'a jamais dit qu'il faut prendre en considération le degré de conscience des masses pour formuler le programme général, historique, du parti. Ce serait une position complètement réformiste et économiciste. Ce que dit Camejo, c'est qu'il faut partir du « niveau de conscience présent des masses » pour formuler les « revendications » qui servent à « mobiliser les masses ». Il se réfère ainsi à notre politique concrète, aux *mots d'ordre d'agitation pour l'action* du mouvement de masses, pas du tout à la propagande et au programme. La citation de Trotsky est correcte, précisément parce qu'elle ne se rapporte en rien aux mots d'ordre, mais au programme.

Un programme trotskiste qui ne parlerait pas de piquets armés, de soviets, d'insurrection, de gouvernement ouvrier et paysan, de dictature du prolétariat, ne mériterait pas son nom. Mais la direction d'un parti qui avancerait tous ces mots d'ordre, ou même quelques-uns d'entre eux de manière permanente, dans toutes les étapes et tous les moments de la lutte de classes, mériterait d'être internée dans un asile.

Trotsky dit exactement la même chose que Camejo dans le Programme de Transition, à la seule différence près qu'il dit « actuel » au lieu de « présent » : « *Il est nécessaire d'aider les masses, dans le processus des luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle des larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* »⁵²

Trotsky disait la même chose pour l'Espagne : « *La participation des communistes à ces luttes – et principalement leur participation à la direction de ces luttes – exige d'eux non uniquement une compréhension claire du développement de la révolution comme un tout, mais aussi la capacité d'avancer, au bon moment, des mots d'ordre nets, spécifiques et combatifs qui ne découlent pas en eux-mêmes du "programme", mais qui sont dictés par les circonstances du jour et conduisent les masses en avant.* »⁵³

L'objectif de ces mots d'ordre est de « conduire les masses en avant ». Dans le texte même cité par Germain, Trotsky affirme : « *Toute la question est de savoir*

comment mobiliser les masses pour la lutte. »⁵⁴ Encore la même démonstration que celle de Camejo, lorsqu'il dit que ces mots d'ordre, « liés au niveau présent de conscience (des masses) », sont ceux qu'utilise le parti pour mobiliser les masses.

Que cache l'attaque du camarade Germain contre cette définition de Camejo ? Une position ultragauchiste typique : se doter d'une politique qui, ignorant les besoins et le niveau de conscience présents des masses, se base sur des besoins et des niveaux de conscience futurs présumés. « *Qu'est-ce que ce "niveau présent de conscience des masses" ? Est-il toujours le même ? Peut-il changer rapidement ? Si oui, le parti de combat doit-il attendre qu'il ait changé pour "adapter" ses revendications ? Ou peut-il prévoir ces changements et agir en conséquence ? En fonction de quels facteurs peut-on alors prévoir ces changements ? Le "niveau de conscience présent", en lui-même, ne peut-il être jusqu'à un certain point fonction du rôle du "parti de combat" au sein du mouvement de masses ? Mais si un des principaux objectifs du "parti de combat" est d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière, comment le "niveau de conscience présent" en lui-même peut-il être un critère décisif pour déterminer le genre de revendications que doit avancer le parti pour les masses ?* »⁵⁵

Ces questions ont chacune leur réponse. Le camarade Germain pense que le niveau de conscience n'est pas toujours le même, qu'il peut changer rapidement, que le parti de combat ne doit pas attendre qu'il ait changé, pour adapter ses mots d'ordre, qu'il peut prévoir ces changements et doit agir en conséquence (c'est-à-dire en lançant des mots d'ordre adaptés au niveau de conscience futur), que le niveau de conscience est, jusqu'à un certain point, fonction du rôle du parti, qu'un des objectifs du parti est d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière, et que par conséquent, le niveau de conscience présent ne peut pas être un critère décisif pour déterminer quel genre de revendications le parti doit avancer pour les masses. Voilà synthétisée une des divergences fondamentales entre la majorité et la minorité. Nous répondrons à chacune de ces affirmations du camarade Germain, mais nous prendrons la liberté de changer leur ordre de présentation.

Première affirmation : Le niveau de conscience des masses n'est pas

toujours le même. Le camarade Germain a totalement raison. Qui plus est, il existe au sein des masses un développement inégal de la conscience qui fait que, dans un même moment, des secteurs de la classe différents ont des niveaux de conscience différents.

Seconde affirmation : Le niveau de conscience des masses peut changer rapidement. Il a encore raison, mais il ne signale pas que cela n'arrive que dans certaines périodes, celles de grande activité du mouvement de masses. Dans les périodes de calme, lorsque la lutte de classes est en sommeil, le niveau de conscience ne change que très lentement.

Troisième affirmation : Le niveau de conscience immédiat (présent) des masses est, jusqu'à un certain point, fonction du rôle du parti révolutionnaire. Faux ! Le niveau de conscience présent est un facteur objectif pour le parti révolutionnaire et encore bien plus pour nos petits groupes. C'est le facteur le plus dynamique de la situation objective, mais il ne cesse pas pour autant d'être objectif. Cela signifie qu'il est une donnée, un fait de la réalité que nous pouvons contribuer à modifier à l'avenir, mais qui, dans le présent, est ce qu'il est, l'opposé du facteur subjectif qu'est notre parti.

Comme tout fait présent, ce niveau est une conséquence du passé, de l'histoire, et si notre parti a eu un rôle dans cette histoire, alors, et alors seulement, la conscience présente est « fonction du parti ». Mais si nous n'avons pas été et ne sommes pas un facteur objectif, c'est-à-dire si aucun secteur du mouvement de masses ne nous suit ou n'a été éduqué par nous, nous ne sommes pour rien dans le niveau de conscience présent du mouvement de masses. C'est malheureusement le cas de la situation actuelle. Les ouvriers argentins sont péronistes et syndicalistes, les ouvriers français sont stalinien, sociaux-démocrates et syndicalistes, les ouvriers anglais sont travaillistes et les ouvriers allemands sociaux-démocrates et syndicalistes. Ce niveau de conscience présent n'est « d'aucune façon » fonction de notre parti.

Nous avons signalé que le niveau de conscience présent est une conséquence historique. Il nous faut compléter ce concept : il est la conséquence directe de deux facteurs combinés, celui des changements de la réalité objective du régime, et celui du développement

des luttes de masses. Le rôle du parti peut être important, et parfois décisif, mais il est indirect, en tant que rôle d'agitation, d'organisation et de direction de ces luttes. C'est ainsi que le signalait Trotsky : « *Pour nous, qui sommes une petite minorité, toute cette question est objective, y compris l'état d'esprit des ouvriers.* »⁵⁶ « *La mentalité de la classe prolétarienne est arriérée, mais la mentalité n'est pas une substance comme les usines, les mines, les chemins de fer ; elle est plus mobile et, sous les coups de la crise objective, de millions de chômeurs, elle peut changer rapidement.* »⁵⁷

Il y a une conception très typique de l'intelligentsia petite-bourgeoise radicalisée, consistant à attribuer aux masses les mêmes sentiments qu'elle a elle-même. Il y a des milliers d'intellectuels petits-bourgeois qui « aiment » la lutte, et ils pensent, avec un peu de romantisme, qu'avec les masses il en est de même. Malheureusement, ce n'est pas le cas, et à chaque fois que l'un de ces intellectuels s'adresse aux travailleurs afin de les encourager à se battre, pour la simple raison émotive « qu'il faut se battre », il prend une énorme déception : les travailleurs ne le comprennent pas, ils croient qu'il est fou, ils lui tournent le dos. L'ouvrier ordinaire, et l'exploité en général, n'éprouve aucun plaisir à aller au combat. C'est un être humain normal, qui n'a aucun intérêt à perdre une partie de son maigre salaire pour se mettre en grève, ni à risquer son intégrité physique en allant à une manifestation, ni à risquer sa vie en prenant les armes contre le capitalisme. Les masses travailleuses vont au combat parce que le système capitaliste les enfonce dans la misère et ne les laisse pas d'autre alternative que la lutte pour survivre. Le travailleur n'« aime » pas la grève, mais il prend le risque de perdre son salaire ou son emploi parce que, s'il ne lutte pas, il meurt de faim ; il n'« aime » pas la violence, mais il est obligé de l'utiliser pour se défendre de la violence des capitalistes ; il n'« aime » pas les armes, mais il est obligé de les utiliser quand le capitalisme s'en sert contre lui.

C'est cela le premier facteur qui détermine le niveau actuel des problèmes les plus graves et les plus ressentis subis par les masses, au point qu'elles sont prêtes à se mobiliser pour arracher une solution au système capitaliste.

Le deuxième facteur est le développement de la mobilisation de masses elle-même. Il ne suffit pas que le

problème existe pour que, automatiquement, les masses aillent se battre. Les travailleurs peuvent être soumis à des salaires de misère, mais leur attitude face à ce problème dépend de la situation de leurs luttes avec la bourgeoisie en ce moment. Si la question des salaires apparaît immédiatement après un écrasement fasciste du mouvement de masse, il n'y aura probablement aucune mobilisation. Les travailleurs seront conscients qu'ils se trouvent dans une situation défavorable, avec leurs dirigeants morts ou emprisonnés, avec leurs organisations détruites, avec tout le poids de la répression sur le dos. Et ils ne se mobiliseront pas, jusqu'à ce qu'ils aient réorganisé leurs forces. Si, par contre, cette situation se produit à l'autre pôle du développement de la lutte, avec les masses sur l'offensive, dans une situation révolutionnaire, celles-ci sont capables d'arriver au bord de la prise du pouvoir, motivées par la nécessité de résoudre ce problème objectif. Cela explique pourquoi le slogan de « pain » était parmi ceux qui ont mené le prolétariat russe au pouvoir.

De cette façon se combinent ces deux facteurs objectifs : l'atrocité du moment du système capitaliste est ce qui crée le besoin de se battre et fixe l'objectif immédiat de cette lutte des masses ; le degré de développement du mouvement de masses est ce qui détermine l'explosion, ou non, de cette mobilisation, l'ampleur qu'elle peut avoir, les méthodes qu'elle utilise, ainsi que ses résultats concrets, qui peuvent aller de la réorganisation d'un syndicat jusqu'à la prise du pouvoir.

La conscience immédiate, actuelle, des masses est déterminée par ces deux facteurs. C'est la conscience de la nécessité ressentie et des conditions dans lesquelles elles se trouvent pour faire face aux exploités.

Le parti n'a rien à voir avec cette conscience immédiate des masses. Mais avec l'argument que le rôle du parti est « dans une certaine mesure » – qu'il ne définit pas – un déterminant de la conscience immédiate des masses, Germain tombe dans une erreur ultragauchiste typique : il confond son propre niveau de conscience, ou celui du parti, avec celui des masses. C'est l'autre face, la « rationnelle », de cette intelligentsia romantique dont nous avons parlé : celle qui confond, non pas ses sentiments, mais son niveau politique, avec celui des masses.

Quatrième affirmation : le parti peut prévoir les changements intervenant dans le niveau de conscience des masses. Ce n'est vrai que dans un sens général et historique. Nous savons que le système capitaliste en décadence, le système impérialiste, fera supporter toujours plus de misère et d'exploitation aux travailleurs, que, par conséquent, il leur créera de plus en plus de besoins et que, par conséquent encore, il les rendra de plus en plus conscients que leurs problèmes ne peuvent être résolus que par la lutte. Les luttes du mouvement de masses se développeront d'une manière de plus en plus profonde et violente, le rapport de forces avec la bourgeoisie leur sera de plus en plus favorable ; les masses seront de plus en plus conscientes de leur propre force et de plus en plus disposées à se lancer dans de nouvelles mobilisations. Ce processus les amènera au bord de la conscience politique de classe, révolutionnaire, de leur capacité et leur devoir de prendre le pouvoir. Elles en resteront toutefois là – puis régresseront – s'il n'existe pas un parti révolutionnaire qui les rende totalement conscientes de cette situation, qui les organise et les guide pour aller de l'avant.

Mais cela est valable en général, pour toute l'étape historique. Dans un sens concret, immédiat, le parti a des possibilités très limitées de prévoir les changements dans la conscience des masses. Non tant par le facteur économique (les problèmes créés par le système impérialiste) qui ne change pas très vite, mais par le développement de ses propres luttes. Chaque fois que les masses entrent en lutte, il est impossible de savoir à l'avance si elles gagneront ou si elles perdront, ce qui est pourtant l'élément décisif pour connaître le niveau de conscience d'où partiront les luttes futures. Supposons qu'elles se lancent dans une grève générale et que celle-ci dure deux ou trois jours. Il peut arriver que les masses finissent par être défaites, que leurs dirigeants soient licenciés, sans avoir rien obtenu du tout. Il peut se passer également qu'elles reprennent le travail, sans avoir obtenu satisfaction sur toutes leurs revendications, mais en ayant arraché des victoires partielles (une augmentation de salaire, une réduction de la journée de travail, etc.) Il peut se passer encore qu'elles transforment la grève générale en insurrection et prennent le pouvoir politique dans leurs mains. Il est évident

que leur niveau de conscience au lendemain de la grève sera différent dans chaque cas. Dans le premier, elles seront conscientes du fait qu'elles ne doivent pas repartir en grève sans s'être réorganisées ; dans le dernier, elles seront conscientes que leur prochaine tâche est d'organiser la défense de l'Etat ouvrier et de commencer la construction du socialisme.

Dans le meilleur des cas, le parti peut manier quelques hypothèses, indiquer la plus probable et se préparer théoriquement à affronter cette nouvelle situation. Ce sera relativement facile dans les périodes d'accalmie de la lutte de classes, mais ce sera plus difficile dans les périodes critiques, quand les luttes et les changements qui en découlent dans la conscience immédiate des masses se succèdent jour après jour. Dans cette dernière situation, cette tâche est tellement difficile que les hypothèses du parti bolchevik lui-même restent en retrait par rapport à la réalité, à mesure que l'on se rapprochait d'octobre 1917. Mais il s'agit d'un travail interne du parti, de préparation théorique afin d'affronter de nouvelles situations. Cela n'a rien à voir, comme nous le verrons plus loin, avec la politique du parti en direction des masses, car dès que la réalité démontre que notre hypothèse la plus probable ne se produit pas, nous sommes obligés d'improviser une nouvelle politique conforme à la nouvelle situation. Il y a longtemps que les marxistes soutiennent que la réalité est plus riche que n'importe quel schéma.

Nous signalons que nous parlons toujours de la conscience immédiate des masses. Le parti peut faire des prévisions générales, sur la base des lois générales de la lutte de classes, découvertes par le marxisme, et pour des périodes déterminées de temps. Par exemple : montée du mouvement de masses = tendance à des gouvernements kérenskistes ; crise économique = division de la bourgeoisie ; etc. Le camarade Germain, qui se croit capable de prévoir les changements dans la conscience immédiate des masses, a démontré être complètement incapable de réaliser cet autre type de prévisions plus simples.

Cinquième, sixième et septième affirmations : Un des objectifs principaux du parti est d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière ; il ne doit donc pas attendre que les changements dans la conscience immédiate des masses se soient produits pour adapter ses mots

d'ordre, mais il doit agir en fonction de ces changements (étant donné qu'il est capable de prévoir ces changements), sans prendre comme critère décisif le niveau de conscience présent des masses pour lancer ses mots d'ordre.

Ces affirmations se détruisent d'elles-mêmes, car le parti, comme nous venons de le démontrer, est incapable de prévoir les changements dans la conscience immédiate (présente) des masses. Mais laissons au camarade Germain un avantage, supposons que le parti soit capable de les prévoir. Cette difficulté une fois éliminée, le syllogisme du camarade Germain se développe avec clarté : le parti a pour objectif d'élever le niveau de conscience des masses vers la conscience politique de classe (vrai !), par conséquent, ses mots d'ordre ne doivent pas partir du niveau de conscience présent, mais de celui que prévoit le parti pour le futur (faux !, mille fois faux !). Si le camarade Germain parle de futurs niveaux de conscience et propose d'adapter nos mots d'ordre à ceux-ci, nous nous demandons pourquoi il n'a pas comme seul et unique mot d'ordre celui de la prise du pouvoir, de la révolution prolétarienne au niveau mondial. Nous ne voyons pas la différence qu'il y a entre avancer un mot d'ordre adapté au niveau de conscience qui sera celui des masses dans un mois ou un an et lancer un mot d'ordre pour un avenir plus lointain, dans dix ou vingt ans. Pourquoi voir si petit ? Il vaut mieux avancer tout de suite la prise du pouvoir au niveau mondial. C'est un mot d'ordre pour un niveau de conscience futur aussi bon qu'un autre ; si les masses sont prêtes aujourd'hui à écouter et à se mobiliser sur un de nos mots d'ordre pour un futur proche, pourquoi ne seraient-elles pas prêtes à le faire sur un mot d'ordre pour un futur lointain ? Dans les termes exposés par Germain, le problème est quantitatif et non qualitatif. Et un problème quantitatif (de quantité de temps) ne peut pas définir le caractère d'un mot d'ordre. Et ainsi, pendant qu'on y est, prenons celui qui nous plaît le plus : la prise du pouvoir au niveau mondial !

Pour nous, le problème est qualitatif : il y a des mots d'ordre pour le présent ou pour le futur. Et nous affirmons de toutes nos forces qu'il faut utiliser les mots d'ordre qui partent du niveau de conscience, et des besoins présents des masses, et nous sommes totalement contre le fait d'utiliser un mot d'ordre

qui parte d'un niveau de conscience supposé (ou prévu), et de besoins futurs du mouvement de masses.

On pourra nous opposer le fait que, lorsque nous avons avancé pour la première fois aux Etats-Unis le mot d'ordre « Les troupes hors du Viet Nam, maintenant ! », le mouvement de masses n'avait pas la conscience immédiate de la nécessité de ce mot d'ordre, qu'il ne le ressentait pas comme sien. Cela arrive parce que, entre la nécessité immédiate et la conscience immédiate des masses, il existe la même contradiction dialectique qu'entre l'objectif et le subjectif. L'existence d'une nécessité objective ne détermine pas nécessairement que les masses ont conscience de cette nécessité. Qui plus est, la conscience immédiate est toujours en retard par rapport à la nécessité immédiate. Et c'est précisément pour cela que nos mots d'ordre d'agitation doivent être un pont entre ces deux facteurs inégalement développés. Parmi ces deux éléments, c'est, comme toujours, l'élément objectif qui est décisif : la nécessité présente. C'est ce que Germain ne prend pas en compte, puisque pour lui, le facteur déterminant de nos mots d'ordre n'est pas la nécessité objective immédiate, mais la conscience future probable.

Si nous parvenons à jeter ce pont, à élaborer ce mot d'ordre juste, qui fasse la synthèse entre la nécessité immédiate et la conscience immédiate des masses, serons-nous parvenus à nous transformer « jusqu'à un certain point » en un facteur déterminant de leur niveau de conscience ? Ce ne sera le cas que si les masses ou un de leurs secteurs reprennent notre mot d'ordre. Car, même si notre mot d'ordre est scientifiquement élaboré, même s'il était parfait, une multitude de raisons historiques et objectives immédiates peuvent empêcher les masses de passer par le pont que nous avons jeté. Cela ne dépend de nous que dans une seule mesure, celle que nous lançons le mot d'ordre juste. Le reste, ce qui est véritablement déterminant, est comme toujours le facteur objectif. Si les masses reprennent nos mots d'ordre et se mobilisent en conséquence, nous serons effectivement, à un certain point, un facteur déterminant de leur conscience. Si, pour des raisons objectives, elles ne peuvent pas le faire, nous ne serons pas un facteur déterminant de leur conscience, dans quelque mesure que ce soit.

Trotsky ne raisonnait pas comme Germain, mais comme nous. Il signalait que, depuis la grande crise et avec le chômage, la nécessité immédiate de la classe ouvrière nord-américaine était de trouver du travail. « Théoriquement », le mot d'ordre correspondant devait être « échelle mobile des heures de travail ». Mais Trotsky n'appliqua pas ce mot d'ordre, il prit en compte, en plus de la nécessité immédiate, la conscience immédiate de la classe ouvrière nord-américaine qui faisait confiance à Roosevelt^t, et il avança : « (...) demandons à Monsieur Roosevelt et à son équipe d'experts de proposer un programme de travaux publics, permettant à tous ceux capables de travailler de gagner un salaire décent. »⁵⁸

Ce mot d'ordre d'exigence faite à Roosevelt jette un pont entre la nécessité immédiate (chômage) et la conscience immédiate (confiance en Roosevelt) pour impulser la mobilisation de la classe ouvrière. Si Trotsky avait pris seulement en compte la nécessité immédiate, pour formuler sa politique, celle-ci n'aurait pas été appropriée à la mobilisation de la classe ouvrière, puisqu'elle ne prenait pas en compte sa conscience immédiate.

L'escalade étasunienne au Viet Nam posait une nécessité immédiate, celle du retrait des troupes, qu'elle soit en accord ou non avec le niveau présent de conscience. Le pont que nous devons jeter ne pouvait descendre plus bas que cette exigence ; pour s'adapter à la conscience immédiate, il ne pouvait être question que de forme ou de langage, il ne pouvait pas être question d'ignorer la nécessité à l'origine de notre mot d'ordre. Toute tentative de baser notre revendication sur le seul niveau de conscience présent, sans considérer comme élément décisif la nécessité immédiate du mouvement de masses et son indispensable mobilisation pour résoudre cette nécessité, n'est que de l'aventurisme. Notre politique est un tout, elle embrasse une analyse, un programme (nécessité et conscience historique), la propagande et l'agitation (nécessité et conscience immédiates) et elle a pour objectif la mobilisation permanente des masses jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Cela

^t Franklin Delano Roosevelt était le Président des Etats-Unis de 1933 à 1945. En mars 1933, il lança une campagne de « New Deal » (redistribuer les cartes), avec des mesures sociales telles que la création d'emplois dans le secteur public pour absorber le chômage.

signifie que tout cela est intimement lié et que tous les facteurs dépendent les uns des autres, les mots d'ordre pour la mobilisation des masses étant le facteur décisif.

Trotsky, critiquant cette coutume de se donner des tâches en fonction de prédictions, disait, il y a plus de trente ans : « *Notre tâche ne consiste pas à faire des prédictions sur le calendrier, mais à mobiliser les ouvriers sur des mots d'ordre issus de la situation politique. Notre stratégie est l'action révolutionnaire, pas les spéculations abstraites.* »⁵⁹

Toute tentative de lancer des mots d'ordre et des revendications adaptés au niveau de conscience qui n'est pas celui de l'étape actuelle, pour une étape immédiate de la lutte de classes, est une erreur ultragauchiste, a fortiori lorsque c'est toute une stratégie qui est ainsi élaborée, comme celle de l'entrisme sui generis. Alors que le stalinisme menait une politique ultraopportuniste et se consacrait à la collecte de signatures pour la paix, Germain et les camarades de la majorité soutenaient qu'il y aurait une guerre et que le stalinisme, poussé par les circonstances, changerait sa politique et sa mentalité. Ils en tirèrent la stratégie de l'entrisme dans les rangs staliniens, dans l'attente de ces changements (qui ne vinrent jamais).

Il en va de même avec les mots d'ordre à nous. Nous ne pouvons pas les élaborer pour une étape future de la lutte de classes, ni pour la conscience et les besoins que les masses auront dans un futur incertain. Nous ne pouvons pas le faire, tout d'abord et précisément parce que nous ne connaissons pas cette étape et que nous sommes incapables de la connaître avant qu'elle n'existe. Mais même si nous étions capables de deviner le futur (« prévoir », dirait Germain), nous ne pouvons pas utiliser ces mots d'ordre pour un motif beaucoup plus important : que les mots d'ordre n'ont d'autre objectif que celui de mobiliser les travailleurs. Et si les mots d'ordre reflètent des besoins et un niveau de conscience futurs, ils seront incompréhensibles pour les masses. Par exemple, si au lieu du mot d'ordre de paix, le parti bolchevik aurait avancé celui des concessions à faire aux Allemands, comme à Brest-Litovsk, à cause de la guerre impérialiste, il n'aurait pas fait la Révolution russe.

Que le parti ait pour but d'élever la conscience des masses vers la conscience politique de classe, ne veut

pas dire qu'il soit capable de le faire par lui-même. Le camarade Germain est le premier à insister sur le fait que les masses n'apprennent que par leurs actions. Notre objectif est donc de les mobiliser afin qu'elles acquièrent, à travers cette mobilisation, la conscience politique de classe. Jusque-là nous sommes d'accord. Mais nous ne sommes plus d'accord sur la façon de les mobiliser. Germain dit que nous devons les mobiliser sur la base de mots d'ordre correspondant au niveau de conscience qu'elles auront plus tard. Nous disons que nous mobilisons les masses en avançant des mots d'ordre pour les besoins et le niveau de conscience qu'elles ont actuellement.

Germain et nous, lors d'une grève générale

Supposons qu'il y ait des conflits sur les salaires, d'une manière isolée dans 30 ou 40 % des entreprises industrielles. Quel est le besoin des masses à ce moment-là ? L'unification de tous ces conflits en une grève générale. Quel doit être notre mot d'ordre ? *Grève générale pour une augmentation générale des salaires !* Quel serait le mot d'ordre avancé par le camarade Germain ? Il raisonnerait de la manière suivante : comme une grève générale poserait le problème du pouvoir, notre mot d'ordre doit être : *Grève générale pour prendre le pouvoir !* Mais ce serait une erreur catastrophique. Les masses ont besoin de faire une grève générale pour obtenir de meilleurs salaires, et elles sont conscientes de cela, ou doivent le devenir ; mais elles ne sont pas conscientes du besoin de prendre le pouvoir et ne le ressentent absolument pas. Notre mot d'ordre de *grève générale pour de meilleurs salaires* prendrait racine dans un terrain fertile et croîtrait dans l'ensemble du mouvement de masses, et la grève générale deviendrait un fait. Le mot d'ordre de Germain tomberait dans le vide ; il ne serait suivi que par un tout petit secteur de l'avant-garde ; et il liquiderait toute possibilité d'une grève générale massive.

Nous sommes toutefois conscients, comme Germain, que la grève générale pose le problème du pouvoir. Mais elle le pose quand la grève est déjà un fait. Pour pouvoir poser le problème du pouvoir, nous devons d'abord en arriver à que la grève générale se fasse. Si nous parvenons à faire partir les masses à la grève générale, qui paralyse le pays,

qui désespère la bourgeoisie, remet en cause tout son système et l'oblige à mettre en place la répression, alors les masses seront en condition de voir clairement que la seule issue de la grève générale est la prise du pouvoir. C'est cela qui sera alors la nécessité immédiate des masses, leur unique solution. A ce moment-là, si le parti maintient le mot d'ordre *grève générale pour de meilleurs salaires*, il commet un crime et une trahison. Le moment est venu, de changer de mot d'ordre ! La mobilisation des masses est parvenue au point où elles peuvent comprendre la nécessité de prendre le pouvoir. Le mot d'ordre de cette nouvelle étape doit correspondre à ce nouveau besoin. Le mot d'ordre du moment devient alors : *Tout le pouvoir aux soviets !* (ou au comité qui dirige la grève).

Si nous ne parvenons pas à pousser les masses à la grève générale, parce que nous avons posé pour cette grève un objectif différent de celui ressenti et désiré par les masses (le pouvoir au lieu des salaires), nous pouvons crier « *Grève générale pour la prise du pouvoir* » pendant des siècles, mais nous n'obtiendrons rien. Il peut arriver que la grève générale se produise malgré nous, mais ce qui est certain, c'est que les masses ne prendront pas le pouvoir.

Germain pourrait alors nous répondre par le raisonnement suivant : si avant la grève générale nous avons affirmé que sa seule issue est la prise du pouvoir, au moment où les masses s'affronteraient à cette situation, elles sauraient le reconnaître et nous considéreraient comme une bonne direction qui a su prévoir les événements. C'est un raisonnement intellectuel, faux. C'est celui de l'avant-garde, pas celui des masses. Nous devons effectivement expliquer patiemment à l'avant-garde, avant la grève générale, que celle-ci posera le problème du pouvoir et qu'elle doit se préparer pour le prendre. Toute notre propagande en direction de l'avant-garde doit avoir ce seul et unique axe. Et l'avant-garde saura reconnaître que notre prévision était correcte et elle entrera massivement dans notre parti.

Mais si les masses se comportaient de cette manière, faire la révolution serait très facile : nous n'aurions qu'à faire de l'agitation avec le mot d'ordre de la prise du pouvoir pendant 5, 10, 20 ou 50 ans. Lorsque la crise révolutionnaire arrivera (la grève générale par exemple) – et elle peut arriver, même

si nous n'existons pas, car c'est un moment inévitable de la lutte de classes –, les masses se souviendront de notre agitation pendant tant d'années, nous reconnaîtront comme leur direction et prendront le pouvoir. Mais les masses n'avancent pas ainsi, elles reconnaissent comme direction ceux qui ont su les mobiliser en lançant les mots d'ordre précis pour chacune des luttes qu'elles ont entreprises. Et ceux qui ne leur ont proposé qu'un mot d'ordre qui n'a rien à voir avec leurs besoins, non seulement seront-ils refusés en tant que directions, mais ils seront considérés en outre comme un élément éloigné des masses, un être étrange venu d'ailleurs.

Il y a donc deux raisons pour lesquelles nous devons faire de l'agitation auprès des masses sur le mot d'ordre qui correspond à leur niveau de conscience et leurs besoins présents. La première est que c'est la seule manière de mobiliser les masses, et la mobilisation des masses est la seule manière d'élever le niveau de conscience des masses. C'est-à-dire que ce qui est important, c'est d'arriver à la grève générale, car ce n'est que pendant la grève générale que les masses pourront élever leur conscience jusqu'à la compréhension de la nécessité de prendre le pouvoir. La seconde raison pour agiter ces mots d'ordre est que c'est la seule manière d'être reconnu en tant que direction et de gagner du prestige, de l'influence et de la confiance auprès des masses. Les masses se souviennent, et pour cela elles ont bonne mémoire, de ceux qui ont su leur dire qu'il fallait faire un front unique contre le fascisme quand elles avaient besoin de le faire ; de ceux qui leur ont proposé de lutter pour de meilleurs salaires quand elles en avaient besoin ; de ceux qui leur ont dit – pourquoi pas ? – de reculer afin de ne pas être écrasées.

C'est seulement ainsi, en agitant ces mots d'ordre, qu'un parti peut gagner le droit d'être direction. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera reconnu en tant que direction avant la crise révolutionnaire. Car si ce n'est pas le cas, au moment de la crise révolutionnaire, il n'y aura personne avec l'autorité nécessaire pour être entendue par les masses, pour avancer le seul mot d'ordre, la seule tâche dont le mouvement de masse ne peut jamais être pleinement conscient par ses propres moyens : le mot d'ordre et la tâche de prendre le pouvoir.

Cela n'est pas nouveau. Trotsky a mené une longue lutte contre

l'ultragauchisme avec ce même axe. Il refusait d'avancer le mot d'ordre des soviets en Allemagne, de l'armement en Espagne, du contrôle ouvrier en Allemagne, quand les conditions et le niveau de conscience du mouvement de masses ne le mettaient pas à l'ordre du jour.

Tout le secret de la politique trotskiste consiste précisément à mesurer au millimètre près les besoins et le niveau de conscience des masses à tout moment, et à découvrir les mots d'ordre appropriés à eux. La politique trotskiste est concrète : présente au niveau de ses mots d'ordre ; et historique au niveau de son programme. Ce n'est rien de plus que l'expression de la vieille contradiction entre l'immédiat et le long terme, entre le concret et l'abstrait, qui, à ce niveau, se manifeste dans la contradiction entre les mots d'ordre et les programmes, entre l'agitation et la propagande.

Cela explique pourquoi le parti bolchevik changeait constamment les mots d'ordre dans la courte période de quelques mois : *Tout le pouvoir aux soviets ! A bas les ministres bourgeois ! Tous contre Kornilov ! Assemblée constituante !* et de nouveau, *Tout le pouvoir aux Soviets !*

Tout l'art et la science de nos partis et de nos directions passent par leur faculté à détecter les changements dans les nécessités et le niveau de conscience du mouvement de masses. Pour détecter ces changements dans la conscience des masses, nous utilisons deux outils. Le premier est constitué par les mots d'ordre d'agitation : « *Pour un parti, l'agitation est aussi un moyen d'écouter les masses, pour détecter leur état d'esprit et leurs pensées, et afin de prendre telle ou telle décision en fonction de ce sondage.* »⁶⁰

Le deuxième outil est celui qui nous permet d'évaluer le « résultat » de notre agitation et de « prendre telle ou telle décision ». Cet outil est notre méthode d'analyse et notre programme historique, qui résumant à leur tour la lutte historique et de classe du mouvement ouvrier et l'histoire de toute la lutte de classes.

Cette dialectique entre le long terme et l'immédiat, entre l'historique et le présent, l'abstrait et le concret, se synthétise, s'unifie lorsque le parti révolutionnaire réussit à diriger le mouvement ouvrier vers la conquête du pouvoir. Mais pour parvenir à la résolution de

cette contradiction, il faut passer par des étapes différentes de la lutte de classes, des étapes qui sont toujours concrètes, immédiates et présentes, jusqu'à ce qu'elles deviennent historiques, c'est-à-dire jusqu'à ce que la lutte immédiate du mouvement de masses soit la prise du pouvoir, la grande tâche historique.

L'immédiat, les luttes concrètes du mouvement ouvrier se transforment en une tâche historique grâce au parti. Cette synthèse se manifeste quand se produit l'unité de notre parti et de son programme (tous deux étant l'expression des intérêts historiques du prolétariat) avec la classe ouvrière, et de celle-ci avec les larges masses. C'est alors que s'opère la synthèse des contradictions entre le parti et le mouvement de masses, entre le programme et les mots d'ordre, entre la propagande et l'agitation, entre les tâches du parti et les tâches du mouvement de masses. Dans l'insurrection, les masses, la classe ouvrière et le parti ont une seule et unique tâche, un seul et unique mot d'ordre, un seul et unique programme, et réalisent une seule et unique action immédiate et historique en même temps : la prise du pouvoir.

6. « Initiatives révolutionnaires » du parti ?

La troisième critique du camarade Germain aux six points de Camejo est la suivante : « *Troisièmement : une autre dimension essentielle du concept léniniste de parti révolutionnaire est absente dans "l'essence" donnée par le camarade Camejo : l'initiative révolutionnaire. [...] Une chose est de "promouvoir" les luttes des masses par différents moyens, en commençant par être de bons syndicalistes et en ayant des cadres qui soient acceptés par les travailleurs dans les locaux. Autre chose, bien différente, est de prendre l'initiative d'organiser et être capable de diriger les luttes anti-capitalistes de masses en tant que parti révolutionnaire. [...] Et une des caractéristiques essentielles du centrisme classique de l'école de Kautsky-Bauer^u était précisé-*

^u Karl Kautsky était un marxiste allemand, considéré pendant quarante ans comme le théoricien officiel de la SPD. Il y reprochait au pouvoir bolchevique d'être une dictature plus blanquiste que marxiste. Lénine (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* - 1918) et Trotsky (*Terrorisme et communisme* - 1920) l'accusaient de reprendre les théories des mencheviks.

Otto Bauer succéda Victor Adler à la direction du Parti social-démocrate autrichien à partir de 1918,

ment cette incapacité à percevoir la nécessité d'une initiative révolutionnaire du parti, faisant que le "rapport de forces", les "conditions objectives" et "l'état d'esprit des masses" décident toujours de tout et d'une manière fatalement déterminée. Le léninisme se différencie de ce type de centrisme par sa capacité de comprendre comment l'initiative révolutionnaire peut modifier le rapport de forces. »⁶¹

Le désastre de la guérilla en Amérique latine (une « initiative révolutionnaire » par excellence) rend le camarade Germain très prudent et très vague dans sa définition de l'« initiative révolutionnaire ». Il nous dit d'abord qu'il existe une différence entre faire du syndicalisme et « prendre l'initiative d'organiser et être capable de diriger les luttes anti-capitalistes de masse ». Personne ne peut s'opposer à cette affirmation : il est évident que le parti doit prendre l'initiative, avec toute l'audace nécessaire, pour tenter d'organiser et de diriger les luttes anticapitalistes des masses, et ne pas se limiter au syndicalisme. Par ailleurs, nous ne voyons pas ce que vient faire cette digression du camarade Germain, à moins qu'il ne pense qu'il y ait une section de notre Internationale qui se propose de faire (ou fait) exclusivement du syndicalisme. Et si c'est ce qu'il pense effectivement, il devrait alors donner beaucoup plus d'importance à ce problème, car ce serait une grave déviation.

Mais ensuite, le camarade Germain commence à préciser un peu le tableau. Il dit que le centrisme de Kautsky-Bauer affirme que tout est fatalement déterminé par le « rapport de forces », « les conditions objectives » et « l'état d'esprit des masses », le léninisme s'en différenciant en soutenant que « l'initiative révolutionnaire (du parti) peut modifier le rapport de forces ».

Le rapport de forces mesure, comme l'indique l'expression, la *force relative* à chaque moment, des deux principaux antagonistes dans la lutte de classes permanente. Quand nous disons que nous sommes plus forts, cela signifie donc que nous sommes plus forts que la bourgeoisie. A un moment donné, le mouvement de masses peut être à l'offensive (en montée) et la bourgeoisie à

et fut avec de dernier le défenseur de « l'austro-marxisme », à l'origine en 1921 de l'Internationale « deux et demi », un effort pour unifier la Seconde et la Troisième Internationale.

6. « Initiatives révolutionnaires » du parti ?

la défensive ; à un autre moment, cela peut être l'inverse ; et il peut y avoir aussi des périodes de stabilité relative. Mais en général, nous pouvons dire qu'un affaiblissement de la part du mouvement de masses correspond à une avancée de la bourgeoisie. Ce rapport de forces entre les classes, comme nous l'avons vu, donne lieu, selon Trotsky, à quatre types de situation générale, quatre régimes : contre-révolutionnaire, non-révolutionnaire, pré-révolutionnaire et révolutionnaire.

Revenons maintenant à l'affirmation de Germain que « l'initiative révolutionnaire du parti » peut « modifier le rapport de forces », que l'initiative du parti peut transformer un régime contre-révolutionnaire en un régime non révolutionnaire, puis celui-ci en un pré-révolutionnaire et ce dernier enfin en un révolutionnaire. Contrairement à son habitude de nous submerger de citations et d'exemples historiques et actuels de toutes sortes, Germain n'en utilise aucun sur ce point. Et ce n'est pas un hasard, il n'y en a pas. Pour les marxistes sérieux, les superstructures (et le parti révolutionnaire en fait partie) sont déterminées par les structures (les classes) et jamais l'inverse. Il est absolument impossible qu'une superstructure modifie, de par sa propre « initiative », les rapports entre les classes. Il existe également une dialectique dans ce domaine, les superstructures prennent un poids énorme dans les moments de grande instabilité et de crise de la structure, par exemple dans une situation révolutionnaire, et seulement dans ces moments. Mais l'aboutissement à cette situation de crise ne dépend en rien des superstructures, mais des lois qui régissent la lutte entre les classes.

Ce qui fait que l'affrontement entre les classes arrive au point de la crise totale et absolue de la crise (la crise révolutionnaire), c'est que l'existence du capitalisme est conditionnée par une loi selon laquelle il aura une crise économique de plus en plus profonde et le mouvement de masses réagira toujours face aux pénuries provoquées par cette crise. Quand la crise révolutionnaire arrive, et seulement à ce moment-là, les superstructures définissent l'issue de la crise : l'Etat bourgeois et les partis bourgeois et petit-bourgeois qui ont une influence dans le mouvement de masses poussent vers une issue réactionnaire et bourgeoise de la crise ; le parti révolutionnaire pousse vers l'issue

révolutionnaire et ouvrière. Telle ou telle issue à la crise dépend du camp, de ces deux, qui gagnera la direction du mouvement de masses. Cela signifie que, si le parti révolutionnaire a réussi à gagner la classe ouvrière, si celle-ci prend fermement la direction du mouvement de masses et si l'ample majorité des masses petites-bourgeoises la soutient ou reste neutre dans la lutte, la crise se dénoue vers la révolution prolétarienne. Si le parti révolutionnaire n'y réussit pas, et si les superstructures bourgeoises entraînent la petite bourgeoisie et en arrivent à tromper de larges secteurs du mouvement de masses et de la classe ouvrière, la crise se résout par une solution bourgeoise contre-révolutionnaire.

Mais même dans ce cas-là, le rôle des superstructures n'est pas déterminant d'une façon directe. La superstructure « parti révolutionnaire » ne prend pas « l'initiative » de la conquête du pouvoir, elle essaie de gagner le mouvement de masses pour que celui-ci prenne « l'initiative révolutionnaire » d'accaparer les rênes de l'Etat. Ainsi, « gagner le mouvement de masses à l'initiative révolutionnaire » est simplement une tâche politique du parti.

Cette dialectique entre le parti et le rapport de forces entre les classes se produit également, mais d'une manière qualitativement inférieure, dans les périodes de stabilité de la structure. Quand la poussée des luttes de masses est moindre, l'influence du parti est moindre ; si elle croît, l'influence du parti croît également. Mais le parti ne peut qu'accélérer (et dans des limites bien précises) le développement du mouvement de masses, jamais provoquer un changement dans le rapport de forces par sa propre initiative. Après une grève, le rapport de forces entre les classes n'est pas le même si celle-ci a été victorieuse ou défaite.

Le parti peut jouer un rôle dans cette situation, à condition d'être la direction de la grève, ou d'y être parvenu à un moment de son développement. Si le parti dirige la grève vers la victoire, cela accélère le développement du mouvement de masses, change le rapport de forces en faveur du mouvement ouvrier. Et si la grève est très importante, cela peut signifier un changement de régime, en passant par exemple d'une situation non révolutionnaire à pré-révolutionnaire. Mais, encore une fois, ce qui produit le changement dans le rapport de forces n'est pas directement le

parti, mais cette victoire du mouvement de masses. Le parti, en dirigeant correctement le mouvement de masses dans cette grève, *a accéléré* le changement de régime, il *a aidé* le mouvement de masses à modifier son rapport de forces avec la bourgeoisie, mais, *d'aucune manière, il n'a changé ce rapport de forces* par sa propre initiative. Si les masses n'avaient pas été disposées à faire la grève, ou si celle-ci avait échoué (et cela peut arriver à cause de facteurs objectifs, même sous notre direction), le parti n'aurait rien pu faire.

C'est l'ABC du marxisme. Et c'est pour cela que ce n'est pas un hasard si Germain n'a pas pu étayer par une seule citation que ses fameuses « initiatives révolutionnaires » sont capables de modifier le rapport de forces. Il n'a pas non plus apporté un seul exemple de cela. Y a-t-il une initiative révolutionnaire du parti qui ait servi à changer le rapport de forces entre les classes ? Cela pourrait-il être la guérilla d'Inti Peredo en Bolivie ? Ou peut-être les longues années de « préparation à la lutte armée » du POR-C ? Ou encore les actions des Tupamaros en Uruguay ? Ou celles du PRT-C-ERP en Argentine ?^v Aucun de ces exemples n'appuie la conception de Germain. Dans tous ces pays, seule la mobilisation des masses a modifié le rapport de forces : la grève générale contre le putsch de Miranda en Bolivie ; les grandes grèves générales comme celle des employés de banque et des ouvriers des abattoirs en Uruguay ; le *cordobazo* en Argentine, etc. Et dans ces faits de la lutte de classes qui ont réellement changé le rapport de force, ni le POR-C, ni Inti Peredo, ni les Tupamaros, ni le PRT-C n'y furent pour quelque chose. La seule chose où ils ont eu quelque chose à voir, c'est dans les excuses données au régime pour intensifier la répression, payée très cher par le mouvement ouvrier.

Avec les « initiatives révolutionnaires » ou avec le mouvement de masses ?

Comme toute question théorique, celle-ci ne s'arrête pas à la théorie, mais se manifeste avec une grande clarté dans la politique pratique. Jusqu'à présent, nous avons polémique avec Germain pour savoir si les mots d'ordre que nous utilisons doivent répondre ou

^v Voir les chap. 1.1 et 1.3 pour les allusions aux luttes en Bolivie et le chap. 2.1 pour l'Argentine. Inti Peredo a continué la guérilla en Bolivie après l'assassinat du Che Guevar

non aux besoins et à la conscience immédiats des masses ; nous avons polémique pour savoir si cette agitation devait se faire au sein du mouvement de masses ou en direction de l'avant-garde. Et il semblait que nous étions en accord sur le fait que les mots d'ordre (ou revendications) sont l'outil fondamental pour développer notre politique. Mais maintenant, le désaccord tend à s'agrandir.

Pour Germain, les « initiatives révolutionnaires » sont une « dimension essentielle du concept léniniste de parti révolutionnaire » ; pour être léniniste, le parti révolutionnaire doit donc avoir pour tâche centrale de prendre des initiatives révolutionnaires, pour son propre compte et à ses risques et périls. Le rôle de ces initiatives n'est pas très clair dans le paragraphe où Germain critique Camejo, mais de toute sa conception et de la politique appliquée par quelques sections dirigées par la majorité, il découle clairement que ces initiatives ont pour fonction de donner l'exemple aux masses et de leur montrer la voie dans laquelle elles doivent engager leurs mobilisations. Exemple : le POR-C prend l'initiative de la lutte armée (ou de sa préparation) pour que les masses boliviennes le suivent et se lancent dans la lutte armée (ou sa préparation) ; la Ligue communiste^w prend l'initiative de lutter physiquement contre le fascisme et attaque un meeting d'*Ordre nouveau* pour que les masses françaises suivent son exemple et démantèlent le fascisme partout en France, etc. Si nos partis ne prennent pas de telles initiatives, ils sont indignes, selon Germain, du nom de partis léninistes et trotskistes.

De quel nom qualifierait-il alors le parti bolchevik russe ? Nous préférons ne pas y penser ! Rappelons seulement que, quelques semaines avant la révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky discutaient pour savoir s'il fallait... prendre le pouvoir au nom des soviets ou au nom du parti ! Même le parti bolchevik, au moment culminant de son influence dans le mouvement de masses, ne s'est pas aventuré à prendre « l'initiative révolutionnaire » de la prise du pouvoir ! Il manquait évidemment à ce parti la dimension essentielle qui préoccupe tant le camarade Germain.

Si nous sommes contre le fait que le parti prenne des initiatives pour son compte, cela ne signifie pas que nous soyons contre toute initiative de sa part.

Nous sommes contre les initiatives par lesquelles le parti prétend se substituer aux masses dans des tâches qui leur reviennent, lorsqu'il prétend affronter pour son propre compte le régime bourgeois ou un secteur de la classe ennemie du prolétariat ou encore une organisation de ce secteur de classe (comme un groupe fasciste). Nous sommes pour que le parti combatte toutes les classes, secteurs et organisations ennemies du mouvement de masses, pour qu'il les dénonce dans sa propagande et son agitation par des mots d'ordre pour tenter de mobiliser le mouvement de masses contre eux, mais jamais pour qu'il les affronte physiquement tout seul, sans le soutien actif du mouvement de masses ou d'un de ses secteurs.

Cela ne veut pas dire non plus que nous devons nous croiser les bras à attendre d'avoir convaincu la majeure partie du mouvement de masses et de ses organisations, pour lancer nos mots d'ordre et tenter de mobiliser les secteurs qui sont déjà confrontés, objectivement, à la nécessité de le faire. C'est là que nous devons développer nos plus grandes initiatives, mais avec le seul et unique objectif d'entraîner la mobilisation et l'organisation révolutionnaire du mouvement de masses ou d'un de ses secteurs. Curieusement, ceux qui sont pour des initiatives propres du parti sont particulièrement peu imaginatifs et peu audacieux en ce qui concerne la réalisation des véritables initiatives révolutionnaires du parti. C'est ainsi que le POR-C a consacré en Bolivie toute son imagination à inventer une Armée révolutionnaire et n'a pas eu l'initiative et l'audace suffisantes pour lancer les mots d'ordre qui permettraient effectivement l'armement des masses boliviennes : l'armement des organismes de masses pour combattre les coups d'Etat réactionnaires. Et c'est ainsi qu'en Europe, les camarades de la majorité n'ont pris aucune initiative pour soutenir et défendre les guérilleros des colonies portugaises.

Nous ne proposons pas non plus de ne passer à l'action que lorsque l'ensemble ou la majorité du mouvement de masses aura repris nos mots d'ordre. Nous polémiqueons avec Germain précisément parce qu'il considère l'avant-garde comme un secteur formé par des individus du mouvement de masses, alors que nous pensons que, dans le mouvement de masses, un développement inégal fait que, à chaque moment de la lutte de classes, un secteur

déterminé est à l'avant-garde et les autres à un niveau inférieur. En règle générale, nous devons centrer notre intervention sur les secteurs qui présentent les symptômes d'une mobilisation possible. Le régime capitaliste incite ou oblige constamment différentes couches de la classe ouvrière et des exploités à se mobiliser pour se défendre contre les attaques des exploités. Nous devons intervenir à fond dans ces processus objectifs et inégaux pour avancer les mots d'ordre qui mobilisent et organisent en permanence ces secteurs. Chacune de leurs mobilisations et chacune de leurs victoires servira d'aiguillon à la mobilisation et à l'engagement dans la lutte des autres secteurs du mouvement de masses.

Nous ne réussirons d'aucune façon à déborder la bureaucratie ou à donner un exemple permanent au mouvement de masses grâce à l'avant-garde actuelle et au parti, comme le croit le camarade Germain. Nous n'y parviendrons que grâce à des secteurs du mouvement de masses qui entraîneront d'autres secteurs dans la lutte. Toute la science de nos partis consiste justement à savoir préciser quels sont les secteurs du mouvement de masses qui, par leur situation objective et leur niveau actuel de conscience, sont les plus enclins à la mobilisation, afin de nous tourner vers eux avec des mots d'ordre précis et concrets qui les mobilisent. C'est dans cette dialectique que réside tout le secret d'un parti bolchevik. Cela aurait été un crime de ne pas choisir comme axe d'intervention la jeunesse nord-américaine avec le mot d'ordre qui exprimait son besoin le plus immédiat et son niveau de conscience – Que les troupes du Viet Nam rentrent à la maison, maintenant ! –, et d'attendre que tout le mouvement de masses soit en condition de se mobiliser. Cela a été, véritablement, une « initiative » excellente et exemplaire du Socialist Workers Parti (SWP). Mais elle n'a rien à voir avec les « initiatives révolutionnaires » du camarade Germain !

En France par exemple, tout nous oblige à concentrer notre intervention parmi les ouvriers immigrés autour de leurs problèmes spécifiques, le problème national et le fait qu'ils sont le secteur le plus exploité de la classe ouvrière. Nous devons tenter de les mobiliser contre les attaques des bandes fascistes et du capitalisme français qui veut les maintenir dans la condition d'ouvriers et de citoyens de seconde

^w Voir le chap. 3.4.

catégorie. Mais notre obligation découle du fait que ce secteur est en train de donner des indices de sa disposition à se mobiliser, qu'il est un secteur inégalement développé du mouvement de masses qui peut, pour une période, être à l'avant-garde de la classe ouvrière et des masses françaises. C'est le motif pour lequel une de nos tâches les plus urgentes, en France, est celle de chercher les mots d'ordre capables de mobiliser les ouvriers immigrés, mais d'aucune manière, celle de réaliser nous-mêmes, avec notre parti, l'initiative révolutionnaire de lutte contre le fascisme, sans la participation des ouvriers immigrés, dans cette lutte.

Cette conception des initiatives révolutionnaires du parti est dangereuse pour plusieurs raisons. La première est que cette conception n'éduque pas correctement le mouvement de masses et retarde le développement de sa mobilisation et de sa conscience. Les camarades de la majorité ont, par exemple, félicité l'ERP-PRT-C pour avoir séquestré Sylvester, le consul anglais de la ville de Rosario, exigeant (et obtenant) en échange de sa libération une série d'améliorations pour les travailleurs des frigorifiques Swift. Cette initiative révolutionnaire a-t-elle éduqué les travailleurs de l'usine Swift ? Selon les camarades de la majorité, oui, car ils ont donné l'exemple que l'on pouvait obtenir la satisfaction des revendications, à travers la lutte armée. Pour nous, non, car cela leur a démontré que l'action d'un simple groupe d'individus bien intentionnés et audacieux pouvait remplacer leur mobilisation active pour défendre leurs propres intérêts et droits. La dure réalité de la lutte de classes a démenti cette leçon (ou exemple) donnée par les camarades du PRT-C : un peu plus tard, les élections syndicales furent gagnées de nouveau par la bureaucratie péroniste et les conditions de travail redevinrent aussi mauvaises, sinon pires, qu'avant l'« initiative révolutionnaire » de l'ERP.

Nous pourrions en dire autant de l'action de la Ligue communiste contre *Ordre nouveau*. Nous pouvons même dire plus que cela : plus ces initiatives ont de succès relatif, plus elles portent préjudice au développement du mouvement de masses. Si nous continuons à réaliser des actions contre les bandes fascistes et à avoir des succès techniques, avec quels arguments allons-nous tenter de mobiliser les ouvriers

immigrés ? Quand nous essaierons de le faire, ils nous diront « Pourquoi nous mobiliser s'il y a ces braves gens de la Ligue qui se chargent déjà de liquider les fascistes ? » Mais, dans la mesure où les ouvriers immigrés et le mouvement de masses français ne se mobilisent pas contre les bandes fascistes, celles-ci prendront de plus en plus de force (car il s'agit d'un problème de rapport de forces entre les classes) et le moment arrivera où seul le mouvement de masses pourra les mettre en échec. Nos « initiatives révolutionnaires » révéleront alors leur côté négatif : habitué jusqu'alors à ce que les problèmes du fascisme soient résolus par la Ligue, aucun secteur du mouvement de masses ne sera politiquement prêt à se mobiliser contre lui. Les conséquences ne peuvent être que néfastes. Heureusement, il n'y a pas de danger que cela se produise, car dès que le fascisme commencera à monter, notre section – et avec elle ses « initiatives révolutionnaires » – sera entraînée par le mouvement de masses.

Le second danger de ces initiatives révolutionnaires du parti est qu'elles nous amènent à oublier les intérêts révolutionnaires des masses elles-mêmes. Nous pensons que le processus entamé en Europe, précédé par celui de notre continent, sera caractérisé par des milliers de mobilisations de toutes sortes réalisées par les masses. Face à ces milliers de mobilisations, nos partis possèdent peu de cadres pour les suivre, pour leur donner une orientation politique et organisationnelle adéquate. Il nous manque du temps, des militants et des dirigeants pour cela. C'est donc un crime de séparer des cadres des mobilisations réalisées par les masses pour les diriger vers la réalisation de leurs propres actions indépendantes, loin de celles faites par les masses.

La conception, selon laquelle la dimension essentielle du parti à l'étape actuelle est sa capacité d'initiatives propres, tend à nous éloigner de la solution de la contradiction la plus grave affrontée par nos sections : leur terrible faiblesse face aux initiatives et aux mobilisations du mouvement de masses. Cette contradiction menace d'aller en s'aggravant, ou du moins, de rester aiguë pendant une longue étape, car notre croissance et l'amélioration de notre niveau politique seront accompagnées de la croissance des initiatives révolutionnaires du mouvement de masses sur

nos deux continents, si ce n'est dans le monde entier.

Malheureusement, nous n'avons pas eu l'occasion de discuter avec les camarades de la majorité européenne, mais nous l'avons fait avec la nouvelle avant-garde latino-américaine et les représentants de la majorité sur notre continent. Cela fait longtemps également que nous discutons avec les camarades de la direction du SWP. Dans ces conversations, nous avons toujours remarqué une profonde différence entre le langage des camarades de la majorité en Amérique latine, et celui des camarades nord-américains et le nôtre. Les premiers ont la manie d'employer des termes comme « créer » ou « initiative révolutionnaire » ; les seconds parlent de « découvrir les occasions favorables » et de « développer avec audace une politique pour ces occasions ». Nous pensons que nous pouvons dire, très schématiquement, que cette différence de langage exprime une des différences actuelles entre la majorité et la minorité. Pour la majorité, il faut « créer », au moyen de « l'initiative révolutionnaire » des exemples, des leçons pour le mouvement de masses. Pour la minorité, le mouvement de masses n'a besoin d'aucun exemple, ni d'aucun type « d'initiatives révolutionnaire ». Par contre, il faut savoir détecter les mobilisations qui se déroulent ou peuvent se dérouler à partir de leurs besoins et de leur conscience immédiats ; ces mobilisations présentes ou à venir dans un futur proche, nous les nommons « occasions favorables », et toute notre politique doit s'orienter, au moyen de nos mots d'ordre, vers leur utilisation, afin d'éviter que ces mobilisations ne s'arrêtent, et de réussir à gagner leur direction.

Ce n'est donc pas seulement une question théorique, mais aussi pratique. Pourquoi nous casser la tête à chercher comment combattre *Ordre nouveau* ? Si, réellement, *Ordre nouveau* a commencé à attaquer les Algériens et d'autres nationalités opprimées par l'impérialisme français, nous devons entamer tout de suite un travail en profondeur d'agitation en direction des nationalités qui subissent plus particulièrement les attaques de ces gamins fascistes. Seul ce travail nous permettra de connaître la mentalité, les réactions et la disposition de ces nationalités à se défendre contre ces attaques. Si nos mots d'ordre n'ont pas d'échos, cela indique que ces nationalités ne sont pas disposées à le faire,

et le parti devra abandonner, momentanément, cette tâche. Si, au contraire, nos mots d'ordre sont bien reçus par les ouvriers immigrés, si nous réussissons à les organiser, alors et alors seulement, grâce à un travail d'insertion dans les quartiers immigrés attaqués par *Ordre nouveau*, nous donnerons une rossée exemplaire à ces fascistes. Les conditions qui déterminent une tâche, comme toute politique authentiquement révolutionnaire, sont donc d'une part son adéquation à un besoin impérieux du mouvement de masses (se défendre contre les attaques fascistes permanentes), et d'autre part sa liaison à la propre initiative du mouvement de masses (qu'il se mobilise lui-même contre ce danger).

Notre rôle est de travailler au sein de ces mobilisations déjà existantes ou potentielles, d'avancer les mots d'ordre corrects qui reflètent les besoins et la conscience de ce secteur du mouvement de masses, de les organiser, de nous postuler comme direction alternative si elles ont des directions opportunistes à la tête, et de les diriger si nous n'avons pas de rivaux (ce qui peut arriver si nous travaillons sur les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière et du mouvement de masses). Il ne s'agit donc pas de « créer », mais de « trouver » au sein même du mouvement de masses, où nous sont offertes des possibilités de faire passer nos mots d'ordre transitoires.

Le troisième danger de ces « initiatives révolutionnaires » est qu'elles transforment les rapports du parti avec le mouvement de masses, qui d'objectifs deviennent subjectifs. Pour les camarades de la majorité, les initiatives sont utiles si elles éveillent des sympathies dans le mouvement de masses. Maitan a approuvé les actions de l'ERP pour cette raison, de même que Frank.

Notre relation avec le mouvement de masses doit être essentiellement organisationnelle et politique, pas émotive ni basée sur la propagande. Nous voulons des groupes du parti dans les organismes et les luttes concrètes, objectives, du mouvement de masses. Nous voulons que ces groupes du parti et leurs militants disputent la direction des organismes de masses et des luttes au nom du parti. C'est une relation précise et objective entre les luttes et les organismes du mouvement ouvrier et de masses d'une part et, d'autre part,

les organismes du parti en leur sein, se battant pour en prendre la direction.

Les camarades de la majorité ne sont pas conséquents avec leur politique d'« initiatives révolutionnaires ». En Argentine par exemple, il n'y avait pas une grande différence entre les « initiatives » du PRT-C-ERP et celles des groupes armés péronistes. Elles furent toutes faites en marge du mouvement de masses et représentaient toutes des actions « exemplaires » d'avant-garde ; elles se caractérisaient toutes par la tentative de résoudre par leur propre initiative les tâches qui ne pouvaient être remplies que par des mobilisations massives. Cependant, ce sont les groupes armés péronistes qui reçurent les meilleures marques de « sympathie », et pas le PRT-C. Cela s'est démontré dans toutes les mobilisations de rue en faveur de la montée au pouvoir du gouvernement péroniste de Cámpora^x : les cortèges des FAR et des Montoneros (organisations armées péronistes) regroupaient jusqu'à 40 000 jeunes, ceux de l'ERP ne dépassaient pas les 500, les nôtres atteignirent 4 000. Qui a capté le plus de « sympathie » ? Sans aucun doute, en premier lieu la gauche péroniste, sur la base d'une capitulation politique permanente devant la confiance des masses en Perón (une sorte de « capitulation armée » devant le péronisme). En second lieu notre parti, non sur la base d'une « initiative révolutionnaire », mais sur celle de sa présence dans toutes les luttes du mouvement de masses et de sa différenciation très nette de la politique péroniste. Enfin, le PRT-C qui se différençia aussi du péronisme, mais fut absent des mobilisations puisqu'il était très occupé à méditer, organiser et réaliser ses « initiatives révolutionnaires ».

Les conclusions sont évidentes. Les camarades de la majorité ne doivent pas rester à mi-chemin : ou ils sont pour les « initiatives révolutionnaires » (et, par conséquent, ils abandonnent le travail politique au sein du mouvement de masses), ou ils sont pour la politique trotskiste. Et l'Europe n'est pas une exception ; dans la mesure où la crise économique s'approfondira, des secteurs désespérés de la petite bourgeoisie apparaîtront et prendront des « initiatives révolutionnaires » infiniment supérieures à celles de nos sections. En ce moment, nos sections devront avoir fait

leur choix. Elles peuvent soit se laisser aller politiquement et obtenir les succès et les marques de « sympathie » momentanées qu'ont obtenus en leur temps les organisations armées péronistes en Argentine ; soit abandonner ces fameuses « initiatives révolutionnaires » et obtenir des succès et des marques de sympathie beaucoup plus modestes, mais beaucoup plus importantes de notre parti. Ce serait dommage qu'elles subissent le triste sort du PRT-C.

7. Une conception superstructurelle et subjective du front unique

Cette controverse sur l'« initiative révolutionnaire », que nous venons d'aborder, se manifeste d'une manière implicite dans une autre controverse entre la majorité et la minorité, autour du front unique ouvrier. Grâce à l'aimable visite de deux camarades de la section française à notre parti, nous avons eu l'occasion d'écouter une exposition plus claire de leur conception : « *Nous pensons que nous n'avons pas la force d'imposer seuls, en tant qu'organisation politique, le front unique avec les partis réformistes ; nous pouvons mener une polémique, et nous le faisons, mais ce n'est pas suffisant. Trotsky a très bien posé le problème en disant que la corrélation devait être comprise entre un tiers et un septième des forces ouvrières. Quand on ne représente même pas un septième des forces ouvrières, la tactique de front unique ouvrier n'est pas suffisante, ne peut pas s'appliquer. Quand on en a plus d'un tiers, le parti révolutionnaire peut assumer seul ses responsabilités.* »⁶²

Germain soutient la même conception, mais avec moins de clarté. Nous divergeons sur cette manière d'envisager le front unique ; c'est une déviation subjective, tout comme les autres déviations de la majorité. Cette interprétation est, par son contenu, superstructurelle et subjective, aventureuse et sectaire. Elle considère que le front unique est essentiellement une question de rapport entre partis.

Pour notre section française, la possibilité de proposer le front unique aux partis réformistes dépend du rapport numérique entre eux et nous au sein du mouvement ouvrier : si nous représentons moins d'un septième, nous ne pouvons pas le proposer ; entre un tiers et un septième, nous pouvons le faire ; à plus d'un tiers, nous n'avons plus besoin de le faire, car nous sommes assez forts tout seuls.

x Voir le chap. 4.1.

Le front unique est une tactique

Les camarades de la Ligue communiste commettent une erreur. Tout d'abord, le front unique ouvrier n'est pas un principe, ni une stratégie de notre parti, mais une tactique politique pour des situations spécifiques de la lutte de classes. En second lieu, comme n'importe laquelle de nos politiques, elle doit répondre à des besoins profonds d'une étape du mouvement de masses et non à des relations internes entre les différents secteurs du mouvement. Autrement dit : le front unique est une tactique que nous appliquons quand la situation de la lutte de classes exige objectivement du mouvement ouvrier qu'il unisse ses forces pour affronter la bourgeoisie ; c'est une tactique qui dépend des relations entre le mouvement des masses et les exploités, et non des relations entre les différents partis du mouvement de masses. C'est donc le facteur structurel (relations entre classes) qui définit notre politique de front unique, et non le superstructurel (relations entre partis).

Cette politique a toutefois un aspect superstructurel important : la façon dont nous posons le front unique. Contrairement à la politique opportuniste qui propose le front unique seulement aux directions et non à la base des partis, afin de ne pas avoir de conflits avec ces directions, et contrairement à la politique ultragauchiste qui ne le propose qu'à la base et ignore les directions, la politique trotskiste consiste à proposer le front unique à la base et aux directions des partis réformistes avec trois objectifs : en premier lieu, celui de ne pas se couper de la base en ignorant les directions qu'elle reconnaît ; en second lieu, celui d'impulser des pressions de la base sur ses directions afin de leur imposer le front unique ; en troisième lieu, celui d'accompagner l'expérience faite par la base avec leurs directions réformistes, en dévoilant l'inconséquence de celles-ci et leurs trahisons face aux tâches de front unique et en nous postulant en tant que direction alternative révolutionnaire.

Mais cet aspect superstructurel, cette façon d'appliquer le front unique, sans laquelle il n'existe pas de vraie politique de front unique, n'est rien de plus qu'une forme, un aspect superstructurel, et non l'aspect déterminant. Ce qui est décisif, ce sont les besoins de l'ensemble du mouvement ouvrier qui nous imposent de proposer cette politique.

C'est précisément parce que le front unique répond à un besoin objectif du mouvement de masses, dans une étape précise de la lutte de classes, qu'il est généralement défensif. Si pendant des années, en Europe, le problème du front unique ouvrier n'a pas été posé, ce n'est pas pour des raisons numériques, mais pour une raison profondément objective : il n'y a pas eu d'offensive brutale des exploités qui impose la nécessité d'une politique défensive de l'ensemble des exploités. C'est la pauvreté relative (ou la richesse absolue) des travailleurs européens qui explique le fait que le front unique n'ait pas été posé de manière immédiate, pour l'agitation. Il ne pouvait pas l'être et ne pourra pas l'être, tant que, objectivement, toute la classe ouvrière n'affrontera pas, ne sentira pas un grave danger qui la menace de manière immédiate : le fascisme, la réaction, le coût de la vie, le chômage, le racisme, etc.

Comment appliquer la politique de front unique ouvrier ? C'est un problème très délicat. Comment faut-il distribuer nos militants, sur quels secteurs du mouvement de masses faut-il intervenir prioritairement et avec quels mots d'ordre ? Ce sont des questions qui seront résolues en fonction de l'habileté de nos directions et de nos partis à évaluer la situation objective et nos propres forces, et de leur capacité de les distribuer et de les armer avec des mots d'ordre corrects. Il n'y a pas de réponse générale à ce problème, car toutes les situations sont concrètes. Nous pouvons dire tout au plus qu'il nous faudra intervenir dans les secteurs du mouvement de masses où les problèmes objectifs sont ressentis de la façon la plus aiguë, s'il s'agit de problèmes économiques ou démocratiques partiels, comme les problèmes nationaux ; ou dans les secteurs qui ont démontré une meilleure disposition à la mobilisation, s'il s'agit de problèmes politiques généraux (un danger de putsch réactionnaire par exemple). Nous pouvons dire que nous devons consacrer le plus gros et le meilleur de nos forces à ces secteurs ; et qu'il faudra trouver le mot d'ordre spécifique qui reflète en leur sein le problème général affronté par le mouvement de masses dans son ensemble. Comme n'importe quelle autre de nos politiques, ses possibilités de succès dépendent d'abord du processus objectif de la lutte de classes, et ensuite du rapport numérique avec les autres partis ouvriers.

Le front unique en France

Par exemple, si nous appliquons aujourd'hui un programme et un mot d'ordre pour la défense du niveau de vie et de travail de l'ensemble du mouvement ouvrier français, et si nous appelons à l'unité des deux ou trois centrales syndicales sur cet axe, il est fort possible que nous obtenions un succès partiel ou total au bout d'un certain temps si les conditions objectives sont favorables et si nous avons su appliquer correctement notre politique. Si l'offensive des patrons contre ce niveau de vie s'accroît de plus en plus, si nous savons appliquer cette stratégie de défense du niveau de vie et de travail de manière tactique dans plusieurs secteurs, et en particulier là où il y a les plus grandes possibilités d'une lutte unitaire à court terme, il est probable que des luttes partielles, unitaires, de front unique, se réalisent. Si une de ces luttes est victorieuse, elle touchera l'ensemble du mouvement ouvrier français et l'amènera à une lutte d'ensemble pour freiner l'offensive patronale, et notre politique de front unique aura triomphé.

En France, nous avons déjà une expérience de ce que signifie une conception incorrecte, subjective et superstructurelle du front unique. Le 21 juin 1973, l'organisation fasciste française, *Ordre nouveau*, organisa une manifestation contre les immigrés algériens. Notre section, la Ligue communiste, avait appelé à la réalisation d'une contre-manifestation de la gauche. Ne trouvant aucun écho, elle la réalisa seule, et il y eut une confrontation violente avec les fascistes. Le gouvernement français profita de cet événement pour mettre la Ligue hors la loi et emprisonner Alain Krivine et Pierre Rousset, deux de ses porte-parole les plus connus. Quelques jours plus tard, le Comité pour les Libertés, une organisation du Parti socialiste, appela à un rassemblement où l'ensemble de la gauche et quelque quinze mille personnes assistèrent. Un front unique de fait s'était constitué de tous les partis de gauche, y compris le Parti communiste, contre le gouvernement et pour les libertés démocratiques. Mais en dépit du fait que le motif du meeting était d'exiger le retrait du décret qui mettait la Ligue hors la loi, nos camarades n'ont pas pu prendre la parole.

La situation aurait été tout autre si la Ligue avait appliqué d'une manière correcte et conséquente une politique de front unique. Si elle avait fait de sa

campagne contre les germes fascistes et les tendances réactionnaires du gouvernement une campagne permanente de front unique, dirigée au PC et au PS et maintenue systématiquement depuis plus d'un an, le meeting aurait été un succès spectaculaire de notre politique de front unique. Tous les participants au meeting auraient dit ou pensé : « La Ligue avait raison, il fallait faire un front unique, et celui-ci a commencé à se structurer. »

Les camarades de la Ligue n'auraient peut-être pas eu droit à la parole de toute façon, mais face aux manœuvres de la direction du PC pour l'empêcher de parler, la base du meeting se serait demandé : « pourquoi ne les laisse-t-on pas parler, alors qu'ils sont les seuls à insister depuis un an sur la nécessité d'une action concrète, et pas seulement un meeting, contre le cours réactionnaire du gouvernement et les germes fascistes ? ». Et ce simple fait aurait permis à la base du PC de commencer à faire pression de sur sa direction, et même de la remettre en cause.

Mais le plus important aurait été de proposer la politique de front unique parmi les ouvriers immigrés. Il est encore temps pour le faire. Notre politique de front unique ouvrier de toutes les tendances, jointe à notre travail patient avec ces nationalités, afin de les défendre contre les attaques racistes, devrait s'imposer tôt ou tard si les attaques racistes continuent.

Si toutefois les camarades de la Ligue continuent à attendre d'avoir le rapport numérique requis pour appliquer la politique de front unique comme tactique centrale du parti pour les tâches défensives, il se produira ce qui s'est déjà produit au meeting de défense de la Ligue ou ce qui s'est passé à l'Assemblée populaire bolivienne : le front unique s'est réalisé dans les faits et ni la Ligue ni le POR-C n'ont pu exhiber aux yeux des masses leur diplôme prolétarien et révolutionnaire de meilleur agitateur et organisateur. Dans un cas, ce sont les staliniens, dans l'autre, la bureaucratie de Lechín, qui ont bénéficié de ce prestige.

Il peut arriver aussi que le front unique ouvrier ne puisse pas se réaliser et que la défaite du mouvement des masses soit donc inévitable. Cette défaite aura pour origine théorique la conception superstructurelle et subjective du front unique, et pour responsables politiques les camarades qui

n'ont pas pris comme tâche centrale l'agitation sur les mots d'ordre de front unique dans le mouvement de masses, en plus de le promouvoir auprès des directions opportunistes.

8. Deux oublis : les militants professionnels et le centralisme démocratique

Il est intéressant de noter que l'attaque furibonde du camarade Germain contre Camejo concernant sa conception de parti ne soit pas accompagnée d'une autre contre Mandel, qui a oublié deux des piliers de la conception léniniste du parti bolchevik : les révolutionnaires professionnels et le centralisme démocratique. Ces deux oublis du camarade Mandel ont une explication.

Nous avons vu que pour lui, les avancées dans la conscience des ouvriers avancés se produisent d'une manière intellectuelle et sont l'œuvre des intellectuels ; que c'est un processus subjectif d'apprentissage de la philosophie, de la sociologie, de l'économie et de l'histoire marxistes, c'est-à-dire du marxisme en tant que « science ». Ce processus – qui ne peut être accompli qu'individuellement – est réalisé, toujours selon le camarade Mandel, par des intellectuels, le rôle de ceux-ci étant, comme secteur de classe, d'apporter « *aux couches éveillées et critiques de la classe ouvrière ce qu'elles ne peuvent mener à bien elles-mêmes, à cause de l'état fragmenté de leur conscience : la connaissance scientifique et la conscience qui leur permettra de reconnaître le véritable visage de l'exploitation scandaleuse voilée et de l'oppression déguisée auxquelles elles sont soumises* ». ⁶³

Sur quelles bases objectives se réalise cet apprentissage chez « les secteurs éveillés et critiques de la classe ouvrière », c'est-à-dire chez l'avant-garde ouvrière ? Autrement dit, comment l'ouvrier d'avant-garde doit-il organiser sa vie pour devenir un militant révolutionnaire ? Mandel nous répond dans un autre texte en disant qu'un des privilèges politiques des « militants révolutionnaires » est de « *consacrer à l'activité sociale une partie de leur vie beaucoup plus grande que les autres travailleurs* ». ⁶⁴

Le camarade Mandel nous dit ici (par ce qu'il ne dit pas) que l'ouvrier d'avant-garde doit rester dans la même situation objective qu'auparavant, en se sacrifiant seulement un peu plus. Cela signifie qu'il doit organiser sa vie de la manière

suivante : il fait sa journée habituelle à l'usine ; il reçoit ensuite un intellectuel qui lui explique le socialisme marxiste et trotskiste et le lui fait étudier ; et ensuite il doit aller voir d'autres ouvriers ou se rendre au syndicat où il luttera pour ses camarades et le parti. En résumé, le parti n'a rien à voir avec la transformation d'un ouvrier d'avant-garde en militant révolutionnaire ; la tâche d'éducation dans le marxisme est accomplie par les intellectuels ; celle de s'arranger pour pouvoir vivre est accomplie par l'ouvrier qui continue son travail à l'usine ; si les intellectuels remplissent leur tâche et l'ouvrier la sienne, ce dernier aura acquis la « connaissance scientifique » et par conséquent la « conscience ». Tout cela n'a rien à voir avec le marxisme, ni avec la théorie léniniste de l'organisation.

Le marxisme est matérialiste, Lénine l'était aussi. Pour Lénine, le dépassement de la conscience fragmentée de l'ouvrier avancé est un processus matériel et non intellectuel, qui consiste à donner à l'ouvrier du temps libre pour se former sur tous les aspects (théoriques et pratiques) comme révolutionnaire professionnel. Ce ne doit pas être une obligation lourde et pénible s'ajoutant aux autres obligations lourdes et pénibles qui incombent à l'ouvrier par le simple fait d'être ouvrier. C'est une tâche qui commence par le fait de lui laisser du temps pour qu'il cesse d'être un ouvrier fragmenté dans la vie réelle et qu'il commence à être totalement révolutionnaire, dans la vie réelle également.

Parce que Lénine était matérialiste et dialectique, il ne pouvait pas concevoir que l'on puisse dépasser une conscience dérivant d'une situation matérielle – l'aliénation par le travail morcelé pendant 8, 11 ou 14 heures par jour – au moyen de cours de formation. Tant que l'ouvrier consacre autant d'heures de sa vie à faire un travail inintéressant, dans une chaîne de production inconnue, fabriquant un produit dont le devenir lui est indifférent, tant qu'il fait un travail fragmenté, parcellaire, sa conscience doit refléter ces caractéristiques de son activité et doit être une conscience fragmentée, parcellaire. Les cours que peut lui offrir le parti – et non les intellectuels, en tant que secteur social, camarade Mandel – peuvent rendre le problème moins aigu, mais ils ne peuvent pas le résoudre. La seule façon de le résoudre est de modifier ses conditions de vie matérielles.

La solution marxiste par excellence qu'offre Lénine à ce problème est sa théorie des révolutionnaires professionnels. Elle est pour lui presque une obsession. « *Nous ne devons pas seulement nous préoccuper du fait que la masse avance des revendications concrètes, mais aussi qu'elle "détache" en nombre de plus en plus grand ces révolutionnaires professionnels. Nous arrivons donc ainsi au problème des rapports entre l'organisation de révolutionnaires professionnels et le mouvement purement ouvrier. [...] Un agitateur ouvrier qui a du talent, qui "promet", ne doit pas travailler onze heures dans son usine. Nous devons nous débrouiller pour qu'il soit pris en charge par le parti. [...] Nous saurons le faire, car précisément les masses qui s'éveillent spontanément détachent également de leurs rangs de plus en plus de "révolutionnaires professionnels". [...] Nous ne comprenons pas que c'est notre devoir d'aider tout ouvrier qui se distingue par sa capacité à devenir agitateur professionnel. [...] L'ouvrier révolutionnaire, s'il veut se préparer pleinement à son travail, doit également devenir révolutionnaire professionnel.* »⁶⁵

Cet « oubli », par le camarade Mandel, de la transformation des ouvriers en militants professionnels d'avant-garde ne se limite pas au domaine théorique. Il y a une statistique très intéressante à ce sujet, qui va de pair avec une controverse sous-jacente, quoique non formulée, entre les camarades de la majorité, et le SWP et notre parti. Cette statistique est la suivante : sur l'ensemble des permanents de notre Internationale, 70 à 80 % au minimum appartiennent à la minorité. En outre, prenons les deux sections numériquement les plus fortes de notre Internationale, la section française et notre parti argentin. Nous voyons que, dans la Ligue, la proportion de camarades qui vivent ou ont vécu d'une profession libérale est 20 ou 30 fois celle du PST. C'est-à-dire : si nous prenons les 100 dirigeants les plus importants de la direction française et les comparons à ceux du PST, pour 20 ou 30 diplômés universitaires ou professeurs de la section française, il y en a un dans notre parti argentin. Concrètement, dans notre Comité central de 120 membres, 3 seulement ont une profession libérale et 100 sont des permanents du parti, dont 80 % ont été des dirigeants du mouvement ouvrier. Au Comité exécutif, la plus haute instance de notre parti, à l'exception de 4 camarades, tous sont

des permanents et ont été d'importants dirigeants du mouvement ouvrier. Il y existe une tradition dans notre parti – que la croissance vertigineuse actuelle nous empêche d'appliquer pleinement –, qui stipule que personne ne peut faire partie de la direction, sans avoir passé deux ans d'activité, en tant que permanent, au sein du mouvement ouvrier. Si nous comparons d'autres sections de la majorité avec le SWP, les pourcentages et les situations sont similaires.

Il reste un dernier aspect du problème des militants professionnels : ils doivent être la base de soutien du parti. Et cela, parce que l'activité révolutionnaire exige une attention et un apprentissage totaux, non partiels. Un militant révolutionnaire accompli, un cadre de direction du parti, d'un de ses secteurs ou d'un front important, est celui qui peut résoudre par ses propres moyens les problèmes politiques (non pas « scientifiques ») que lui pose toute situation de la lutte de classes. Il doit savoir analyser une situation, formuler des mots d'ordre précis qui y répondent, appliquer les modes d'organisation adéquats et distribuer les forces du parti en général ou dans son secteur ou son front, définir les secteurs fondamentaux d'intervention, orienter les axes de propagande visant l'avant-garde, donner des cours de formation marxiste élémentaires, gagner des militants pour le parti et organiser correctement au sein du parti les secteurs nouvellement intégrés. Il serait absurde d'exiger d'un seul cadre du parti d'être le meilleur dans tous ces domaines, car le travail de direction est un travail d'équipe où se combinent les capacités et l'expérience inégalement développées de ceux qui la composent. Mais un cadre de direction doit être capable de donner une première réponse, même élémentaire, à ces tâches.

Il est absolument impossible que cette spécialisation comme révolutionnaire accompli, marxiste, puisse être acquise sans que cette activité soit prise en tant que profession dans tout le sens du terme. Pour cela il est nécessaire d'être un militant professionnel, un révolutionnaire à temps plein. Et ces militants professionnels sont, nous insistons, la base fondamentale sur laquelle repose le parti. L'oubli qu'en fait le camarade Mandel est d'autant plus impardonnable.

Le centralisme démocratique

L'autre oubli du camarade Mandel, dans sa définition du parti léniniste de combat, n'est pas moins dangereux que le précédent : le centralisme démocratique. C'est une forme organisationnelle qui constitue l'essence du parti léniniste-trotskiste. Cela signifie que, ensemble avec une vie démocratique interne, le parti a besoin d'une direction centralisée munie de pouvoir exécutif, et d'une discipline interne stricte.

Le besoin de la discipline stricte et centralisée repose sur deux raisons objectives imposées par la lutte de classes. La première est le fait que notre but essentiel, en tant que parti, est de diriger les luttes de masses ou de postuler à leur direction, d'une manière permanente jusqu'à la prise du pouvoir, et ensuite jusqu'à la construction du socialisme. Et cette lutte mortelle ne peut être menée à bien que comme une armée fermement organisée ; nous ne pouvons pas prêter le flanc à l'ennemi par un manque de concentration ou de coordination de nos forces. La seconde raison est l'existence de partis contre-révolutionnaires et d'appareils bureaucratiques au sein du mouvement ouvrier et de masses, qui font aussi partie de l'ennemi. Nous ne pouvons pas opposer notre désordre à l'organisation de l'ennemi, même pas au nom de la démocratie. Face à une attaque fasciste à un local, nous n'allons pas consulter par téléphone tout le parti pour savoir quoi faire. Dans une assemblée où la bureaucratie essaye de nous diviser, nous n'allons pas exposer des positions différentes, même si au sein du parti la discussion n'est pas close.

Le besoin de vie interne démocratique repose sur la relation objective du parti avec le mouvement de masses et sur la dialectique de cette relation. En premier lieu, le parti doit être démocratique parce que l'élaboration de son orientation politique est collective. Elle n'est pas l'œuvre de quelques individus particulièrement intelligents ou formés, mais du brassage des opinions de tous ceux qui composent le parti, de tous les militants qui expriment chacun le secteur du mouvement de masses dans lequel ils développent leur activité. Mais une fois élaborée, cette orientation doit être confrontée avec la réalité de la lutte de classes, ce qui se fait à travers l'activité militante de chacune des équipes et des individus du parti dans son ensemble. Cette activité pratique est la seule à pouvoir nous indiquer les aspects corrects

et incorrects de l'orientation adoptée ; et la discussion démocratique de ce bilan est ce qui permet les rectifications nécessaires de la politique.

En résumé, la démocratie est celle qui établit le rapport du sujet (le parti révolutionnaire) à son objet (le mouvement de masses), et elle est donc la seule garantie d'une élaboration objective (scientifique) de l'orientation politique et d'une confrontation objective (scientifique) avec la réalité de la lutte de classes.

La formule du « centralisme démocratique » se décompose toutefois en deux pôles qui, à la limite, sont antagoniques. Le centralisme le plus absolu signifie que la direction résout tous les problèmes, de la théorie et des caractérisations jusqu'aux plus infimes détails tactiques, en passant par l'orientation politique générale. Dans ce cas, la démocratie disparaît. Par contre, la démocratie absolue signifie que tous ces problèmes sont résolus à travers des discussions qui ne peuvent se développer que dans un état délibératif permanent de tout le parti, et le centralisme disparaît. La proportion dans laquelle les deux éléments se combinent à chaque moment déterminé ne peut être fixée d'avance. Ce n'est pas une recette ou une formule arithmétique. Personne ne peut dire, par exemple, qu'à tout moment, le parti doit être démocratique à 50 % et centraliste à 50 %, ou quelque chose de ce genre. Nos partis sont une réalité vivante, un processus de construction permanent. C'est à cause de cela que le centralisme démocratique est une formule algébrique. La combinaison particulière, de l'élément centraliste et du démocratique, est différente en chaque moment de la construction du parti et doit être précisée en chaque moment.

Mais comment faire pour trouver en chaque moment cette combinaison, cette juste proportion ? Nous avons actuellement une discussion en suspens, dans notre Internationale, avec les camarades Frank et Krivine : eux pensent qu'il faut renforcer le pôle centraliste dans notre parti mondial alors que nous pensons qu'il faut renforcer la démocratie. Nous allons tenter d'avancer un peu dans cette discussion.

Une des vertus de cette formule est précisément son caractère algébrique qui laisse de la souplesse pour une précision « quantitative », « arithmétique », en fonction des circonstances de la lutte de classes et du développement

du parti. Pour obtenir cette précision, nous devons prendre en compte, en tant qu'élément essentiel, le prestige politique gagné par la direction du parti auprès de la base. Schématiquement, nous pouvons dire que, plus elle a de prestige, plus le parti est centralisé, car les succès politiques de la direction sont proportionnels à la confiance que lui accorde la base, et plus grande est la confiance, plus grandes sont la discipline et la centralisation. A l'inverse, moins de succès entraîne une méfiance, et celle-ci a des répercussions, qu'on le veuille ou non, contre la discipline et la centralisation. En définitive, la formule du centralisme démocratique est une expression politique, morale et organisationnelle, pas seulement morale et organisationnelle. Elle n'est pas coupée de la lutte de classes et du développement du parti, mais intimement liée à ceux-ci. Elle ne se confond pas avec ces deux facteurs, car même dans les pires moments d'une direction, nous devons nous efforcer consciemment de maintenir le plus possible le centralisme, tout comme dans ses meilleurs moments, nous devons contrôler soigneusement que la démocratie subsiste. Mais, tout en ne se confondant pas avec les hauts et les bas de la lutte de classes et de la construction du parti, la précision de la formule du centralisme démocratique est, nous insistons, fortement influencée par ces deux facteurs.

Nous sommes en train de construire l'arme d'organisation révolutionnaire la plus redoutable de l'histoire : un parti mondial bolchevik. Et c'est pourquoi cette tâche est si difficile et demande tellement de temps. Dans l'étape actuelle de la construction du parti s'impose le renforcement du pôle démocratique et non du pôle centraliste, précisément parce que nos directions, nationales comme internationales, n'ont pas encore gagné un grand prestige politique auprès de la base de nos sections grâce à des succès dans la direction du mouvement de masses. Seul ce prestige pourra renforcer le pôle centraliste et disciplinaire ; en attendant, le pôle démocratique doit primer.

Cela ne signifie pas que nous abandonnions tout centralisme et toute discipline : nous restons centralistes et démocratiques, mais en donnant la prédominance au pôle démocratique. La lutte actuelle entre deux tendances constituées en fractions, clairement délimitées, montre que notre analyse

s'ajuste à la réalité et aux besoins de la IVe Internationale. Tenter d'imposer actuellement un fort centralisme, alors qu'existent deux fractions qui divergent sur des points fondamentaux de la politique que nous devons suivre, impliquerait fatalement la rupture de l'Internationale, quelle que soit la fraction qui gagne la direction au prochain Congrès.

9. Revenons au parti léniniste-trotskiste

L'attaque la plus originale de Germain est celle qui dit que la définition de Camejo du parti révolutionnaire attribuée à celui-ci les mêmes caractéristiques que celles des partis sociaux-démocrates de la période d'avant 1914. Rappelons que, pour Camejo, le parti révolutionnaire « *essaye d'impulser les luttes de masses, leur donnant confiance en leurs propres forces en les mobilisant sur des revendications transitoires, démocratiques ou immédiatement liées à leur niveau de conscience actuel ; et impulse toute forme de lutte appropriée, en utilisant des tactiques qui vont des marches pacifiques à la lutte armée (y compris la guerre de guérillas)* ». ⁶⁶ Pour Germain, ces caractéristiques seraient celles d'un parti social-démocrate.

Cependant, Mandel, le maître à penser de Germain, nous assure que ce qui caractérisait la social-démocratie d'avant la Première Guerre était qu'elle menait d'une part des « *activités électorales et parlementaires, et d'autre part une lutte pour des réformes immédiates de nature économique et syndicaliste* ». ⁶⁷ Les camarades Mandel et Germain, sont-ils d'accord sur le fait que les « *réformes immédiates* » et les « *activités électorales et parlementaires* » sont à l'opposé des « *luttes de masses* » et des mobilisations « *sur des revendications transitoires, démocratiques ou immédiates* » ? Lequel de ces deux types d'activité réalisait donc réellement la social-démocratie ? Une prompte rencontre entre Mandel et Germain serait souhaitable, afin qu'ils s'entendent sur cette question. Ce ne serait toutefois pas facile, car leurs désaccords ne se limitent pas à cela.

Dans sa *Théorie léniniste d'organisation*, Mandel affirme que la politique actuelle du stalinisme est similaire à celle de la social-démocratie. Germain, comme nous l'avons vu, affirme que la définition de Camejo coïncide aussi avec ce que fut la social-démocratie. Enchaînant cela, si Germain est égal

à Mandel, la définition de Camejo est égale au stalinisme. Conclusion pour Mandel-Germain, un parti stalinien actuel... « est construit autour d'un programme révolutionnaire, essaye d'impulser les luttes de masses, leur donnant confiance en leurs propres forces en les mobilisant sur des revendications transitoires, démocratiques ou immédiatement liées à leur niveau de conscience actuel ; le parti impulse toute forme de lutte appropriée, en utilisant des tactiques qui vont des marches pacifiques à la lutte armée (y compris la guerre de guérillas) ; il cherche à diriger la classe ouvrière et ses alliés vers le pouvoir de l'Etat, en tant qu'objectif fondamental, tout en n'essayant pas de se substituer aux masses. Chaque parti national fait partie d'un seul parti international du prolétariat mondial. »⁶⁸ Si Germain avait dit cela clairement, tout notre mouvement aurait éclaté de rire et aurait compris que la description de Camejo est effectivement celle d'un parti révolutionnaire, trotskiste, radicalement opposée à celle des partis staliniens et réformistes. Pour ne pas le reconnaître, Germain a tenté de confondre les jeunes cadres en assurant que la description de Camejo coïncide avec ce que faisaient et disaient les sociaux-démocrates d'avant-guerre (que les jeunes cadres n'ont pas connus directement comme ils connaissent aujourd'hui les staliniens). Mais sa manœuvre a mal tourné pour lui, car il a oublié (comme cela lui arrive fréquemment) que Mandel avait affirmé que le stalinisme mène actuellement la même politique que celle que menait alors la social-démocratie. Nous n'avons eu qu'à lier une affirmation du disciple à une du maître, pour dévoiler le mal fondé de son attaque contre Camejo.

Il n'y a qu'un seul programme révolutionnaire

Camejo dit que « le parti se construit autour d'un programme révolutionnaire. » Germain répond : « Un programme du parti révolutionnaire ? Après tout, le programme d'Erfurt, de la social-démocratie allemande, n'a-t-il pas été corrigé et accepté par Engels en personne ? »⁶⁹ Concrètement, le camarade Germain n'est pas persuadé que le parti est essentiellement caractérisé par le programme révolutionnaire. Il ne croit pas que c'est cela la première caractéristique d'un parti révolutionnaire. Cependant, Trotsky dit catégoriquement

la même chose que Camejo : « *Les intérêts de la classe ne peuvent être formulés autrement que sous la forme d'un programme, et le programme ne peut être défendu autrement que par un parti.* »⁷⁰

Nous ne savons pas si Germain est pour ou contre cette affirmation, mais ce que nous savons, c'est que dans le mépris qu'il sent pour le programme révolutionnaire, comme base fondamentale du parti, il y a une erreur idéaliste typique : croire que le programme est toujours le même, au-delà des étapes de la lutte de classes. C'est pour cela qu'il fait cette analogie avec le programme d'Erfurt. Mais il ne pousse pas l'analogie jusqu'au bout.

Le fait est que le programme ne se trouve pas au-dessus des étapes de la lutte de classes ; il change avec elles et se développe au fur et à mesure des luttes de la classe ouvrière et des changements dans la situation objective. Le programme d'Erfurt fut révolutionnaire pour une étape du capitalisme et de la lutte de classes, et commença à cesser de l'être ensuite pour finir par être dépassé par un autre, imposé logiquement par la nouvelle étape. Il suffit de dire que ce programme d'Erfurt ne définissait pas l'impérialisme.

La même chose s'est passée avec le programme minimum des partis sociaux-démocrates : ils furent utiles, « révolutionnaires » pour l'époque de l'organisation politique et syndicale de la classe ouvrière. Cette organisation a eu lieu pendant la première phase de l'époque impérialiste et a permis l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière dans les pays métropolitains. Ces programmes socialistes étaient utiles et « révolutionnaires » en ce moment, et pour la tâche de l'organisation politique de classe, mais seulement à cette époque-là et dans ce sens-là.

Les grands dirigeants et les intellectuels qui menèrent alors à bien cette tâche progressiste, les Bebel, Kautsky et autres Jaurès,⁷¹ ont subi le même processus que les programmes socia-

⁶⁸ Ferdinand August Bebel est un syndicaliste allemand, fondateur en 1863 du *Allgemein Deutscher Arbeiterverein* (ADAV - Fédération générale allemande des travailleurs), puis en 1869 du *Sozialdemokratische Arbeiterpartei* (SDAP - Parti social-démocrate des travailleurs) qui deviendra en 1892 le *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD, parti social-démocrate allemand). Jean Jaurès, combattant acharné contre l'antisémitisme, est un des fondateurs de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) qui unifia le

listes : de progressistes, ils sont devenus centristes, puis opportunistes. Les programmes et les dirigeants suivirent une pente qui reflétait la survie – par leur force d'inertie et l'existence d'une aristocratie ouvrière devenue agent de l'impérialisme – d'un programme et de directions qui avaient cessé d'être progressistes et révolutionnaires, une fois que l'organisation politique indépendante de la classe ouvrière avait été obtenue.

Du fait de sa conception idéaliste et statique du programme, Germain lui oppose, comme quelque chose de beaucoup plus important, « les perspectives et les luttes révolutionnaires ». Cette position est incompréhensible : il ne peut pas y avoir un programme qui ne soit pas précisément la synthèse des tâches posées, à une étape déterminée de la lutte de classes, par les perspectives et les luttes révolutionnaires de cette époque. Si ces luttes et ces perspectives ne sont pas prises en compte dans un programme, celui-ci a cessé d'être révolutionnaire, ou ne l'a jamais été (comme celui de Bernstein).

A notre époque de transition du capitalisme au socialisme et de décadence du système capitaliste mondial, il existe un seul et unique programme qui pose les tâches générales de la classe ouvrière et du mouvement de masses, découlant « des perspectives et des luttes révolutionnaires » : notre Programme de Transition. N'en déplaise au camarade Germain, ce programme est la base de tout parti révolutionnaire contemporain ; sans lui, il ne peut y avoir de parti révolutionnaire.

Qu'est-ce que la IVe Internationale pour Germain ?

Camejo dit que « chaque parti national fait partie d'un seul parti international du prolétariat mondial ». Germain répond : « La nécessité "de faire partie d'un parti international du prolétariat mondial"... La social-démocratie allemande ne fut-elle pas le soutien principal de la Seconde Internationale ? »

Que veut dire Germain par cette question ? Que la condition que pose Camejo est fautive, parce que la social-démocratie allemande fut le soutien de la IIe Internationale ? La seule chose que cela démontre, c'est qu'il y eut une IIe

syndicalisme français en 1905. Opposé à la votation des crédits de guerre, il est assassiné en 1914. Concernant Kautsky, voir plus haut dans ce chapitre, § 6.

Internationale, dont le parti le plus fort, ayant un rôle dirigeant, fut le parti allemand, mais cela ne démontre pas que Camejo ait tort. Mais peut-être Germain fait-il une analogie, car il conçoit-il la Seconde Internationale comme un « parti international du prolétariat mondial » dont « faisaient partie » les partis sociaux-démocrates nationaux. C'est la seule explication rationnelle. Nous pouvons donc dire que le syllogisme est le suivant : il y eut un « parti international du prolétariat mondial », la Seconde Internationale ; la social-démocratie allemande faisait partie de ce parti mondial et en était le soutien principal ; la social-démocratie allemande n'était pas révolutionnaire, mais opportuniste ; l'exigence de Camejo, selon laquelle un parti révolutionnaire doit faire partie d'un parti international du prolétariat mondial, n'est donc pas si importante que cela, puisque la social-démocratie allemande répondait à cette exigence et ne s'est pas pour autant transformée en un parti révolutionnaire.

Malheureusement, ce syllogisme est caduc par sa base. Jusqu'à présent, tout le mouvement trotskiste pensait comme Trotsky que la Seconde Internationale était une « somme de partis nationaux », jamais un « parti international du prolétariat mondial » dont les sections nationales « faisaient partie », comme l'interprète Germain. Camejo a encore raison, car, concrètement aujourd'hui, le fait de faire partie du « seul parti international du prolétariat mondial » est une exigence indispensable pour que n'importe quel parti national soit réellement un parti léniniste de combat. Et le seul « parti mondial », le seul digne de ce nom parce qu'il n'est pas une fédération de partis nationaux, c'est notre IVe Internationale.

Les caractéristiques essentielles des partis léninistes-trotskistes

Toute cette discussion sur les caractéristiques et le rôle de nos partis nous oblige à ratifier les six points donnés par Camejo, que nous ne répétons pas, et à y ajouter quatre autres caractéristiques, essentielles, des partis léninistes-trotskistes. Voyons ces quatre caractéristiques supplémentaires :

Première caractéristique : le parti utilise une analyse marxiste, scientifique, des rapports entre toutes les classes et de leur dynamique probable, avant de se donner une orientation politique pour l'étape, avec sa stratégie, ses tactiques,

sa propagande, son agitation, son programme et ses mots d'ordre. Cette analyse doit se synthétiser en définitions précises du caractère de l'étape concernée. Le parti rejette les analyses ouvriéristes qui prennent en compte fondamentalement les rapports internes au mouvement de masses pour définir les étapes. Il rejette également les analyses économistes qui prétendent extraire essentiellement les caractéristiques de l'étape sur la base des processus se produisant dans l'économie bourgeoise. Il refuse enfin le manque d'analyse qui a comme origine l'inversion du processus, se fixant d'abord une stratégie, ou se définissant d'abord selon ce que pense ou désire l'avant-garde, et imaginant ensuite une pseudoanalyse pour justifier cette stratégie. Pour faire l'analyse scientifique marxiste, le parti utilise l'outil conceptuel le plus perfectionné par le marxisme, la loi du développement inégal et combiné.

Deuxième caractéristique : la politique du parti se dirige vers l'ensemble du mouvement de masses, avec tous ses secteurs, reflétant toutefois les intérêts de la classe ouvrière, qu'elle promet pour prendre la tête de la révolution. L'activité du parti se centre sur le mouvement de masses et non sur son avant-garde. Son objectif est de mobiliser les masses, et non l'avant-garde. (Camejo signale cette caractéristique, mais ne souligne pas suffisamment le fait que le parti prétend élever la classe ouvrière au rôle de direction de la révolution).

Cette politique du parti a une théorie-programme, celle de la révolution permanente, qui peut se résumer en une seule phrase : l'objectif du parti est de mobiliser la classe ouvrière et les masses en permanence jusqu'à la société socialiste. Et le parti a un programme et une méthode, le Programme de Transition, qui peut se résumer aussi en une phrase : le parti doit lancer les mots d'ordre qui mobilisent les masses contre les exploiters, à partir de leurs besoins et de leur niveau de conscience immédiats, et il doit élever progressivement le niveau de ces mots d'ordre au fur et à mesure que la mobilisation elle-même hausse le niveau de conscience des masses et leur crée de nouveaux besoins, jusqu'à en arriver au mot d'ordre et à la lutte pour la prise du pouvoir.

Troisième caractéristique : l'objectif du parti au sein du mouvement ouvrier et de masses est de transformer les éléments d'avant-garde en militants

professionnels, car c'est le seul moyen d'en faire des révolutionnaires trotskistes accomplis, puisque le travail aliénant les empêche d'atteindre ce niveau. Cet objectif par rapport à l'avant-garde répond à un autre objectif plus général : le parti doit avoir comme colonne vertébrale des militants professionnels, car faire la révolution doit être une activité pleine et entière, non un hobby, une bonne œuvre ou une activité intellectuelle. Un parti léniniste trotskiste n'est pas composé de dilettantes, d'amateurs ou de membres de professions libérales, mais de militants professionnels dont la majeure partie doit provenir du mouvement de masses et essentiellement du mouvement ouvrier.

Quatrième caractéristique : la construction de chaque parti fait partie de la construction du parti mondial de la révolution socialiste. Les deux, le parti national et le parti mondial se construisent selon les règles du centralisme démocratique. La discipline la plus stricte doit exister au sein du parti, tout d'abord parce que son aspiration à diriger les masses dans leurs luttes contre les exploiters exige qu'il agisse comme un seul homme, sans la moindre hésitation ; ensuite à cause de la lutte féroce qu'il doit aussi mener contre les appareils bureaucratiques, une lutte qui à son tour requiert le centralisme. Mais cette centralisation doit s'unir aux meilleures garanties démocratiques, car l'élaboration démocratique de l'orientation politique est la seule garantie pour que s'expriment les besoins et le niveau de conscience du mouvement de masses, et parce que la discussion démocratique des résultats de l'application de l'orientation politique est la seule garantie pour que celle-ci soit ratifiée complètement ou partiellement avec la même objectivité.

La centralisation doit également aller de pair avec les plus grandes garanties morales et de loyauté militante. Elle est également liée au prestige politique obtenu par la direction qui applique le centralisme, car celui-ci n'est pas un serment ou un engagement simplement moral, mais une conséquence politique. C'est pour cela que, moins la direction a de prestige, plus il faut de garanties démocratiques, la formule bipolaire de centralisme démocratique prenant des contenus différents selon les étapes de construction du parti léniniste trotskiste national et mondial et la consolidation de leurs directions.

Ces dix caractéristiques du parti léniniste-trotskiste se résument en une seule : le rapport existant, entre la mobilisation des masses et de la classe ouvrière, et le parti révolutionnaire. Le mouvement ouvrier et de masses d'une part, le parti de l'autre, sont les deux pôles essentiels du mouvement révolutionnaire. C'est sur ces deux pôles que la gauche européenne du début du siècle s'est divisée : Rosa Luxembour et Trotsky pensaient que la mobilisation des masses était toute puissante ; Lénine n'est jamais allé jusqu'à penser que le parti était tout puissant, mais certains de ses disciples sont allés jusque-là. Le mérite de Lénine fut de comprendre qu'un seul pôle, celui de la mobilisation de la classe ouvrière et des masses, n'était pas suffisant ; autrement dit, qu'il était absolument insuffisant si l'autre pôle, le parti, n'existait pas.

Quand le reflux du mouvement ouvrier des pays industriellement développés et le boom économique rendirent le travail révolutionnaire au sein du mouvement de masses extrêmement difficile, des tendances suivistes par rapport aux organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier naquirent, qui affirmèrent que nous devions abandonner pour une longue période la tâche de la construction du parti révolutionnaire. Nous avons alors combattu intensément ces tendances, en revendiquant la nécessité de continuer la tâche centrale de la construction du parti léniniste trotskiste.

Aujourd'hui, alors que commence la montée révolutionnaire la plus grande de l'histoire, des conceptions petites-bourgeoises, subjectivistes apparaissent, qui tendent à affirmer que le rôle fondamental appartient à l'avant-garde, l'organisation armée, l'héroïsme de ceux qui sont prêts à combattre. Contre

ces conceptions subjectivistes de la révolution, il faut réaffirmer que le facteur décisif est la mobilisation des masses, et que ces mobilisations se font sur la base de besoins objectifs profonds, indépendamment de notre volonté. Mais nous réaffirmons également qu'il existe un rapport dialectique, dynamique, entre le mouvement de masses et le parti révolutionnaire, qui conditionne toute notre politique. Ce rapport détermine que le facteur décisif, la mobilisation de masses, est insuffisant à lui seul, que la nécessité d'un parti révolutionnaire qui dirige ces mobilisations est impérieuse. C'est pour cela qu'aujourd'hui, comme hier, nous maintenons la seule stratégie qui reste, même lorsque changent les conditions de la lutte de classes : la stratégie de la mobilisation des masses et celle de la construction du parti bolchevik, léniniste-trotskiste.

Références

Plusieurs textes cités ont été publiés dans des journaux de l'Internationale ou de ses partis.

Quatrième Internationale (QI) était la revue officielle de la IVe Internationale.

International Socialist Review (ISR) était édité par le Socialist Workers Parti (SWP), sa section étasunienne.

Combate était le journal du POR-C (voir le chap. 1.2).

La Verdad était le journal du PRT-V (voir le chap. 2.1).

Avanzada Socialista (AS) était le journal du *Partido Socialista de los Trabajadores* (argentin), le successeur du PRT-V.

Rouge était le journal de la section française.

La plupart de l'œuvre de Mandel cité dans ce livre est disponible en anglais sur le site spécifique www.ernestmandel.org (relayé par www.marxists.org). Aucun des textes cités n'y est disponible en français.

Le texte principal de Mandel, alias Germain, auquel Moreno répond dans la polémique de ce livre, *En défense du léninisme, en défense de la IVe Internationale*, de janvier 1973, a été publié dans le Bulletin d'informations internationales (BII) n° 7. La version anglaise est disponible sur internet : www.ernestmandel.org/en/works/txt/1973/indefenceofléninisme/index.htm. Nous le citons comme « **Germain, E., En défense du léninisme...** » en indiquant le numéro du sous-titre (§ n).

Un autre texte de Mandel, souvent cité, *La théorie léniniste de l'organisation*, a été publié en anglais dans ISR, Vol.31, No.9, décembre 1970 (voir www.ernestmandel.org/en/works/txt/1970/leninist_theory_organisation.htm) et en espagnol dans un livre de l'éditorial Del Siglo. Nous le citons comme « **Mandel, E., La théorie léniniste...** », avec le n° de page de l'édition en espagnol disponible sur internet (www.ernestmandel.org/es/escritos/pdf/form_teoría-leninista-organización.pdf).

Le texte souvent cité dans le livre comme **Document européen** fut présenté au CEI de 1972 par Mandel et d'autres camarades et finalement présenté au Xe Congrès de janvier 1974 par la *Tendance majoritaire internationale* (dont faisait partie Mandel) sous le titre *La construction des partis révolutionnaires dans l'europe capitaliste*. Il a été publié dans le BII n° 4 de ce congrès. (Les numéros de page sont de cette édition.)

- 1 Document européen, p. 15-16
- 2 Document européen, p. 42-43
- 3 Document européen, p. 43
- 4 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 23
- 5 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 18
- 6 Ibidem, p. 6
- 7 Mandel, E., *La théorie léniniste...*
- 8 Ibidem, p. 6
- 9 Ibidem, p. 5 ; 8
- 10 Trotsky, L., *El ultimismo burocrático*, chap. 3 dans *¿Y ahora? Problemas vitales del proletariado alemán*, 25.01.1932-
- 11 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 28
- 12 Ibidem, p. 17.
- 13 Ibidem, p. 17.
- 14 Ibidem, p. 17.
- 15 Trotsky, L., *El ultimismo burocrático*, o.c.
- 16 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 17 Lénine, V.I., *Lettres sur la tactique*, avril 1917.
- 18 Document européen, p. 28
- 19 *Proyecto de tesis sobre la situación latinoamericana*, presentado al Comité Central del PRT-V.
- 20 *Los gobiernos latinoamericanos y la lucha revolucionaria*, Revista de America, n° 8-9, p. 10-11 (Ve Congrès du PRT-V.
- 21 Document européen, p. 25.
- 22 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 20.
- 23 Ibidem, p. 9.
- 24 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, 28.3.1935 (chap.2 du recueil *Où va la France ?*)
- 25 Trotsky, L., *Manifeste d'urgence (Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale)*, 26.05.1940.
- 26 Lénine, V. I., *Le gauchisme : maladie infantile du communisme*, avril 1920.
- 27 Ibidem.
- 28 IIe Congrès de l'Internationale Communiste, *Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne*, juillet 1920.
- 29 IIe Congrès de l'Internationale Communiste, *Rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'I.C.*, 19.07.1920
- 30 Trotsky, L., *Pour un manifeste de l'Opposition sur la révolution espagnole*, 18.06.1931.
- 31 Trotsky, L., *Classe, parti et direction. Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ?* 1939.
- 32 Trotsky, L., *Problèmes de la révolution espagnole : la victoire est-elle possible ?*, dans *La Lutte ouvrière*, n° 44 et 45 (14 - 21 mai 1937)
- 33 Ibidem.
- 34 Trotsky, L., *La politique de Lénine. Lettre à Harold R. Isaac*, 25.02.1937
- 35 Trotsky, L., *Vers les masses*. Lettre au SI, 27.07.1936.
- 36 Trotsky, L., *La Ligue face à un tournant décisif*, juin 1934.
- 37 Ibidem.
- 38 Trotsky, L., *La révolution espagnole et les tâches de communistes*, 24.01.1931
- 39 Lénine, V.I., *Le gauchisme...* o.c.
- 40 Document européen, p. 42-43.
- 41 Germain, E., *En défense du léninisme*, § 23
- 42 Ibidem, p. 102.
- 43 Lénine, V.I., *Que faire ?*, février 1902, chap. 5.
- 44 Ibidem, chap. 3-d et chap. 3-c.
- 45 Trotsky, L., *Pour un manifeste de l'Opposition sur la révolution espagnole*, 18.06.1931.
- 46 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, o.c.
- 47 Trotsky, L., *Discusiones con Trotsky sobre el programa de transición*, o.c., p. 63.
- 48 Ibidem. p. 79-80
- 49 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 50 Ibidem, p. 93.
- 51 Ibidem, p. 94.
- 52 Trotsky, L., *Le programme de transición*, 1938.
- 53 Trotsky, L., *Pour la rupture de la coalition avec la bourgeoisie*, Lettre au SI, 24.06.1931
- 54 Ibidem.
- 55 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 56 Trotsky, L., *Discusiones con Trotsky sobre el programa de transición*, o.c., p. 78
- 57 Ibidem, p. 52.

- 58 Ibidem, p. 53.
- 59 Trotsky, L., *Pour une stratégie pour l'action, non pour la spéculation. Lettre aux amis de Vekín*, 03.10.1932
- 60 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, o.c.
- 61 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 62 Intervention d'un camarade de la direction de la Ligue Communiste française lors d'une réunion dans notre local, Compte rendu, archives du PST(A).
- 63 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 29.
- 64 Mandel, E., *Le débat sur le contrôle ouvrier*, o.c., p. 55.
- 65 Lénine, V.I., *Que faire ?*, février 1902.
- 66 Camejo, cité par Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19.
- 67 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 17.
- 68 Camejo, cité par Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19.
- 69 Ibidem.
- 70 Trotsky, L., *El ultimatisimo burocrático*, o.c.

